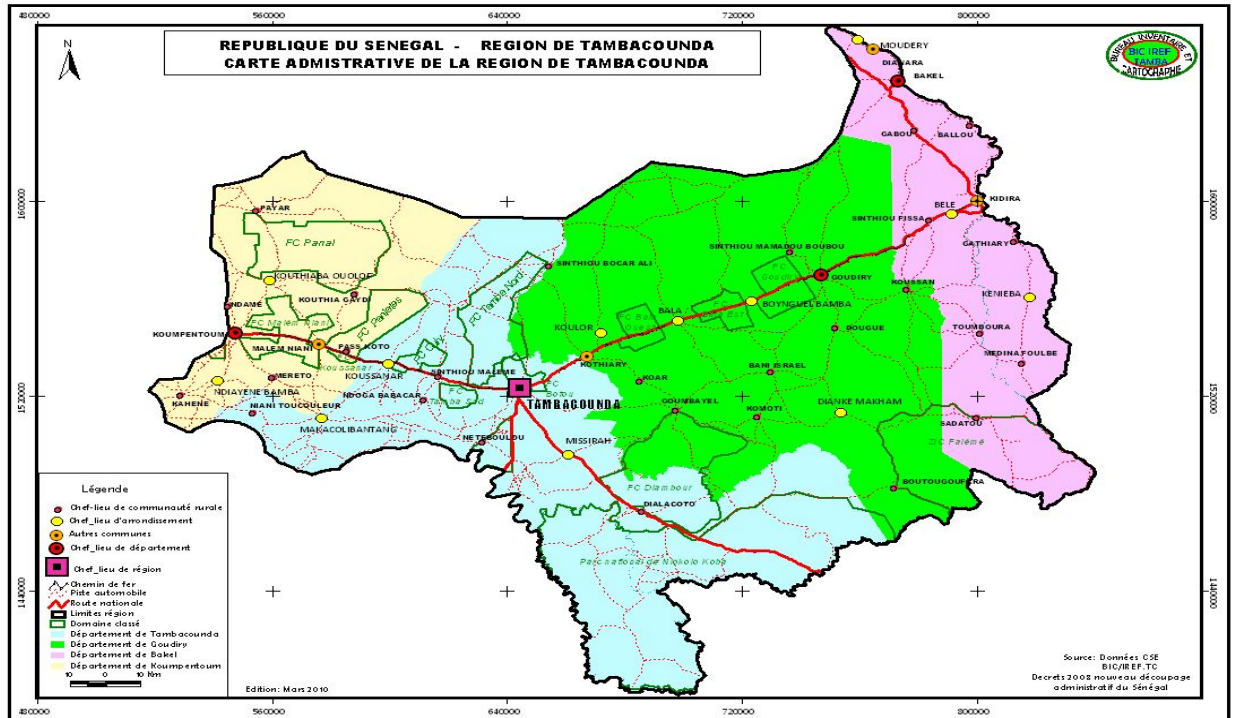




**AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE**

**Service Régional de la Statistique et de la Démographie
de Tambacounda**



**SITUATION ECONOMIQUE ET
SOCIALE REGIONALE
2014**

mars 2015

COMITE DE DIRECTION

Directeur Général	Aboubacar Sédikh BEYE
Directeur Général Adjoint	Babacar NDIR
Conseiller à l'Action Régionale	Mamadou DIENG
Président du Comité de Lecture et de Validation	Seckène SENE

COMITE DE REDACTION

Chef du Service Régional	Samba Gallo BA
Chef de Service Régional Adjoint	Moussa Keita
Agent d'Appui Technique	Mouhadji Amadou DAFF

COMITE DE LECTURE

Seckène SENE	Direction Générale
Abdoulaye Mamadou TALL	Direction Générale
Mamadou DIENG	Direction Générale
Saliou MBENGUE	OPCV
El Hadji Malick GUEYE	DMIS
Mamadou BAH	DMIS
Alain François DIATTA	DMIS
Amadou Fall DIOUF	DSDS
Adjibou Oppa BARRY	DSDS
Atoumane FALL	DSDS
Jean Rodrigue MALOU	DSDS
Bintou DIACK LY	DSECN
Momath CISSE	CGP
Awa CISSOKHO FAYE	DSDS
Ramlatou DIALLO	DSECN
Oumar DIOP	DMIS
Ndeye Aida FAYE TALL	DSDS
Ndeye Binta DIEME COLY	DSDS
Mamadou AMOUZOU	OPCV

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE
Rocade Fann –Bel-air–Cerf-volant – Dakar Sénégal. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal
Téléphone (221) 33 869 21 39 - Fax (221) 33 824 36 15
Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

**Service Régional de la Statistique et de la Démographie
de Tambacounda**

Adresse : Liberté Est

Tél : 33 981 11 82

B.P. : 147

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX	8
SIGLES ET ABREVIATIONS	11
AVANT PROPOS	14
INTRODUCTION GENERALE	16
Chapitre I : PRESENTATION DE LA REGION	18
INTRODUCTION	18
I.1. HISTORIQUE DU PEUPEMENT	19
I.2. LE RELIEF	20
I.3. LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE	21
I.3.1. LA PLUVIOMETRIE	21
I.3.2. LES TEMPERATURES	21
I.3.3. LES VENTS	21
I.3.4. LES SOLS	21
I.4. LA VEGETATION	22
I.5. LA FAUNE	22
I.6. CONCLUSION	23
Chapitre II : DEMOGRAPHIE	24
II.1. INTRODUCTION	24
II.2. ETAT ET STRUCTURE DE LA POPULATION	24
II.2.1. Niveau et évolution de la population	24
II.2.2. Structure par âge et par sexe	25
II.2.2.1. Analyse de la pyramide des âges	25
II.2.2.2. Répartition spatiale de la population et densité	26
II.3. CONCLUSION	28
Chapitre III : EDUCATION	29
III.1. INTRODUCTION	29
III.2. LA PETITE ENFANCE	29
III.2.1. Les infrastructures	29
III.2.2. Le personnel	31
III.2.3. Les effectifs	34
III.2.3.1. Intensité de la préscolarisation	35
III.3. L'ÉLÉMENTAIRE	36
III.3.1. Les infrastructures	36
III.3.2. Le personnel	37
III.3.3. Les effectifs	40
III.3.4. Intensité de la fréquentation scolaire et Performances dans l'élémentaire	41
III.4. LE MOYEN SECONDAIRE GENERAL	43
III.4.1. Les infrastructures	44
III.4.2. Le personnel	45

III.4.3. Les effectifs _____	47
III.4.4. Intensité de fréquentation scolaire et performances du moyen et du secondaire _____	49
III.5. L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE _____	51
III.5.1. Les infrastructures _____	51
III.5.2. Le personnel _____	51
III.5.3. Les effectifs _____	53
III.5.4. Atouts et potentialités _____	54
III.5.5. Contraintes _____	55
Chapitre IV : SANTE ET HYGIENE PUBLIQUE _____	56
IV.1. INTRODUCTION _____	56
IV.2. Les infrastructures de santé _____	57
IV.3. Le personnel de santé _____	59
IV.4. Bilan des programmes de santé _____	60
IV.4.1. Programme national de lutte contre le paludisme _____	60
IV.4.1.1. Programme de lutte contre la tuberculose _____	61
IV.4.2. Activités de nutrition _____	62
IV.5. HYGIENE PUBLIQUE _____	63
IV.5.1. Ressources humaines: _____	64
IV.5.2. ACTIVITES MENEES _____	64
IV.5.2.1. visites domiciliaires des concessions zone urbaine _____	65
IV.5.2.2. INSPECTIONS DES E.R.P ET ASSIMILES (zone urbaine) _____	66
IV.5.2.3. INSPECTIONS DES E.R.P ET ASSIMILES (zone rurale): _____	67
IV.5.3. EDUCATION A L'HYGIENE: _____	68
IV.5.4. TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT: _____	69
IV.5.5. POTENTIALITES/ATOUPS _____	69
IV.5.6. CONTRAINTES _____	70
Chapitre V : ASSISTANCE _____	71
V.1. INTRODUCTION _____	71
V.2. EVOLUTION DES INTERVENTIONS SELON LA NATURE ENTRE 2011 ET 2014 _____	71
V.3. EVOLUTION DES INCENDIES SELON LA NATURE ENTRE 2011 ET 2014 _____	72
V.4. EVOLUTION DE L'ASSISTANCE SELON LA NATURE DE 2011 A 2014 _____	73
V.5. EVOLUTION DES OPERATIONS DIVERSES SELON LA NATURE ENTRE 2011 ET 2014 _____	73
V.6. REPARTITION DES ACTIVITES DIVERSES SELON LA NATURE ET LA COMPAGNIE EN 2013 _____	74
V.7. EVOLUTION DES ACTIVITES DIVERSES SELON LA NATURE ENTRE 2011 ET 2014 _____	75
V.8. CONCLUSION _____	75
Chapitre VI : AGRICULTURE _____	76
VI.1. INTRODUCTION _____	76
VI.2. LES SERVICES TECHNIQUES, AUTRES INTERVENANTS ET INFRASTRUCTURES _____	76
VI.2.1. Les services techniques _____	76
VI.2.2. Les autres intervenants. _____	76
VI.3. LA PREPARATION DE LA CAMPAGNE AGRICOLE _____	77
VI.3.1. La mise en place des semences _____	77
VI.3.2. La mise en place des engrais et autres fertilisants _____	78
VI.3.3. La mise en place des matériels et équipements agricoles _____	79

VI.4. BILAN DE LA CAMPAGNE AGRICOLE	80
VI.4.1. Les cultures vivrières	80
VI.4.2. Les cultures industrielles	81
VI.5. DIAGNOSTIC DU SECTEUR	82
<i>Chapitre VII : ELEVAGE</i>	84
VII.1. INTRODUCTION	84
VII.2. LES SERVICES TECHNIQUES, AUTRES INTERVENANTS ET INFRASTRUCTURES	84
VII.2.1. Les services techniques	84
VII.2.2. Les autres intervenants	85
VII.3. LES PRODUCTIONS	86
VII.3.1. Abattage contrôlé et production de viande en 2014	86
VII.3.2. La production de viande et d'œufs de volaille	87
VII.3.3. La production contrôlée de lait, de miel et des cuirs et peaux	87
VII.4. DIAGNOSTIC DU SECTEUR	88
<i>Chapitre VIII : PECHE</i>	89
VIII.1. INTRODUCTION	89
VIII.2. LES SERVICES TECHNIQUES, LES AUTRES INTERVENANTS ET LES INFRASTRUCTURES	89
VIII.2.1. Les services techniques	89
VIII.2.2. Les autres intervenants	90
VIII.2.2.1. Les infrastructures	91
VIII.3. LA PECHE ARTISANALE	91
VIII.3.1. Les sites et l'armement de pêche	91
VIII.3.2. La production	93
VIII.3.3. La ventilation de la production	94
VIII.3.4. La transformation des produits de la pêche artisanale	95
VIII.4. L'AQUACULTURE	95
VIII.4.1. Les infrastructures et producteurs ou promoteurs aquacoles	95
VIII.4.2. La situation de la production aquacole	95
VIII.5. CONCLUSION	96
<i>Chapitre IX : RESSOURCES NATURELLES.</i>	99
IX.1. INTRODUCTION	99
IX.2. LES SERVICES TECHNIQUES ET LES AUTRES INTERVENANTS	99
IX.2.1. Les services techniques	99
IX.2.2. Les autres intervenants	101
IX.3. GESTION DU DOMAINE FORESTIER	102
IX.3.1. Présentation du domaine forestier régional	102
IX.3.2. Lutte contre les feux de brousse	102
IX.3.3. Lutte préventive	103
IX.3.4. Lutte active	104
IX.3.5. Reboisement et conservation des sols	107
IX.3.5.1. Production de plants	107
IX.4. EXPLOITATIONS FORESTIERES	109
IX.5. GESTION DE LA FAUNE ET CHASSE	110
IX.5.1. Potentiel faunique	110
IX.5.2. Résultats des campagnes de chasse	111

IX.6. DIAGNOSTIC DU SECTEUR	112
IX.6.1. Atouts	112
IX.6.2. Contraintes	113
IX.6.3. Perspectives	113
Chapitre X : ENVIRONNEMENT	114
X.1. INTRODUCTION	114
X.2. GESTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES	114
X.3. GESTION DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)	116
X.4. ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL (EIE)	118
X.5. GESTION DE L'ENVIRONNEMENT FLUVIAL/MARITIME ET DE LA DEGRADATION DES SOLS	119
X.6. DIAGNOSTIC DU SECTEUR	120
X.6.1. Atouts et potentialités	120
X.6.2. Potentialités/atouts	121
X.6.3. Contraintes	121
Chapitre XI : EMPLOI ET TRAVAIL	123
XI.1. INTRODUCTION	123
XI.2. L'ACTIVITE ECONOMIQUE	123
XI.3. LES CONTRATS DE TRAVAIL	126
XI.4. LES CONFLITS DE TRAVAIL	127
Chapitre XII : COMMERCE ET ARTISANAT	128
XII.1. INTRODUCTION	128
XII.2. COMMERCE	128
XII.2.1. Les marchés	128
XII.2.2. Les commerçants	129
XII.2.3. Le commerce des principales denrées consommées	130
XII.2.3.1. Les stocks	130
XII.2.3.2. Les prix	131
XII.2.4. La vérification des instruments de mesure et de la qualité des produits	132
XII.2.4.1. La vérification des instruments de mesure	132
XII.3. ARTISANAT	133
XII.3.1. Les infrastructures	133
XII.3.2. Les artisans inscrits à la chambre de métiers	134
XII.4. DIAGNOSTIC DU SECTEUR	135
Chapitre XIII : JEUNESSE ET SPORTS	137
XIII.1. INTRODUCTION	137
XIII.2. JEUNESSE	137
XIII.2.1. Les infrastructures de jeunesse	137
XIII.2.2. Les associations de jeunes	138
XIII.3. SPORT	139
XIII.3.1. Les disciplines sportives pratiquées	139
XIII.3.2. Les infrastructures sportives	140
XIII.3.3. Les pratiquants	141

XIII.4. DIAGNOSTIC DU SECTEUR	142
Chapitre XIV : TOURISME, CULTURE ET LOISIRS	146
XIV.1. INTRODUCTION	146
XIV.1.1. Situation des réceptifs	146
XIV.1.2. L'occupation des réceptifs	148
XIV.1.3. Patrimoine culturel	149
XIV.1.3.1. Patrimoine matériel	149
XIV.2. DIAGNOSTIC DU SECTEUR	150
Chapitre XV : URBANISATION, CONSTRUCTION ET HABITAT	151
XV.1. INTRODUCTION	151
XV.2. Evolution des autorisations de construire délivrées à Tambacounda entre 2013 et 2014	151
XV.3. Evolution du nombre d'autorisations de construire délivrées pour les établissements commerciaux entre 2010 à 2014	152
XV.4. Évolution des Nombres d'autorisations de construire délivrées pour les lieux d'habitation entre 2010 à 2014	152
XV.5. Evolution du nombre d'autorisations de construire délivrées pour les lieux de culte entre 2010 à 2014	153
XV.6. Evolution du nombre d'autorisations de construire délivrées pour les établissements touristiques entre 2010 à 2014	153
XV.7. LOTISSEMENTS ET DISTRIBUTIONS DE PARCELLES ENTRE 2006 ET 2014	154
XV.8. DIAGNOSTIC DU SECTEUR	154
Chapitre XVI : CONCLUSION GENERALE	156

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1 : Evolution de la population de la région de Tambacounda entre 1976 et l'année 2014	24
Tableau 2.2 : Répartition de la population de la région de Tambacounda selon le département, le milieu de résidence et le sexe	26
Tableau 2.3 : Densités de population de la région de Tambacounda selon le département en 2014.....	27
Tableau 4.1 : Répartition des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type et le statut, par circonscription administrative.....	29
Tableau 4.2 : Evolution des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type et la circonscription administrative	30
Tableau 4.3 : Répartition du personnel des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type d'établissement, le sexe et la circonscription administrative.....	31
Tableau 4.4 : Evolution du personnel des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type d'établissement et la circonscription administrative	32
Tableau 4.5 : Répartition du personnel des établissements d'accueil de la petite enfance selon la fonction, le diplôme académique, par circonscription administrative	32
Tableau 4.6 : Répartition du personnel enseignant des établissements d'accueil de la petite enfance selon le diplôme professionnel et le statut, par circonscription administrative	33
Tableau 4.7 : Répartition des effectifs des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type d'établissement, le sexe et la circonscription administrative.....	34
Tableau 4.8 : Evolution des effectifs des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type d'établissement et la circonscription administrative	35
Tableau 4.9 : Evolution du Taux Brut de Préscolarisation (TBPS) selon le sexe, par circonscription administrative	35
Tableau 4.10 ; Evolution du nombre d'établissements d'enseignement élémentaire selon la circonscription administrative et le statut.....	36
Tableau 4.11 : Répartition du nombre de classes selon le type de groupe pédagogique et le statut des établissements, par circonscription administrative	37
Tableau 4.12 : Structure et évolution des effectifs du personnel des établissements d'enseignement élémentaire selon le sexe et le statut de l'établissement, par circonscription administrative	38
Tableau 4.13 : Evolution des effectifs du personnel enseignant des établissements d'enseignement élémentaires publics selon le statut, par circonscription administrative	39
Tableau 4.14 : Répartition du personnel enseignant de l'élémentaire selon le diplôme académique	39
Tableau 4.15 : Structure et évolution des effectifs d'élèves de l'enseignement élémentaire dans la région de Tambacounda selon le statut de l'établissement et le sexe, par circonscription administrative	40
Tableau 4.16 : Evolution du nombre d'élèves de l'enseignement élémentaire par classe et du nombre d'élèves par enseignant selon le sexe, par circonscription administrative	41
Tableau 4.17 : Evolution du Taux Brut d'Accès (TBA) selon le sexe, par circonscription administrative.....	41
Tableau 4.18 : Evolution du Taux Brut de Scolarisation (TBS) selon le sexe, par circonscription administrative..	42
Tableau 4.20 : Evolution du Taux d'Achèvement du Primaire (TAP) selon le sexe, par circonscription administrative	43
Tableau 4.21 : Evolution du taux de transition selon le cycle et le sexe, par circonscription administrative	44
Tableau 4.22 : Répartition et évolution du nombre d'établissements du moyen et du secondaire général et du nombre de Groupes Pédagogiques (GP) selon le cycle, le statut, par circonscription administrative.....	45
Tableau 4.23 : Répartition du personnel enseignant du moyen général selon le corps, le statut des établissements et le sexe, par circonscription administrative.....	46
Tableau 4.25 : Evolution du nombre d'enseignants du moyen secondaire général selon le statut des établissements, par circonscription administrative	46
Tableau 4.27 : Evolution et répartition des effectifs d'élèves du moyen secondaire général selon le statut des établissements, le cycle et le sexe, par circonscription administrative	47
Tableau 4.28 : Répartition des élèves de l'enseignement secondaire selon le Statut de l'établissement, le sexe, la série et le niveau, par circonscription administrative.....	48
Tableau 4.29 : Evolution des TBS et de l'Indice de parité du moyen selon le sexe, par circonscription administrative	50

Tableau 4.31 : Evolution du nombre d'admis au BFEM et au BAC selon le sexe, par circonscription administrative	50
Tableau 4.32 : Evolution du nombre de structures d'ETFP selon le statut, par circonscription administrative	51
Tableau 4.33 : Répartition et évolution des effectifs du personnel enseignant de l'ETFP selon le statut, le sexe, la filière et la circonscription administrative.....	52
Tableau 4.34 : Répartition et évolution des effectifs d'élèves de l'ETFP selon le statut, le sexe, la filière et la circonscription administrative.....	53
Tableau 4.36 : Evolution des résultats au concours pour l'obtention de diplômes de l'enseignement professionnel au cours des trois dernières années selon le diplôme	54
Tableau 5.1 : Répartition et évolution du nombre d'infrastructures sanitaires publiques et parapubliques selon le type, par circonscription administrative.....	57
Tableau 5.3 : Répartition des structures sanitaires privées selon le type, par département	58
Tableau 5.4 : Indicateurs de couverture sanitaire des populations.....	59
Tableau 5.5 : Répartition du personnel de santé selon la qualification professionnel, le type de structure et le statut, par circonscription administrative.....	59
Tableau 5.10 : Evolution de la situation des Malades vus en Consultation Externe selon la catégorie de malades, par district	60
Tableau 5.11 : Récapitulatif et évolution des efforts de lutte contre le paludisme.....	61
Tableau 5.12 : Evolution du Taux de détection de la tuberculose selon le district.....	62
Tableau 5.15 : Evolution des résultats des campagnes de supplémentation en vitamine A et de déparasitage menées dans la région de Tambacounda.....	62
Tableau 9.1 : Situation des quantités de semences distribuées dans la région de Tambacounda.....	77
Tableau 9.2 : Situation et évolution des quantités d'engrais et autres fertilisants distribuées dans la région de Tambacounda	78
Tableau 9.4 : Répartition et évolution des matériels et équipements agricoles mis en place dans la région	79
Tableau 9.5 : Répartition et évolution des cultures vivrières selon les superficies, les rendements et les productions par circonscription administrative	80
Tableau 9.6 : Répartition et évolution des cultures industrielles selon les superficies, rendements et productions, par circonscription administrative	81
Tableau 10.1 : Répartition et évolution des effectifs du personnel des Inspections de Services Vétérinaires selon le diplôme, par Inspection.....	85
Tableau 10.2 : Liste des autres intervenants.....	85
Tableau 11.1 : Répartition et évolution des effectifs du personnel des services de pêche selon le diplôme, par service	90
Tableau 11.6 : Evolution de la production de la pêche artisanale selon le type de pêche, par circonscription administrative	93
Tableau 11.8 : Ventilation de la production artisanale selon la destination et l'année, par circonscription administrative	94
Tableau 11.10 : Répartition et évolution des quantités et valeurs des produits transformés selon le type.....	95
Tableau 11.15 : Evolution de la situation de la production aquacole dans la région de Tambacounda.....	96
Tableau 12.1 : Evolution des effectifs du personnel des services des Eaux et Forêts selon le diplôme, par service	100
Tableau 12.2 : Autres intervenants selon le statut, les domaines et zones d'intervention dans la région.....	101
Tableau 12.3 : Situation du domaine classé, par circonscription administrative.....	102
Tableau 12.4 : Evolution de la situation des comités de lutte contre les feux de brousse, par circonscription administrative.....	103
Tableau 12.5 : Evolution du nombre de séances d'animation et de personnes touchées par celles-ci par circonscription administrative.....	104
Tableau 12.6 : Situation et évolution des pare-feu et feux précoces réalisés par circonscription administrative	105
Tableau 12.7 : Evolution de la situation des feux de brousse par circonscription administrative.....	106
Tableau 12.8 : Répartition et évolution du nombre de pépinières et de plants produits par circonscription administrative	107
Tableau 12.9 : Répartition et évolution du nombre de plants produits selon l'espèce, par circonscription administrative	108
Tableau 12.10 : Répartition du nombre de plants produits selon l'espèce, par type de plantation.....	109

<i>Tableau 12.12 : Evolution des quantités et valeurs de la production forestière par circonscription administrative</i>	110
<i>Tableau 12.13 : Répartition et évolution du nombre et des superficies des zones amodiées, par circonscription administrative</i>	111
<i>Tableau 12.14 : Evolution des résultats des campagnes de chasse, par circonscription administrative</i>	112
<i>Tableau 13.1 : Evolution des ICPE selon la nature et la classe</i>	117
<i>Tableau 14.4 : Evolution du nombre d'établissements ouverts dans la région selon l'activité principale, par circonscription administrative</i>	124
<i>Tableau 14.5 : Evolution des établissements ouverts selon le statut juridique, par circonscription administrative</i>	125
<i>Tableau 14.6 : Evolution du nombre d'établissements fermés dans la région selon l'activité principale, par circonscription administrative</i>	126
<i>Tableau 14.7 : Evolution du nombre de contrats de travail selon le type</i>	126
Tableau 14.8 : Evolution de la situation du nombre de conflits de travail, par circonscription administrative	127
<i>Tableau 14.9 : Situation du nombre de conflits de travail selon le secteur d'activité de l'établissement</i>	127
<i>Tableau 17.1 : Evolution du nombre de marchés selon le type, par circonscription administrative</i>	129
<i>Tableau 17.2 : Evolution du nombre de commerçants selon le type, par circonscription administrative</i>	129
<i>Tableau 17.3 : Evolution des stocks des principales denrées consommées selon le produit, par circonscription administrative</i>	130
<i>Tableau 17.4 : Evolution des prix des principales denrées consommées selon le produit, par circonscription administrative</i>	131
<i>Tableau 17.5 : Evolution des résultats de la vérification des instruments de mesure</i>	133
<i>Tableau 17.7 : évolution du nombre de villages artisanaux par circonscription administrative</i>	133
<i>Tableau 17.8 : Evolution du nombre d'artisans inscrits à la chambre de métiers selon la section et la forme juridique, par circonscription administrative</i>	134
<i>Tableau 18.1 : Evolution du nombre d'infrastructures de jeunesse selon le type, par circonscription administrative</i>	138
<i>Tableau 18.2 : Evolution du nombre d'associations de jeunes selon le type, par circonscription administrative</i>	138
<i>Tableau 18.3 : Situation des disciplines sportives pratiquées dans la région</i>	139
<i>Tableau 18.4 : Evolution du nombre d'infrastructures sportives selon le type, par circonscription administrative</i>	140
<i>Tableau 18.5 : Evolution du nombre de stades selon le statut, par circonscription administrative</i>	141
<i>Tableau 18.7 : Evolution du nombre de licenciés selon la discipline et le sexe</i>	141
<i>Tableau 19.4 : Evolution de l'occupation des réceptifs par circonscription administrative</i>	148

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ASC :	Agent de Santé Communautaire
ANSD :	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
ARMP :	Agence de Régulation de Marchés Publiques
BAD :	Banque Africaine de Développement
BFEM :	Brevet de Fin d'Etudes Moyen
BID :	Banque Islamique de Développement
BTP:	Bâtiment et Travaux Public
CFEE :	Certificat de Fin d'Etude Elémentaire
CFPEFS :	Centre de formation Professionnel en Economie Familiale et Social
CHRTC :	Centre Hospitalier Régional de Tambacounda
CAO :	Conception Assistée par Ordinateur
MEN :	Ministère de l'Education nationale
CLM :	Cellule de Lutte contre la Malnutrition
CMG :	Collège d'Enseignement Moyen
CNLS :	Comité National de Lutte contre le SIDA
CPN :	Consultation Prénatale
DOS :	Disk Operating System
DGP :	Direction Générale du Plan
DRDR :	Direction Régionale du Développement Rural
DVD :	Digital Versatile Disc
DSRP :	Document de Stratégie de Réduction de la pauvreté
EDS :	Enquête de Démographique et de Santé
ESAM :	Enquête de Suivi Auprès des Ménages
EVF :	Education à la Vie Familiale
EAO :	Enseignement Assisté par Ordinateur
EDI :	Echange de Données Informatisées
EDVAC:	Electronic Discrete Variable Automatic Computer
FAO :	Fabrication Assistée par Ordinateur
FDL :	Fonds de Développement Local
FNR :	Fonds National de Retraite
GADEC :	Groupe d'Action pour le Développement Communautaire
GRED :	Groupe de recherche
GRN :	Gestion des Ressources Naturelles
GIF :	Graphic Interchange Format

GPAO:	Gestion de la Production Assistée par Ordinateur
GSM:	Global System for Mobile communication
HTML:	Hyper Text Markup Language
HTTP:	Hyper Text Transfer Protocol
IA :	Inspection d'Académie
ICP :	Infirmier Chef de Poste
IPRESS :	Institution de Prévoyance Retraite du Sénégal
IREF :	Inspection Régionale des Eaux et Forêts
IRJS :	Inspection Régionale de la Jeunesse et des Sports
ISO :	International Standards Organization
JICA :	Coopération Internationale de la Coopération Japonaise
JPEG:	Joint Photographic Experts Group (norme de compression d'images fixes)
L4G:	Langage de quatrième Génération
MGF :	Mutilation Génitale faite aux Femmes
OEV :	Orphelins et enfants vulnérables
OMS :	Organisation Mondiale de la Santé
ONAS :	Office National de l'Assainissement du Sénégal
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PAFR :	Plan d'Action Forestier Régional
PDMAS :	Programme de Développement des Marchés Agricoles du Sénégal
PDU :	Plan de développement de l'Urbanisme
PIB:	Produit Intérieur Brut
PME :	Petite et Moyenne Entreprise
PNNK :	Parc National de Niokolokoba
PODES :	Plan d'Orientation de développement économique et Social
PRDE :	Plan régional de Développement de l'Education
PRDI :	Plan Régional de Développement Intégré
PRN :	Programme de Renforcement Nutritionnel
PS :	Poste de Santé
PTIP :	Programme Triennal d'Investissement Public
QUID :	Questionnaire Unifié sur les Indicateurs de Développement
REVA :	Retour vers l'Agriculture
RGPH3 :	Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SAFRA :	Semaine de l'Amitié et de Fraternité
SDE :	Sénégalaise Des Eaux

SFD : Structures de Financement Décentralisée
SGBD : Système de Gestion des Bases de Données
SQL : Structured Query Language
SNHLM : Société Nationale des Habitats à Loyer Modéré
SODEFITEX : Société de Développement des Fibres et du Textile
SONEES : Société Nationale de l'Exploitation des Eaux du Sénégal
SRAT : Schéma Régional de l'Aménagement du Territoire
TBS : Taux Brut de Scolarité
TSS : Travailleurs du sexe
TCP/IP : Transmission Control Protocol/Internet Protocol
UNFPA : Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
URL : Uniform Resource Locator
ZIC : Zone d'Intérêt Cynégétique

AVANT PROPOS

Le Gouvernement du Sénégal, avec l'appui des partenaires au développement, a engagé depuis 2004 une réforme en profondeur du Système Statistique National (SSN) pour le rendre plus performant et l'adapter aux mutations économiques, politiques et sociales en cours. Il s'agit de doter notre pays d'un système d'information statistique capable d'appuyer efficacement la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des nouvelles stratégies et politiques de développement, notamment le Plan SENEGAL EMERGENT, la Stratégie de Croissance Accélérée et les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Dans ce cadre, le Sénégal a élaboré une Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) pour la période 2008–2013 afin que la production statistique se fasse de manière transparente et conformément aux besoins des utilisateurs et aux normes de qualité retenues au niveau mondial. Cette stratégie élaborée selon une démarche participative et transparente a été validée le 25 juin 2007. Elle a permis, non seulement de diagnostiquer l'ensemble du Système Statistique National pour en identifier toutes les insuffisances à corriger et les acquis à conserver, mais également et surtout, de s'accorder sur une vision et un plan d'actions à mettre en œuvre pour permettre au SSN de se hisser au niveau des plus performants du monde.

Depuis la mutation institutionnelle de l'ex Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS) en Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) et Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE), intervenue en 2006, les autorités de l'Agence ont très tôt compris la nécessité de renforcer les Services Régionaux de la Statistique et de la Démographie (SRSD), en moyens humains et matériels. Cela, pour matérialiser leur ambition de tendre vers une décentralisation plus poussée des activités opérationnelles de l'Agence ; le siège s'occupant des activités d'impulsion, de conception, de coordination, d'harmonisation des concepts, définitions et méthodes, de contrôle et de suivi-évaluation pour l'ensemble du Système Statistique National.

Les Situations Economiques et Sociales (SES) régionales, réalisées chaque année par les SRSD pour l'année N-1, figurent en bonne place parmi les produits phares de l'ANSD. Elles constituent d'importants instruments de planification du développement économique et social régional et outils d'aide à la décision aux niveaux régional et local. L'exercice d'analyse de la conjoncture qu'elles constituent n'a évidemment pas pour ambition l'exhaustivité, encore moins l'exactitude, mais il veut présenter de manière synthétique les modes de fonctionnement essentiels de l'économie régionale.

Les SES seront complétées par les rapports régionaux des nombreuses enquêtes et autres recensements que l'ANSD est en train de préparer et qui seront davantage décentralisées pour permettre de mieux satisfaire les besoins en informations statistiques des acteurs et décideurs locaux. La présente édition, comme celles qui l'ont précédée, essaie d'embrasser la quasi-totalité des secteurs de l'activité économique et sociale de la région. Elle met surtout en relief l'information quantitative et tente, par des analyses sommaires, de décrire la situation de chaque secteur d'activité au niveau régional. Que les responsables des services techniques de la région trouvent ici l'expression de nos vifs remerciements pour leur collaboration sans faille et la qualité de leurs informations. Tout le mérite de ce document leur revient et les imperfections sont à inscrire au passif des rédacteurs.

Les remarques et suggestions en vue d'améliorer le document sont les bienvenues.

Le Directeur Général
De l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

ABABACAR SEDIKH BEYE

INTRODUCTION GENERALE

Malgré l'érection de son ancien département, Kédougou, en région, Tambacounda demeure encore la plus vaste région du pays avec ses 42 706 km² de superficie. En 2014, la région compte une population résidente de 705397 habitants, soit 5,1 % de la population du pays. On note une légère supériorité numérique des hommes par rapport aux femmes (50,6 % contre 49,4%). Du fait de sa très grande superficie et de sa faible population, la région de Tambacounda a une densité de population relativement faible : 17 habitants au km². La population de la région est jeune. Dans le domaine de l'éducation, entre 2012/2013 et 2013/2014, on constate une évolution considérable de 68,2% du TBPS Global de la région, passant de 7,3% en 2012/2013 à 12,28% en 2013/2014. Cependant, ce taux est plus élevé chez les filles (13,03%) que chez les garçons (11,57%). L'indice de parité est quasiment constant entre ces deux périodes. Il passe de 1,11% à 1,12%. Dans le domaine de la Santé, il ya eu une nette amélioration de certains indicateurs de couverture comme par exemple le nombre d'habitants par poste de santé qui passe de 9944 hbts à 7176 hbts mais encore loin de la norme OMS qui est à 5000 hbts.

Dans le cadre de la lutte contre les infections causées par un environnement insalubre, la Brigade Régionale de l'Hygiène (BRH) s'investit dans des activités multiples et variées. Parmi ces activités on note : les visites des Etablissements Recevant du Public (ERP) et les activités préventives d'IEC. Il faut également ajouter les activités d'assainissement concernant des travaux comme la construction de latrines améliorées, de puisards et de création de fosses septique, le contrôle de l'eau.

Les interventions des Sapeurs-Pompiers en 2014 ont été motivées par les divers incidents dont les incendies et les secours aux personnes accidentées, les secours aux personnes malades ou en danger. Les Sapeurs-pompiers ont également mené des activités humanitaires, notamment les opérations de ravitaillement en eau pour la population en pénurie.

L'agriculture occupe une place très importante dans l'économie de la région de Tambacounda. Malgré une installation tardive, l'hivernage 2014/2015 a été caractérisée par une pluviométrie excédentaire bien répartie dans le temps et dans l'espace. Il faut également noter que cette campagne a été marquée par l'introduction du programme national d'autosuffisance en riz.

Les principales cultures dans la région de Tambacounda sont : L'arachide, le coton, le mil, le maïs, le sorgho, le riz, le niébé, le fonio, la banane, le sésame.

La bonne pluviosité de cet hivernage conjuguée à une situation phytosanitaire calme et une bonne qualité des semences mises en place ont un effet positif sur le niveau de production. La région de Tambacounda compte beaucoup de potentialités pour le développement de l'élevage avec des pâturages qui représentent 16 % du territoire national. C'est aussi une zone privilégiée pour le développement des activités pastorales et on y pratique trois systèmes d'élevage: le semi-intensif, l'extensif et le mixte. La région compte trois zones écologiques dans lesquelles se sont adaptées les différentes races de ruminants domestiques.

L'activité de pêche se développe de plus en plus dans la région. Les fleuves et les marres constituent les principales zones de production des espèces halieutiques. Les différentes espèces pêchées sont : les sardinelles rondes, les sardinelles plates, ainsi que les autres espèces telles que les carpes blanches, les mullets, les carpes rouges, les dorades, les mérus blancs.

Au cours de cette campagne 2013/2014, soixante-dix (70) cas de feux de brousse ont été enregistrés pour une superficie brûlée de 11060 ha. On note que le nombre de cas a augmenté comparativement à la campagne précédente (65 cas), et les superficies endommagées sont nettement en hausse de 3411 ha.

La région de Tambacounda connaît un déficit en unités industrielles et autres structures d'accueil pour l'emploi. Le secteur agricole et agro-forestier demeure le principal pourvoyeur d'emploi. Le secteur des bâtiments et travaux publics participe également à la création d'emplois avec notamment les travaux de chantiers et de construction de route.

La position géographique de la région de Tambacounda lui confère un rôle de plateforme commerciale ouverte sur la sous-région avec d'importants flux commerciaux transfrontaliers, à la croisée des corridors Dakar-Bamako, Bissau-Bamako, et Dakar-Koundara. La région enregistre une prolifération des associations affiliées au mouvement « navétane » et presque toutes les disciplines sportives y sont pratiquées et sont gérées par des ligues régionales. La région de Tambacounda est une destination privilégiée pour le tourisme de vision ou la chasse avec ses zones amodiées et la présence du Parc National du NIOKOLO KOBA. La région dispose d'une gamme variée de réceptifs (hôtels, auberges, campements touristiques) de standings différents mais accessibles à différents types de clientèle.

L'évolution croissante des autorisations de construire accordées illustre la bonne marche du secteur du bâtiment dans la région de Tambacounda. En 2014 il a été enregistré 86 demandes contre 59 en 2013 soit un de hausse de +45,7%. En 2014, les autorisations de construire concernant les lieux d'habitation représentent 88,3 % des demandes.

CHAPITRE I : PRESENTATION DE LA REGION

INTRODUCTION

La nouvelle région de Tambacounda a été créée par la loi 2008-14 du 18 mars 2008 modifiant la loi 72-02 du 1er février 1972 relative à l'organisation de l'Administration Territoriale et Locale. Cette nouvelle région couvre actuellement une superficie de 42 706 km². Sa population est estimée à 705396 habitants en 2014, soit une densité de 17 hbts au km². Elle compte 50 collectivités locales dont 46 Communes et 4 départements, 12 arrondissements, 1434 Villages dont 569 dans le département de Tambacounda soit 40%, 174 villages dans le département de Bakel soit 12%, et 404 dans le département de Goudiry soit 28% et 287 villages dans le département de Koumpentoum soit 20%.

- Département de BAKEL : 3 arrondissements
- Département de GOUDIRY : 4 arrondissements
- Département de KOUMPENTOUM : 2 arrondissements
- Département de TAMBACOUNDA : 3 arrondissements

La région de Tambacounda occupe une position carrefour qui s'est renforcée avec l'ouverture des corridors Tamba-Bamako, Tamba-Moussala et Tamba-Labé. Cette situation fait de Tambacounda le corridor des corridors. C'est la région la plus périphérique du Pays : elle partage 325 Km de frontière avec le Mali à l'Est, 62 Km avec la Mauritanie au Nord-est et 162 Km avec la Gambie à l'Ouest. La région est limitée, au Nord par la République Islamique de Mauritanie et les régions de Louga et de Matam, au Sud par la région de Kédougou et la république de Guinée, à l'Est par la République du Mali et la République Islamique de Mauritanie, à l'Ouest par la République de Gambie et les régions de Kolda et de Kaffrine.

I.1. HISTORIQUE DU PEUPEMENT

L'histoire du peuplement de l'aire géographique de la région est fortement liée aux vagues paléo-migratoires qui se sont succédées dans la sous-région à la suite du déclin de l'empire du Ghana et du Mali.

Les premières migrations massives connues sont celles des Mandingues qui se dirigent consécutivement au déclin de l'empire du Ghana vers l'Ouest et le Sud-ouest du continent africain.

Le déclin de l'empire du Mali a également occasionné le déplacement de plusieurs groupes ethniques. En ce qui concerne la région de Tambacounda, Mamadou Saliou BALDE par exemple explique l'installation des Malinkés (qui venaient du Nord et de l'Est) au XIII^e siècle sur les terres fertiles de la région aurifère de Kédougou. Les Malinkés succédaient à un certain nombre de populations parmi lesquelles on note les Koniagui, les Soninkés, les Djalonkés.

Après le déclin des empires, notamment celui du Mali, en plus des guerres d'islamisation, le contexte était marqué par des conquêtes du pouvoir ou d'expansion territoriale que se livraient les différents royaumes en recomposition. Fuyant ces guerres, des populations ont trouvé refuge dans la région où le peuplement était encore très lâche avec de vastes zones inhabitées.

Au XIX^e siècle, l'aire géographique de la région s'est caractérisée par des guerres internes entre certains royaumes et par des invasions dont les motifs sont liés à l'islamisation des populations locales. Cela a été le cas dans la zone de Kédougou où les guerres d'islamisation ont été conduites successivement par El Hadji Oumar, les Almamys de Timbo (Fouta-Djallon) et Alpha Yaya, Roi de Labé.

Ce fut après cet épisode que commença l'installation des populations islamisées venant du Fouta-Djallon. Des communautés mixtes, composées d'immigrés et d'autochtones vont acquérir peu à peu leur autonomie et leur personnalité propre. C'est le cas

notamment du groupe connu sous le nom de Foulbé Bandé dont le fondateur, Alpha Janduan, un Bassari converti à l'islam, va accueillir Samba Dani, un chasseur originaire du Koyin (Fouta-Oriental) et Abdoulaye Kuranlo, un marabout de Saabe (LABE).

A la même époque, un commerçant Soninké du Gadiaga, zone dans laquelle se trouve la ville sénégalaise de Bakel, Saliem BA, accompagné de son frère, fonda avec l'autorisation des maîtres Malinkés (les Dugutigi) le village de Kédougou, qui sera plus tard érigé en chef-lieu de cercle, puis en capitale départementale.

La région sera ainsi le point de convergence des migrations provenant aussi bien du Mali que de la Guinée et du Nord Sénégal. Ce mouvement de colonisation va se poursuivre pendant toute la première moitié du XX^{ème} siècle, avec une prédominance de l'immigration en provenance du Sud (Fouta-Djallon). Dès 1911, des marabouts Jaxanké de Tuuba et de Bagadaaji (Mali) en l'occurrence les Sylla, les Gassama et les Diaby, compromis dans le complot de Labé en faveur du retour d'exil d'Alpha Yaya en Guinée, choisiront de s'établir dans le Niokolo encore faiblement contrôlé par l'administration Française. Certains de leurs confrères créèrent le village de Tabadian, dans la subdivision de Tambacounda. Leurs descendants s'installèrent dans l'arrondissement de Salémata où ils détiendront les chefferies des villages de Darou-Salam, Tyankoy, Dakatély, Afia.

Peuplée essentiellement de Peuls et de Mandingues, la région enregistre dès le début du XX^{ème} siècle, l'arrivée des migrants Wolofs, en particulier dans le Boundou, près de la voie ferrée. De nos jours, malgré l'inexistence du contexte historique qui prévalait à l'époque, la région de Tambacounda continue à être une zone d'accueil des migrants de la sous-région et des autres régions du pays.

I.2. LE RELIEF

Dans l'ensemble, la région est caractérisée par un relief généralement plat avec quelques collines dans le département de Bakel. Ce relief est entrecoupé de légères dépressions constituées de vallées fossiles du Sandougou et du Mayeldiby. Ce terroir

régional est également caractérisé par la présence de plusieurs mares dont quelques-unes seulement sont permanentes.

I.3. LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE

La région de Tambacounda est arrosée par un réseau hydrographique très important constitué par le fleuve Sénégal, la Falémé, le fleuve Gambie ainsi que plusieurs affluents et marigots qui drainent chaque année environ 30 milliards de m³ d'eau.

I.3.1. LA PLUVIOMETRIE

La région de Tambacounda se situe entre les isohyètes 450 et 800 mm; elle figure parmi les régions les plus pluvieuses du pays. Cependant cette pluviométrie varie dans le temps et dans l'espace : les mois d'août et septembre sont les plus pluvieux, la saison des pluies dure 4 à 5 mois et son installation s'effectue de manière échelonnée du Sud au Nord. La quantité d'eau et le nombre de jours de pluie sont décroissants du Sud au Nord.

I.3.2. LES TEMPERATURES

On distingue deux grandes périodes de régime thermique. La période de basses températures allant de Juillet à février avec plus de fraîcheur aux mois de décembre et de janvier et la période de hautes températures se situant entre mars et juin.

I.3.3. LES VENTS

Sous l'effet de l'anticyclone des Açores, la région est soumise aux types de vents que sont les alizés maritimes de secteur Nord, les alizés continentaux de direction Nord-Est, l'harmattan du secteur Est avec de l'air chaud et sec et la mousson avec de l'air chaud et humide. Entre janvier et juin la vitesse des vents observée à Tambacounda est supérieure à 2 m/s.

I.3.4. LES SOLS

On distingue différents types de sols dans la région de Tambacounda :

1. Les sols peu évolués qui sont constitués (1) des sols peu évolués d'érosion : qui doivent leur jeunesse essentiellement à l'érosion qui intervient en relation avec la pente et (2) des sols peu évolués d'apport : formés par renouvellement de matériaux.

2. Les sols ferrugineux tropicaux parmi lesquels on distingue des sols ferrugineux tropicaux peu lessivés, qui sont des terres favorables au développement de la culture du mil et de l'arachide ; des sols ferrugineux tropicaux lessivés : formés sur matériaux divers.

3. Les sols hydro morphes avec quelques variantes comme les sols hydro morphes formés sur du matériau alluvial, les sols hydro morphes formés sur du matériau sableux, et les sols hydro morphes formés sur du matériau gravillonnaire.

I.4. LA VEGETATION

Elle est abondante et variée compte tenu des conditions écologiques favorables à son développement et de la diversité des écosystèmes présents dans la région. Suivant le domaine phytogéographique et la strate, on relève la prédominance de certaines espèces.

Pour la strate arborée, les combrétacées dominent dans le domaine soudano-sahélien, alors que dans le domaine soudano-guinéen le peuplement est plus composite avec au moins huit (8) espèces dominantes et on y note la présence de formations azonales d'essences mono spécifiques, constituées de bambousaie, rôneraie et de raphieraie.

Le tapis herbacé est dominé dans les deux domaines par les grandes andropogonnées annuelles.

I.5. LA FAUNE

La région de Tambacounda constitue le dernier bastion de la faune du Sénégal. En effet, la région renferme une faune riche et variée. On y trouve des oiseaux, des mammifères, des batraciens, des amphibiens, des reptiles, des insectes, etc.

On y rencontre également les espèces soudaniennes, comme l'hippopotame, et les espèces sahéliennes (Gazelle). L'existence de cette faune est la conséquence d'un habitat bien conservé par endroits, avec des conditions de sécurité pour la survie des espèces. C'est la présence de cette faune qui favorise le développement du tourisme cynégétique.

I.6. CONCLUSION

Malgré l'érection de son ancien département, Kédougou, en région, Tambacounda demeure encore la plus vaste région du pays avec ses 42 706 km². Ainsi, les principales caractéristiques développées en font une région carrefour des écosystèmes. Cette situation s'explique en partie par le prolongement des écosystèmes des quatre pays frontaliers.

CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE

II.1. INTRODUCTION

En 2014, la région de Tambacounda compte une population résidente de 705397 habitants, soit 5,1 % de la population du pays. On note une légère supériorité numérique des hommes par rapport aux femmes (50,6 % contre 49,4%). La quasi-totalité de la population de la région est composée de sénégalais (98%). Cependant, par comparaison à la moyenne nationale (1,3%), la région de Tambacounda concentre une proportion importante d'étrangers. En effet, la population résidente de nationalité étrangère représente 2% de la population totale de la région. La position géographique de la région, frontalière avec quatre pays (Mauritanie, Mali, Guinée et Gambie) explique cette présence non négligeable d'autres nationalités.

Dans ce chapitre, nous avons retenu d'analyser la structure par âge et par sexe de la population, sa répartition et ses composantes. En effet dans le contexte de la décentralisation, les éléments de structure et les données de population spatialisées répondent aux besoins des utilisateurs et producteurs de statistiques, mais également à ceux des décideurs et des partenaires au développement. Nous présenterons ensuite la Pyramide des âges, la répartition spatiale et la densité de la population.

II.2. ETAT ET STRUCTURE DE LA POPULATION

II.2.1. Niveau et évolution de la population

En 1988 la population de la région de Tambacounda était environ de 385982 habitants. En 2013, cette population estimée à 681310 habitants, a presque doublé 25 ans après avec un taux d'accroissement intercensitaire de 2,9%.

Tableau 2.1 : Evolution de la population de la région de Tambacounda entre 1976 et l'année 2014

Désignation \ Année	1976	1988	2002	2013	2014
Population résidente	287313	385982	612288	681310	705397
Taux d'accroissement moyen annuel		2,49%	3,35%	0,98%	3,54%

Source : Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Tambacounda
NB : De 1976 à 2008, il s'agissait de l'ancienne région de Tambacounda

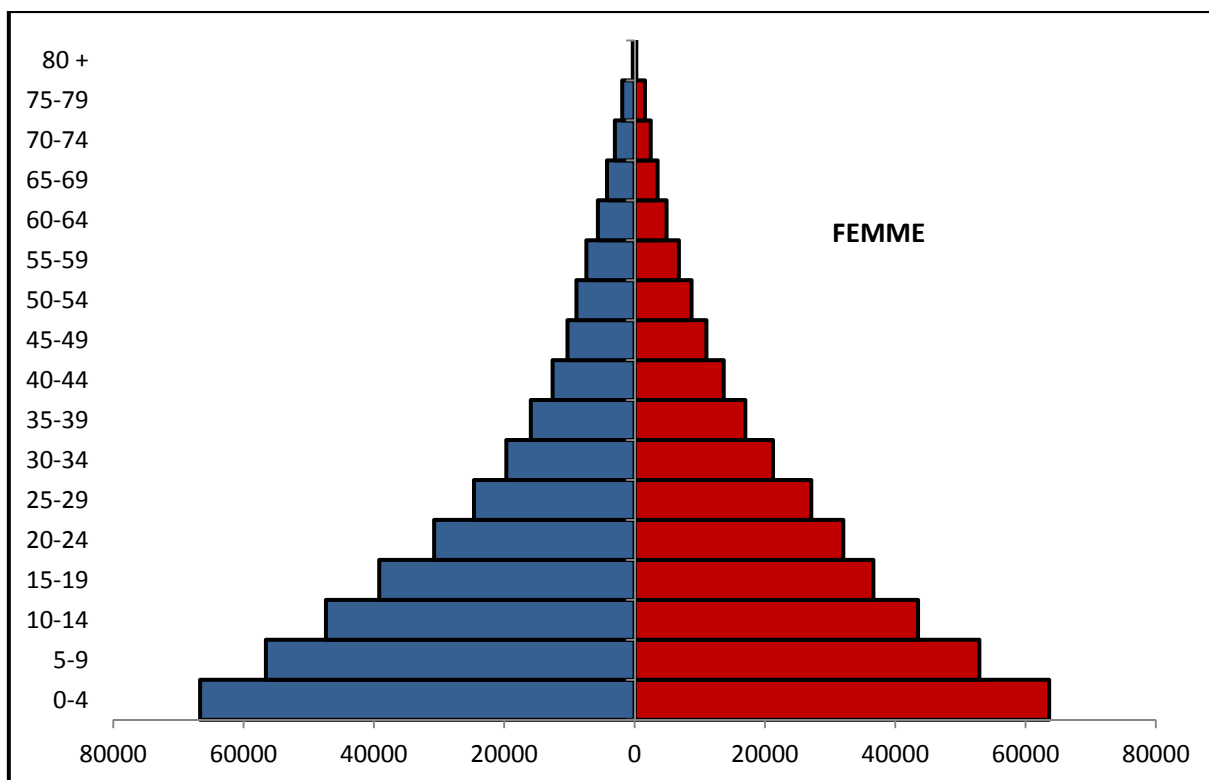
II.2.2. Structure par âge et par sexe

En termes de structure par âge, la population de la région de Tambacounda se caractérise par une extrême jeunesse. L'allure de la pyramide renvoie à la structure typique des populations à fécondité et mortalité élevées. En effet, le rétrécissement rapide de la pyramide aux âges avancés traduit la faible proportion des personnes âgées parmi la population totale de la région.

II.2.2.1. Analyse de la pyramide des âges

Cette forte jeunesse de la population se traduit à travers l'âge moyen et l'âge médian de la population de la région de Tambacounda. L'âge moyen de la population de la région de Tambacounda est de 21 ans contre 22,7 ans au niveau national. En outre, la moitié de la population de la région est âgée de moins de 16 ans.

Graphique 2.1 : Pyramide des âges de la région de Tambacounda



Source : ANSD. Projections démographiques 2014

Selon le sexe, on note une plus grande jeunesse de la population masculine de la région. Cette forte proportion des garçons de moins de 16 ans peut être liée à une migration sélective des hommes en âge de travailler. L'âge moyen et l'âge médian de la population sont également beaucoup plus élevés dans les départements de Tambacounda et Bakel par comparaison aux deux autres départements.

II.2.2.2. Répartition spatiale de la population et densité

II.2.2.2.1. Répartition spatiale

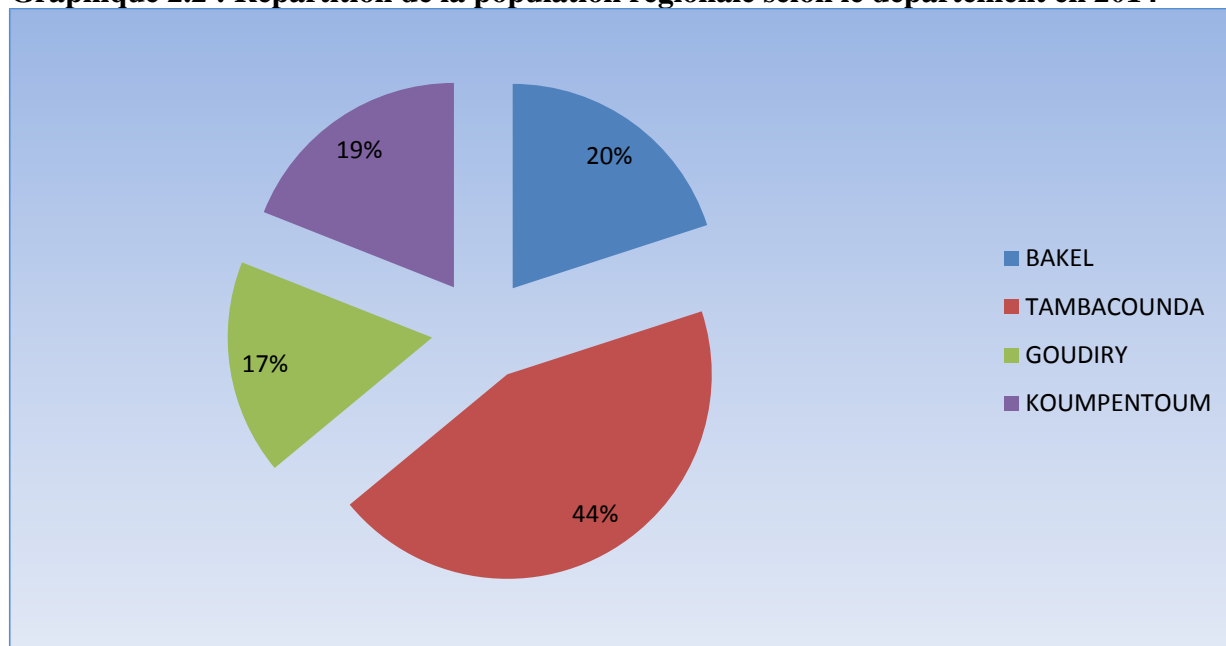
La population régionale est inégalement répartie avec une forte concentration (44% de la population) dans le département de Tambacounda qui est ainsi le plus peuplé. Le département de Goudiry est le moins peuplé (17%), tandis que ceux de Koumpentoum et Bakel ont presque le même poids démographique 19 % et 20%.

Tableau 2.2 : Répartition de la population de la région de Tambacounda selon le département, le milieu de résidence et le sexe

Départements	Effectifs population			Part
	Masc.	Fém.	Ens.	%
BAKEL	72766	71011	143777	20
TAMBACOUNDA	156342	153397	309739	44
GOUDIRY	59224	59683	118907	17
KOUMPENTOUM	68320	64654	132974	19
Région de TAMBA	356652	348745	705397	100

Source : Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Tambacounda

Graphique 2.2 : Répartition de la population régionale selon le département en 2014



II.2.2.2.2. Densités de population

Du fait de sa très grande superficie et de sa faible population, la région de Tambacounda a une densité de population relativement faible : 17 habitants au km². L'analyse de la densité par département fait ressortir que c'est dans le département de Bakel qui a la plus petite superficie où on enregistre la densité la plus élevée avec 26,7 hbts/km².

Tableau 2.3 : Densités de population de la région de Tambacounda selon le département en 2014

Départements	Superficie (km2)	Population (hbts)	Densité (hbts/km2)
BAKEL	5378	143777	26,7
TAMBACOUNDA	13857	309739	22,4
GOUDIRY	17000	118907	7,0
KOUMPENTOUM	6471	132974	20,5
Région de TAMBA	42 706	705397	17

Source: Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Tambacounda

Le département de Tambacounda qui regroupe 44 % de la population a une densité de 22,4 habitants au km² alors que le département de Goudiry qui est le moins peuplé mais le plus vaste affiche nécessairement la densité la plus faible 7,0 hbts/km².

II.2.2.2.3. Répartition de la population urbaine et de la population rurale

En 2014, la population urbaine est de 170706 hbts, elle représente ainsi 24,2% de la population résidente.

	2014		
	Homme	Femme	Ensemble
REGION TAMBACOUNDA	356652	348745	705397
ZONE URBAINE	86301	84405	170706
ZONE RURALE	270314	264376	534690

La population rurale quant à elle, répartie dans les 1437 villages que compte la région est de 534690 hbts soit 75,8% de la population résidente.

II.3. CONCLUSION

La population de la région de Tambacounda est jeune. Le département de Tambacounda regroupe 44 % de la population. La région de Tambacounda a une densité de population relativement faible. On note une légère supériorité numérique des hommes par rapport aux femmes. Elle est aussi essentiellement rurale, malgré une légère amorce d'urbanisation. Cette tendance se poursuivra certainement avec le désenclavement de certaines localités et la mise en œuvre de grands projets structurants.

La population de la région est inégalement répartie, certains départements ont un poids démographique inégalement réparti par rapport à l'étendue de leur superficie, par conséquent un habitat dispersé et des densités encore faibles.

CHAPITRE III : EDUCATION

III.1. INTRODUCTION

L'éducation occupe une place importante dans la Situation Economique et Sociale de la région. Les autorités régionales en charge de l'Education en relation avec les partenaires ont une claire vision pour insuffler une dynamique soutenue de développement du secteur. Cependant la mise en œuvre de cette vision commande la prise en charge de plusieurs contraintes. Ce présent chapitre largement documenté à partir du Rapport Bilan 2014 de l'Inspection d'Académie sera articulé essentiellement sur le Bilan de 2012/2013 par rapport à 2013/2014 à travers des thématiques concernant la Petite Enfance, l'Elémentaire, le Moyen Secondaire général, enfin l'Enseignement technique et la Formation professionnelle.

III.2. LA PETITE ENFANCE

III.2.1. Les infrastructures

Dans la région de Tambacounda, on dénombre 86 établissements d'accueil de la petite enfance, dont seul treize (13) sont privés. Ils sont répartis comme suit dans les quatre (4) départements : le département de Tambacounda compte 48 établissements soit 55,8% (38 publics et 10 privés), suivi du département de Bakel et de Koumpentoum qui en comptent respectivement 15 soit 17,4% (14 publics et 1 privé) et 14 (13 publics et 1 privé). Le département de Goudiry, le moins loti dans ce domaine, n'en compte que 9 (10,5% des infrastructures de la petite enfance dans la région) dont les huit (8) sont publics.

Tableau 4.1 : Répartition des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type et le statut, par circonscription administrative

Type d'établissement	Statut	Dépt de Bakel	Dépt de Goudiry	Dépt de Koumpentoum	Dépt de Tambacounda	Région de Tambacounda
Case communautaire	Public	00	00	00	06	06
	Privé	00	00	00	00	00
	Total	00	00	00	06	06
Case des Tout	Public	12	08	13	30	63

Petits	Privé	00	00	00	00	00
	Total	12	08	13	30	63
Ecole maternelle	Public	02	00	00	02	04
	Privé	00	00	00	00	00
	Total	02	00	00	02	04
Garderie d'enfants	Public	00	00	00	00	00
	Privé	01	01	01	10	13
	Total	01	01	01	10	13
Total	Public	14	08	13	38	73
	Privé	01	01	01	10	13
	Total	15	09	14	48	86

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

Les cases des Tout Petits, les écoles maternelles, et les garderies d'enfants constituaient les différentes structures ayant accueilli la petite enfance en 2014.

Soixante-trois (63) établissements, soit 73,26% de ces structures d'accueil de la petite enfance sont des cases des Tout Petits. Les garderies d'enfants sont au nombre de 13, toutes privées. Les cases communautaires ne font que 6 et les écoles maternelles 4.

Tableau 4.2 : Evolution des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type et la circonscription administrative

Type d'établissement	Année	Dépt de Bakel	Dépt de Goudiry	Dépt de Koumpentoum	Dépt de Tambacounda	Région de Tambacounda
Case communautaire	2012 /2013	00	00	00	05	05
	2013 /2014	00	00	00	06	06
	Variation en%	0%	0%	0%	20%	20%
Case des Tout Petits	2012 /2013	13	08	18	38	77
	2013 /2014	12	08	13	30	63
	Variation en%	-7.6%	0%	-27.7%	-21.0%	-18.1%
Ecole maternelle	2012 /2013	02	00	00	02	04
	2013 /2014	02	00	00	02	04
	Variation en%	0%	0%	0%	0%	0%
Garderie d'enfants	2012 /2013	01	01	01	10	13
	2013 /2014	01	01	01	10	13
	Variation en%	0%	0%	0%	0%	0%
Total	2012 /2013	16	09	19	55	99
	2013 /2014	15	09	14	48	86
	Variation en%	-6.2%	0%	-26.3%	-7%	-13.1%

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

Entre 2012/2013 et 2013/2014, le nombre de structures d'accueil de la petite enfance a connu une baisse de 13,1% au niveau régional. Cette baisse concerne globalement

les cases des tout-petits notamment dans les départements de Koumpentoum et de Tambacounda.

III.2.2. Le personnel

Le personnel enseignant exerçant dans les établissements d'accueil de la petite enfance a un effectif de 213 dont les 60,6% (129) sont des femmes.

Tableau 4.3 : Répartition du personnel des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type d'établissement, le sexe et la circonscription administrative

Type d'établissement	Sexe	Dépt de Bakel	Dépt de Goudiry	Dépt de Koumpentoum	Dépt de Tambacounda	Région de Tambacounda
Case communautaire	Hommes	00	00	00	07	07
	Femmes	00	00	00	11	11
	Ensemble	00	00	00	18	18
Case des Tout Petits	Hommes	10	11	20	22	63
	Femmes	18	08	11	34	71
	Ensemble	28	19	31	56	134
Ecole maternelle	Hommes	02	00	00	02	04
	Femmes	06	00	00	17	23
	Ensemble	08	00	00	19	27
Garderie d'enfants	Hommes	00	00	00	10	10
	Femmes	03	03	03	15	24
	Ensemble	03	03	03	25	34
Total	Hommes	12	11	20	41	84
	Femmes	27	11	14	77	129
	Ensemble	39	22	34	118	213

Source : Inspection d'académie de Tambacounda

Puisque c'est le département de Tambacounda qui possède plus d'établissements, les 118, soit 55,4% des enseignants y servent.

La même situation qu'avec les structures d'accueil, on note également une baisse du nombre du personnel intervenant. Il passe de 221 en 2012/2013 à 213 en 2013/2014 soit une timide baisse de 3,6% particulièrement dans les départements de Tambacounda et de Bakel (4,8%).

Tableau 4.4 : Evolution du personnel des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type d'établissement et la circonscription administrative

Type d'établissement	Année	Dépt de Bakel	Dépt de Goudiry	Dépt de Koumpentoum	Dépt de Tambacounda	Région de Tambacounda
Case communautaire	2012 /2013	00	00	00	18	18
	2013 /2014	00	00	00	18	18
	Variation en %	0%	0%	0%	0%	0%
Case des Tout Petits	2012 /2013	30	19	31	40	120
	2013 /2014	28	19	31	34	118
	Variation en %	6.6%	0%	0%	-15	-1.6%
Ecole maternelle	2012 /2013	08	00	00	19	27
	2013 /2014	08	00	00	19	27
	Variation en %	0%	0%	0%	0%	0%
Garderie d'enfants	2012 /2013	03	03	03	25	34
	2013 /2014	03	03	03	25	34
	Variation en %	0%	0%	0%	0%	0%
Total	2012 /2013	41	22	34	124	221
	2013 /2014	39	22	34	118	213
	Variation en %	4.8%	0%	0%	-4.8%	-3.6%

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

Le plus diplômé parmi le personnel des établissements d'accueil de la petite enfance de la région a la licence. Il est un éducateur en service dans le département de Goudiry. En outre, huit (8) ont le bac et 204 soit 95,8% le BFEM.

Tableau 4.5 : Répartition du personnel des établissements d'accueil de la petite enfance selon la fonction, le diplôme académique, par circonscription administrative

Circonscription administrative / Fonction	Maitrise et +	Licence	DEUG	BAC	BFEM	CFEE	Sans diplôme	Total
Département de Bakel								
Directeur				02	13			15
Educateur " craie en main"				00	24			24
Assistant								
Autre personnel administratif								
Département de Goudiry								
Directeur				00	09			09
Educateur " craie en main"		01		00	12			13
Assistant								
Autre personnel administratif								
Département de Koumpentoum								
Directeur					14			14
Educateur " craie en main"				00	20			20
Assistant								
Autre personnel administratif								

Circonscription administrative / Fonction	Maitrise et +	Licence	DEUG	BAC	BFEM	CFEE	Sans diplôme	Total
Département de Tambacounda								
Directeur				02	46			48
Educateur " craie en main "				04	66			70
Assistant								
Autre personnel administratif								
Région de Tambacounda								
Directeur				04	82			86
Educateur " craie en main "		01		04	122			127
Assistant								
Autre personnel administratif								

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

En 2014, près de 52% du personnel enseignant des établissements d'accueil de la petite enfance sont sans diplôme professionnel, dont les 71,8% sont dans les établissements publics. La totalité du personnel dans les établissements privés n'a ni CAP, ni CEAP.

Tableau 4.6 : Répartition du personnel enseignant des établissements d'accueil de la petite enfance selon le diplôme professionnel et le statut, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Statut établissement	CAP	CEAP	Sans diplôme	Total
Département de Bakel	Public	10	11	15	36
	Privé	00	00	03	03
	Total	10	11	18	39
Département de Goudiry	Public	04	07	08	19
	Privé	00	00	03	03
	Total	04	07	11	22
Département de Koumpentoum	Public	07	10	14	31
	Privé	00	00	03	03
	Total	07	10	17	34
Département de Tambacounda	Public	30	24	42	96
	Privé	00	00	22	22
	Total	30	24	64	118
Région de Tambacounda	Public	51	52	79	182
	Privé	00	00	31	31
	Total	51	52	110	213

Source : Inspection d'académie de Tambacounda

III.2.3. Les effectifs

Dans la région de Tambacounda, 9636 enfants ont été accueillis dans les établissements en 2014, parmi lesquels on dénombre 4976 (51,6%) filles et 4661 (48,4%) garçons. Les établissements du département de Tambacounda en ont accueillis la majorité (6346 enfants, soit 65,9%).

Tableau 4.7 : Répartition des effectifs des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type d'établissement, le sexe et la circonscription administrative

Type d'établissement	Sexe	Dépt de Bakel	Dépt de Goudiry	Dépt de Koumpentoum	Dépt de Tambacounda	Région de Tambacounda
Case communautaire	Garçons	00	00	00	119	119
	Filles	00	00	00	128	128
	Ensemble	00	00	00	247	247
Case des Tout Petits	Garçons	303	448	577	1428	2606
	Filles	333	436	687	1528	2834
	Ensemble	636	884	1264	2956	5740
Ecole maternelle	Garçons	130	00	00	182	312
	Filles	116	000	00	168	284
	Ensemble	246	00	00	350	596
Garderie d'enfants	Garçons	52	24	28	900	1154
	Filles	44	26	52	974	1246
	Ensemble	96	50	80	1874	2100
Total	Garçons	485	472	624	3080	4661
	Filles	493	462	754	3266	4976
	Ensemble	978	934	1378	6346	9636

Source : Inspection d'académie de Tambacounda

Proportionnellement, les cases des tout-petits accueillent plus d'enfants avec 59,6% des effectifs de la région (5740 enfants), suivies par les garderies d'enfants avec 21,8% (2100 enfants). Les écoles maternelles et les cases communautaires accueillent moins d'enfants par rapport aux deux autres (les cases des tout-petits et les garderies d'enfants), elles ont respectivement 6,2% et 2,6% de l'effectif total.

L'effectif des enfants accueillis dans les établissements a évolué légèrement de 2,8% entre 2012/2013 et 2013/2014. Il est passé de 9376 à 9636 enfants.

Tableau 4.8 : Evolution des effectifs des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type d'établissement et la circonscription administrative

Type d'établissement	Année	Dépt de Bakel	Dépt de Goudiry	Dépt de Koumpentoum	Dépt de Tambacounda	Région de Tambacounda
Case communautaire	2012 /2013	00	00	00	790	790
	2013 /2014	00	00	00	247	247
	Variation en %	0%	0%	0%	-68.7%	-68.7%
Case des Tout Petits	2012 /2013	954	992	1329	3753	6728
	2013 /2014	636	884	1264	2956	5740
	Variation en %	-33.3%	-10.8%	-4.8%	-21.2%	-14.6%
Ecole maternelle	2012 /2013	212	00	00	254	466
	2013 /2014	246	00	00	350	596
	Variation en %	-16.0%	0%	0%	2.3%	27.8%
Garderie d'enfants	2012 /2013	56	41	43	376	516
	2013 /2014	96	50	80	1874	2100
	Variation en %	71.4%	21.9%	86.0%	398.4%	306.9%
Total	2012 /2013	1222	733	1414	6007	9376
	2013 /2014	978	934	1378	6346	9636
	Variation en %	-24.9%	27.4%	-2.5%	5.6%	2.77%

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

Cette évolution est plus marquée dans les garderies d'enfants où les effectifs sont passés du simple au triple particulièrement dans le département de Tambacounda.

III.2.3.1. Intensité de la préscolarisation

Entre l'année scolaire 2012/2013 et 2013/2014, on note une évolution considérable de 68,2% du TBPS Global de la région, passant de 7,3% en 2012/2013 à 12,3% en 2013/2014. Cependant, ce taux est plus élevé chez les filles (13%) que chez les garçons (11,6%). L'indice de parité est quasiment constant entre ces deux périodes (1,1%).

Tableau 4.9 : Evolution du Taux Brut de Préscolarisation (TBPS) selon le sexe, par circonscription administrative

Indicateurs	Années	TBPS Garçons	TBPS Filles	TBPS Global	Indice de parité
Département de Bakel	2012 /2013	5.5%	6.0%	5.7%	1.09
	2013 /2014				
	Variation en %				
	2012 /2013	5.6%	5.3%	5.4%	0.94

Département de Goudiry	2013 /2014				
	Variation en %				
Département de Koumpentoum	2012 /2013	5.3%	5.8%	5.3%	1.09
	2013 /2014				
	Variation en %				
Département de Tambacounda	2012 /2013	8.9%	10.2%	9.5%	1.14
	2013 /2014				
	Variation en %				
Région de Tambacounda	2012 /2013	6.9%	7.7%	7.3%	1.11
	2013 /2014	11.57%	13.03%	12.28%	1.12
	Variation en %	67.6%	69.2%	68.2%	0.9%

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

III.3. L'ELEMENTAIRE

III.3.1. Les infrastructures

L'enseignement élémentaire est largement dominé par le secteur public dans la région. En 2014, la région compte 693 structures d'enseignement élémentaires dont 670 publiques (96,7%) et 23 privées, pour un total de 91094 élèves répartis dans 2758 groupes pédagogiques. La moyenne par groupe pédagogique est alors d'environ 33 élèves.

Le nombre de structures n'a pas connu de variation entre 2013 et 2014. Le département de Tambacounda enregistre le plus grand nombre de structures avec 248 établissements soit un plus du tiers (35,8%), suivi des départements de Bakel et Goudiry, qui comptent respectivement 156 et 154 établissements. Le département de Koumpentoum compte 135 établissements qui représentent une proportion de 14,02%.

Tableau 4.10 ; Evolution du nombre d'établissements d'enseignement élémentaire selon la circonscription administrative et le statut

Circonscriptions administratives	Année 2012 / 2013			Année 2013 / 2014		
	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total
Département de Bakel	140	16	156	140	16	156
Département de Goudiry	154	0	154	154	0	154
Département de Koumpentoum	134	1	135	134	1	135
Département de Tambacounda	242	6	248	242	6	248
Région de Tambacounda	670	23	693	670	23	693

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

Les groupes pédagogiques sont au nombre de 2758 dans la région en 2014, parmi lesquels, 1392 groupes sont de type simple, 1173 de type multigrade et 193 de type double flux. Le département de Tambacounda, avec 1093 groupes pédagogiques, dispose à lui seul de 39,6% des classes de la région. Bakel compte 707 groupes pédagogiques et Goudiry 499 groupes. Le département de Koumpentoum n'enregistre qu'environ 16,6% (459) des groupes pédagogiques de la région.

Tableau 4.11 : Répartition du nombre de classes selon le type de groupe pédagogique et le statut des établissements, par circonscription administrative

Circonscriptions administratives	Statut des établissements	Type de Groupe pédagogique			Total Général
		Simple	double flux	multigrade	
Bakel	Public	398	22	204	624
	Privé	39	0	44	83
	Total	437	22	248	707
Goudiry	Public	159	23	317	499
	Privé	0	0	0	0
	Total	159	23	317	499
Koumpentoum	Public	168	6	277	451
	Privé	2	0	6	8
	Total	170	6	283	459
Tambacounda	Public	569	142	325	1036
	Privé	57	0	0	57
	Total	626	142	325	1093
Région de Tambacounda	Public	1294	193	1123	2610
	Privé	98	0	50	148
	Total	1392	193	1173	2758

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

III.3.2. Le personnel

Le nombre d'enseignants dans l'élémentaire au niveau régional est en hausse de 7,1% par rapport à l'année 2012/2013 et s'établit à 2256. Cette hausse est considérable aussi bien chez les hommes (5,5%) que chez les femmes (3,7%). Le secteur public emploie la majeure partie de ces enseignants (2259, soit 93,46%). Leur effectif y est d'ailleurs plus de 15 fois plus élevé qu'au niveau du privé (158 enseignants seulement).

Tableau 4.12 : Structure et évolution des effectifs du personnel des établissements d'enseignement élémentaire selon le sexe et le statut de l'établissement, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Sexe	Année 2012 / 2013			Année 2013 / 2014			Variation en %		
		Public	Privé	Total	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total
Bakel	Hommes	456	61	517	504	64	568	10.5 %	4.9%	9.9%
	Femmes	80	4	84	92	8	100	15.0 %	100%	19%
	Ensemble	536	65	601	596	72	668	11.2 %	10.8%	1.1%
Goudiry	Hommes	318	0	318	328	0	328	3.1%	0%	3.1%
	Femmes	43	0	43	61	0	61	41.9 %	0%	1.9%
	Ensemble	361	0	361	389	0	389	7.8%	0%	7.8%
Koumpentoum	Hommes	261	7	268	281	8	289	7.7%	14.3%	7.8%
	Femmes	45	1	46	51	3	54	13.3 %	200%	7.4%
	Ensemble	306	8	314	332	11	343	8.5%	37.5%	9.2%
Tambacounda	Hommes	674	34	708	673	53	726	-0.1%	55.9%	2.5%
	Femmes	255	17	272	269	22	291	5.5%	29.4%	7.0%
	Ensemble	929	51	980	942	75	1017	1.4%	47.1%	3.8%
Région de Tambacounda	Hommes	1709	102	1811	1786	125	1911	4.5%	22.5%	5.5%
	Femmes	423	22	445	473	33	506	11.8 %	50.0%	3.7%
	Ensemble	2132	124	2256	2259	158	2417	6.0%	27.4%	7.1%

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

Entre 2012/2013 et 2013/2014, le nombre d'enseignants contractuels dans l'élémentaire a connu une hausse de 29,9% et s'est fixé à 1374 en 2013/2014. Le nombre d'enseignants permanents a légèrement baissé de 1,7%, ils sont 986 en 2013/2014 contre 893 en 2012/2013. Le nombre des volontaires a connu une énorme baisse de 93,8%, avec 57 en 2013/2014 contre 151 en 2012/2013.

Tableau 4.13 : Evolution des effectifs du personnel enseignant des établissements d'enseignement élémentaires publics selon le statut, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Statut du personnel	Année 2012 / 2013	Année 2013 / 2014	Variation en %
Bakel	Permanents	231	227	-1.7%
	contractuels	338	439	29.9%
	volontaires	32	2	93.8%
	Ensemble	601	668	11.1%
Goudiry	Permanents	96	102	6.3%
	contractuels	226	266	17.7%
	volontaires	39	21	46.2%
	Ensemble	361	389	7.8%
Koumpentoum	Permanents	79	83	5.1%
	contractuels	197	234	18.8%
	volontaires	38	26	31.6%
	Ensemble	314	343	9.2%
Tambacounda	Permanents	487	574	17.9%
	contractuels	451	435	-3.5%
	volontaires	42	8	81.0%
	Ensemble	980	1017	3.8%
Région de Tambacounda	Permanents	893	986	-1.7%
	contractuels	1212	1374	29.9%
	volontaires	151	57	93.8%
	Ensemble	2256	2417	11.1%

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

Les données de l'IA de Tambacounda révèlent que plus de la moitié (52,2%) des enseignants de l'élémentaire n'ont que le BFEM et 43,2% le BAC, en 2014. Une infime partie est diplômé du supérieur (1,8% ont eu le DEUG, 0,9% la Licence et 0,2% la Maîtrise et plus).

Tableau 4.14 : Répartition du personnel enseignant de l'élémentaire selon le diplôme académique

Diplôme académique	Effectif	%
Maîtrise et +	4	0.16
Licence	21	0.86
DEUG	44	1.82
BAC	1045	43.23
BFEM	1261	52.17
CFEE	1	0.04
Autre	13	0.53
Sans diplôme	19	0.78
Total	2417	100

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

III.3.3. Les effectifs

L'effectif des élèves inscrits au primaire en 2013/2014 se chiffre à 94438 contre 91094 en 2012/2013, soit une variation annuelle de 3,7%. Le département de Tambacounda renferme 43,9% des effectifs du primaire, suivi de Bakel avec 26,0% des effectifs. Selon le statut, l'enseignement public qui englobe 88875 élèves soit 94,1% des effectifs, reste prédominant.

Avec un peu plus de la moitié des effectifs (50,8%), les filles sont majoritaires dans l'élémentaire. Cette Prédominance du sexe féminin reste valable dans tous les départements sauf dans celui de Tambacounda.

Tableau 4.15 : Structure et évolution des effectifs d'élèves de l'enseignement élémentaire dans la région de Tambacounda selon le statut de l'établissement et le sexe, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Statut	Année 2012 / 2013			Année 2013 / 2014			Variation en %		
		Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Bakel	Public	10033	10775	20808	10297	11139	21436	2.6	3.4	3.0
	Privé	1897	1575	3472	1615	1495	3110	-14.9	-5.1	-10.4
	Total	11930	12350	24280	11912	12634	24546	-0.2	2.3	1.1
Goudiry	Public	6661	6924	13585	6963	7524	14487	4.5	8.7	6.6
	Privé	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total	6661	6924	13585	6963	7524	14487	4.5	8.7	6.6
Koumpentoum	Public	6303	6580	12883	6640	7126	13766	5.3	8.3	6.9
	Privé	43	22	65	101	69	170	134.9	13.6	61.5
	Total	6346	6602	12948	6741	7195	13936	6.2	9.0	7.6
Tambacounda	Public	19193	19070	38263	19652	19534	39186	2.4	2.4	2.4
	Privé	1050	968	2018	1153	1130	2283	9.8	16.7	13.1
	Total	20243	20038	40281	20805	20664	41469	2.8	3.1	2.9
Région de Tambacounda	Public	42190	43349	85539	43552	45323	88875	3.2	4.6	3.9
	Privé	2990	2565	5555	2869	2694	5563	-4.0	5.0	0.1
	Total	45180	45914	91094	46421	48017	94438	2.7	4.6	3.7

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

Le nombre d'élèves par classe et le nombre d'élèves par enseignant sont quasi constants entre 2012/2013 et 2013/2014 particulièrement dans les départements de Bakel et de Tambacounda. Pour l'année considérée, la région compte en moyenne 39 élèves par classe et 40 élèves par enseignant.

Tableau 4.16 : Evolution du nombre d'élèves de l'enseignement élémentaire par classe et du nombre d'élèves par enseignant selon le sexe, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année 2012 / 2013		Année 2013 / 2014		Variation en %	
	Nb élèves/ classe	Nb élèves/ enseignant	Nb élèves/ classe	Nb élèves/ classe	Nb élèves/ enseignant	Nb élèves/ classe
	37	47	36	37	-2.7	-21.3
	35	43	32	38	-8.6	-11.6
	36	49	37	41	2.8	-16.3
	43	57	44	41	2.3	-28.1
	39	41	39	40	0.0	-2.4

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

III.3.4. Intensité de la fréquentation scolaire et Performances dans l'élémentaire

Le TBA Global de la région en 2014 est de 92,9% contre 91,3% en 2013, soit une hausse de 1,8%. Le TBA des filles a augmenté de 13,5% et s'établit à 99,8% en 2013/2014. A l'inverse du TBA des filles, celui des garçons a chuté de 8,6% et est évalué à 86,7% en 2013/2014. En 2013/2014, le TBA du département de Bakel et celui de Goudiry ont dépassé les 100% (104,20% et 113,10% respectivement). Par ailleurs, dans la même période, l'indice de parité subit une évolution de 25% et sa valeur en 2014 est de 1,15%.

Tableau 4.17 : Evolution du Taux Brut d'Accès (TBA) selon le sexe, par circonscription administrative

Indicateurs	Années	TBA Garçons	TBA Filles	TBA Global	Indice de parité
Bakel	2012 / 2013	97.41%	101.33%	99.35%	1.04
	2013 / 2014	100.70%	107.70%	104.20%	1.06
	Variation en %	3.4%	6.3%	4.9%	1.9%
Goudiry	2012 / 2013	89.65%	92.11%	90.88%	1.02
	2013 / 2014	108.32%	117.83%	113.10%	1.08
	Variation en %	20.8%	27.9%	24.4%	5.9%
Koumpentoum	2012 / 2013	65.89%	72.40%	68.47%	1.09
	2013 / 2014	58.35%	70.30%	64.20%	1.2
	Variation en %	-11.4%	-2.9%	-6.2%	10.1%
Tambacounda	2012 / 2013	89.98%	74.27%	82.10%	0.82
	2013 / 2014	88.61%	85.93%	87.27%	0.96
	Variation en %	-1.5%	15.7%	6.3%	17.1%
Région de Tambacounda	2012 / 2013	94.90%	87.90%	91.30%	0.92
	2013 / 2014	86.70%	99.80%	92.90%	1.15
	Variation en %	-8.6%	13.5%	1.8%	25.0%

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

Contrairement au TBA Global, le TBS global est marqué par une baisse de 1,3% en 2013/2014. Le TBA des filles est supérieur à celui des garçons, mais tous deux suivent la même tendance que le TBA Global, ils s'établissent respectivement à 78,8% et 69,5% en 2013/2014 contre 79,1% et 71,0% en 2012/2013.

Graphique 4.1 : Evolution du Taux Brut d'Accès (TBA) selon le sexe en 2014

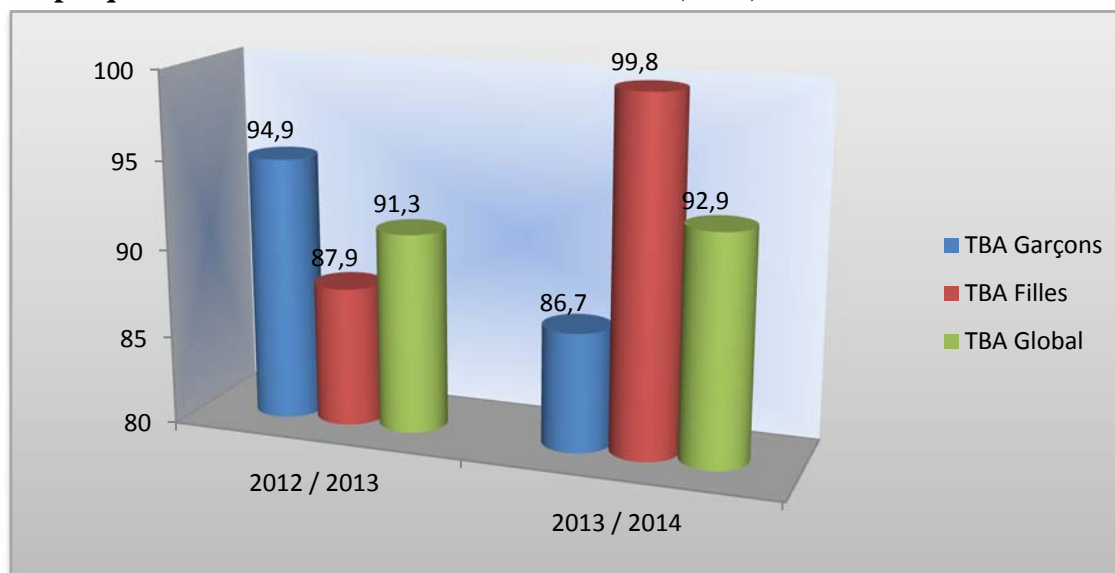


Tableau 4.18 : Evolution du Taux Brut de Scolarisation (TBS) selon le sexe, par circonscription administrative

Indicateurs	Années	TBS Garçons	TBS Filles	TBS Global	Indice de parité
Bakel	2012 / 2013	93.33%	110.48%	101.33%	1.18
	2013 / 2014	89.46%	108.34%	98.28%	1.21
	Variation en %	-4.1%	-1.9%	-3.0%	2.5%
Goudiry	2012 / 2013	59.60%	68.53%	63.84%	1.14
	2013 / 2014	59.03%	70.44%	64.45%	1.19
	Variation en %	-1.0%	2.8%	1.0%	4.4%
Koumpentoum	2012 / 2013	51.06%	58.56%	54.63%	1.14
	2013 / 2014	51.04%	59.72%	55.19%	1.17
	Variation en %	0.0%	2.0%	1.0%	2.6%
Tambacounda	2012 / 2013	74.39%	78.57%	76.41%	1.05
	2013 / 2014	73.01%	77.76%	75.30%	1.06
	Variation en %	-1.9%	-1.0%	-1.5%	1.0%
Région de Tambacounda	2012 / 2013	71.04%	79.08%	74.88%	1.13
	2013 / 2014	69.48%	78.76%	73.91%	1.13
	Variation en %	-2.2%	-0.4%	-1.3%	0.0%

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

L'année scolaire 2013/2014 a été bien particulière du fait de hausse considérable de 58,6% du taux d'achèvement du primaire (TAP). Ce dernier est évalué à 71,20%

contre 44,90% en 2012/2013. Cette évolution est notée aussi bien chez filles que chez les garçons (TAP filles 75,60% et TAP garçons 67,10%).

Tableau 4.19 : Evolution du Taux d’Achèvement du Primaire (TAP) selon le sexe, par circonscription administrative

Indicateurs	Années	Dépt de Bakel	Dépt de Goudiry	Dépt de Koumpentoum	Dépt de Tambacounda	Région de Tambacounda
TAP Garçons	2012 / 2013	49.33%	45.87%	40.26%	51.97%	44.50%
	2013 / 2014	70.05%	65.81%	64.43%	71.81%	67.10%
	<i>Variation en %</i>	42.0%	43.5%	60.0%	38.2%	50.8%
TAP Filles	2012 / 2013	51.13%	48.71%	44.74%	57.47%	45.20%
	2013 / 2014	78.51%	68.99%	69.97%	79.53%	75.60%
	<i>Variation en %</i>	53.5%	14063.4%	56.4%	38.4%	67.3%
TAP Global	2012 / 2013	50.23%	47.29%	42.50%	54.72%	44.90%
	2013 / 2014	74.28%	67.40%	67.20%	75.67%	71.20%
	<i>Variation en %</i>	47.9%	42.5%	58.1%	38.3%	58.6%

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

III.4. LE MOYEN SECONDAIRE GENERAL

Le passage du cycle élémentaire au cycle moyen et de ce dernier au cycle secondaire sont des phases très importantes en analyse de population scolaire. A ce niveau, l'indicateur d'appréciation le plus couramment utilisé est le taux de transition. Il permet de déterminer, d'une part, la proportion d'élèves de la classe de CM2 de l'année précédente qui passe en classe de sixième des collèges l'année suivante et, d'autre part, celle des élèves de 3ème qui passent en classe de seconde des lycées l'année suivante.

Le taux de transition varie d'un cycle à un autre. Les données administratives montrent que de 2012/2013 à 2013/2014, ce taux a baissé de 2% au niveau national (87% en 2013/2014 contre 88,8% en 2012/2013) et 16,6% au niveau régional (58,6% en 2013/2014 contre 70,3% en 2012/2013) pour le cycle moyen. Pour le secondaire, il

diminue de 7,8% à l'échelle nationale (59,9% contre 65%) tandis que dans la région il varie de -15,2% (51,8% contre 61,1%). A l'image nationale, le taux de transition des hommes reste plus élevé pour les cycles moyen et secondaire dans la région au cours de la même période.

Tableau 4.20 : Evolution du taux de transition selon le cycle et le sexe, par circonscription administrative

Cycle	Année scolaire	Sexe	Région de Tambacounda %	Sénégal %
Moyen	2012 / 2013	Masc.	71.9	90
		Fem.	68.6	87.6
		Ens.	70.3	88.8
	2013 / 2014	Masc.	61.4	88.4
		Fem.	55.8	85.8
		Ens.	58.6	87
	Variation en %	Masc.	-14.6%	-1.8%
		Fem.	-18.7%	-2.1%
		Ens.	-16.6%	-2.0%
Secondaire	2012 / 2013	Masc.	63.5	67.6
		Fem.	57.2	62.2
		Ens.	61.1	65
	2013 / 2014	Masc.	53.4	62.1
		Fem.	49.6	57.5
		Ens.	51.8	59.9
	Variation en %	Masc.	-15.9%	-8.1%
		Fem.	-13.3%	-7.6%
		Ens.	-15.2%	-7.8%

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

III.4.1. Les infrastructures

Le nombre d'établissements au niveau de l'enseignement moyen enregistre une hausse de 4 unités entre 2012/2013 et 2013/2014, passant ainsi de 61 à 65 et au niveau secondaire une hausse de 33,3%, passant de 9 à 12. Cette hausse provient exclusivement du secteur privé dont l'effectif est passé de 7 à 10 collèges et 3 à 5 lycées au cours de cette période. Ces 65 structures du moyen renferment un total de 434 groupes pédagogiques et les 12 structures du secondaire, 297 groupes pédagogiques en 2013/2014. L'enseignement public est plus représenté dans les deux secteurs avec 84,6% des collèges et 58,3% des lycées. Le département de Tambacounda regroupe 44,6% des écoles du moyen et 50% des écoles du secondaire de la région et le département de Bakel 29,3% et 25% respectivement.

Tableau 4.21 : Répartition et évolution du nombre d'établissements du moyen et du secondaire général et du nombre de Groupes Pédagogiques (GP) selon le cycle, le statut, par circonscription administrative

Cycle	Année scolaire	Statut	Département de Bakel	Département de Goudiry	Département de Koumpentoum	Département de Tambacounda	Région de Tambacounda
Moyen	2012 / 2013	Public	17	7	7	23	54
		Privé	3	0	0	4	7
		Total	20	7	7	27	61
		Nb. GP	101	27	42	217	387
	2013 / 2014	Public	17	7	7	24	55
		Privé	2	1	2	5	10
		Total	19	8	9	29	65
		Nb. GP	102	25	65	242	434
	Variation en %	Public	0%	0%	0%	4.3%	1.9%
		Privé	-33.3%	100%	100%	25.0%	42.9%
		Total	-5%	14.3%	28.6%	7.4%	6.6%
		Nb. GP	1.0%	-7.4%	54.8%	11.5%	12.1%
Secondaire	2012 / 2013	Public	2	1	1	2	6
		Privé	0	0	0	3	3
		Total	2	1	1	5	9
		Nb. GP	63	40	23	131	257
	2013 / 2014	Public	2	2	1	2	7
		Privé	1	0	0	4	5
		Total	3	2	1	6	12
		Nb. GP ¹	88	41	23	145	297
	Variation en %	Public	0%	100%	0%	0%	16.7%
		Privé	100%	100%	100%	33.3%	66.7%
		Total	50%	100%	0%	20%	33.3%
		Nb. GP	39.7%	2.5%	0%	10.7%	15.6%

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

III.4.2. Le personnel

Un bon maillage de la région en infrastructures éducatifs de moyen secondaire est un défi mais la disponibilité d'un nombre suffisant d'enseignants en est un autre. Les données fournies par l'IA de Tambacounda montrent que l'effectif du Moyen Secondaire Général se chiffrait à 1418 professeurs en 2014. De plus, le tableau ci-dessous révèle un grand écart entre l'effectif des hommes et celui des femmes, les hommes étant beaucoup plus représentés avec une part de 82,3% de l'effectif total. En outre, un peu plus de la moitié (51,6%) du personnel enseignant servent dans le département Tambacounda et plus du cinquième (23,6%) dans celui de Bakel. Les résultats montrent aussi que 908 enseignants du moyen secondaire général sont des contractuels (64,0%), les 483 (34,1%) sont des professeurs permanents et seuls 1,9% des vacataires.

NB : Le personnel est traité globalement pour le moyen et le secondaire.

Tableau 4.22 : Répartition du personnel enseignant du moyen général selon le corps, le statut des établissements et le sexe, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Corps	Public			Privé			Total		
		H	F	Ens.	H	F	Ens.	H	F	Ens.
Bakel	Permanents	64	9	73	8	0	8	72	9	81
	Contractuels	163	60	223	19	0	19	182	60	242
	Vacataires	10	2	12	0	0	0	10	2	12
	Total	237	71	308	27	0	27	264	71	335
Goudiry	Permanents	65	8	73	13	0	13	78	8	86
	Contractuels	74	23	97	0	0	0	74	23	97
	Vacataires	4	1	5	0	0	0	4	1	5
	Total	143	32	175	13	0	13	156	32	188
Koumpentoum	Permanents	36	9	45	3	0	3	39	9	48
	Contractuels	80	17	97	14	0	14	94	17	111
	Vacataires	3	1	4	0	0	0	3	1	4
	Total	119	27	146	17	0	17	136	27	163
Tambacounda	Permanents	159	30	189	78	1	79	237	31	268
	Contractuels	292	82	374	78	6	84	370	88	458
	Vacataires	4	2	6	0	0	0	4	2	6
	Total	455	114	569	156	7	163	611	121	732
Région de Tambacounda	Permanents	324	56	380	102	1	103	426	57	483
	Contractuels	609	182	791	111	6	117	720	188	908
	Vacataires	21	6	27	0	0	0	21	6	27
	Total	954	244	1198	213	7	220	1167	251	1418

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

De 2012/2013 à 2013/2014, l'effectif des enseignants du moyen secondaire général a augmenté de 2,5% et se fixe à 1418 en 2013/2014 contre 1383 en 2012/2013. Cette hausse provient exclusivement du secteur public dont l'effectif est passé de 1156 à 1198 soit une augmentation de 3,6% au moment où l'effectif des enseignants dans moyen secondaire privé passe de 227 à 220 (baisse de 3,1%). Cette baisse dans ce dernier secteur est essentiellement due à la réduction de l'effectif du corps dans le département de Bakel notamment à cause de la perte/fermeture d'un établissement.

Tableau 4.23 : Evolution du nombre d'enseignants du moyen secondaire général selon le statut des établissements, par circonscription administrative

Cycle	Circonscription administrative	2012 / 2013			2013 / 2014			Variation en %		
		Public	Privé	Total	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total
Moyen Secondaire	Bakel	288	42	330	308	27	335	6,9	-35,7	1,5
	Goudiry	169	13	182	175	13	188	3,6	0,0	3,3
	Koumpentoum	142	14	156	146	17	163	2,8	21,4	4,5
	Tambacounda	557	158	715	569	163	732	2,2	3,2	2,4
	Région de Tambacounda	1156	227	1383	1198	220	1418	3,6	-3,1	2,5

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

III.4.3. Les effectifs

Les effectifs du moyen cycle et du second cycle de la région se chiffrent respectivement à 23681 et 11269 élèves en 2013/2014 alors qu'ils étaient à 27137 et 9568 élèves en 2012/2013. On note ainsi une baisse de 12,7% des effectifs dans le moyen contrairement dans le secondaire où sont en hausse de 17,8% dans la même période. Les données de ce tableau révèlent aussi que les hommes sont plus présents que les femmes quels que soit le cycle et le département considérés. A l'image des structures et comme on pouvait s'y attendre, les effectifs sont largement dominés par le public qui regroupe 95,3% des élèves du moyen et 85,6% de ceux du secondaire en 2014.

Tableau 4.24 : Evolution et répartition des effectifs d'élèves du moyen secondaire général selon le statut des établissements, le cycle et le sexe, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Statut	Cycle moyen			Cycle secondaire		
		Filles	Garçons	total	Filles	Garçons	total
2012 / 2013	Public	3623	2736	6359	710	347	1057
	Privé	133	185	318	21	27	48
	Total	3756	2921	6677	731	374	1105
2013 / 2014	Public	3143	3507	6650	648	944	1592
	Privé	38	85	123	0	0	0
	Total	3181	3592	6773	648	944	1592
Variation en %	Public	-13.2%	28.2%	4.6%	-8.7%	172.0%	50.6%
	Privé	-71.4%	-54.1%	-61.3%	-100.0%	-100.0%	-100.0%
	Total	-15.3%	23.0%	1.4%	-11.4%	152.4%	44.1%
2012 / 2013	Public	1543	952	2495	273	110	383
	Privé	7	6	13	17	13	30
	Total	1550	958	2508	290	123	413
2013 / 2014	Public	390	754	1144	845	1107	1952
	Privé	0	0	0	0	0	0
	Total	390	754	1144	845	1107	1952
Variation en %	Public	-74.7%	-20.8%	-54.1%	209.5%	906.4%	409.7%
	Privé	-100.0%	-100.0%	-100.0%	-100.0%	-100.0%	-100.0%
	Total	-74.8%	-21.3%	-54.4%	191.4%	800.0%	372.6%
2012 / 2013	Public	1780	1545	3325	506	213	719
	Privé	26	21	47	19	18	37
	Total	1806	1566	3372	525	231	756
2013 / 2014	Public	1217	1395	2612	622	869	1491
	Privé	0	0	0	0	0	0
	Total	1217	1395	2612	622	869	1491
Variation en %	Public	-31.6%	-9.7%	-21.4%	22.9%	308.0%	107.4%
	Privé	-100.0%	-100.0%	-100.0%	-100.0%	-100.0%	-100.0%
	Total	-32.6%	-10.9%	-22.5%	18.5%	276.2%	97.2%
2012 / 2013	Public	7305	6261	13566	3652	2181	5833
	Privé	436	578	1014	521	940	1461
	Total	7741	6839	14580	4173	3121	7294
2013 / 2014	Public	5640	6513	12153	1936	2670	4606

Circonscription administrative	Statut	Cycle moyen			Cycle secondaire		
		Filles	Garçons	total	Filles	Garçons	total
	Privé	456	543	999	662	966	1628
	Total	6096	7056	13152	2598	3636	6234
Variation en %	Public	-22.8%	4.0%	-10.4%	-47.0%	22.4%	-21.0%
	Privé	4.6%	-6.1%	-1.5%	27.1%	2.8%	11.4%
	Total	-21.3%	3.2%	-9.8%	-37.7%	16.5%	-14.5%
2012 / 2013	Public	14251	11494	25745	5141	2851	7992
	Privé	602	790	1392	578	998	1576
	Total	14853	12284	27137	5719	3849	9568
2013 / 2014	Public	10390	12169	22559	4051	5590	9641
	Privé	494	628	1122	662	966	1628
	Total	10884	12797	23681	4713	6556	11269
Variation en %	Public	-27.1%	5.9%	-12.4%	-21.2%	96.1%	20.6%
	Privé	-17.9%	-20.5%	-19.4%	14.5%	-3.2%	3.3%
	Total	-26.7%	4.2%	-12.7%	-17.6%	70.3%	17.8%

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

Le département de Tambacounda disposant de la plus grande part des structures, renferme le plus grand effectif du moyen et du secondaire avec 55,5% pour chacun des deux cycles, les trois départements de Bakel, Goudiry et Koumpentoum se départageant ainsi moins de 50% de l'effectif total des élèves : Bakel 28,6% et 14,13%, Goudiry 4,83% et 17,32%, Koumpentoum 11,03% et 12,56%.

L'analyse des résultats selon la série révèle que les classes littéraires (59% des effectifs) attirent plus les élèves au secondaire tandis que les filles ne représentent qu'un peu plus du tiers (34,3%) des élèves scientifiques. Plus spécifiquement, les filles constituent 38,5% de l'effectif des classes de seconde S et pour celles de la terminale S elles ne représentent que 34,8% des effectifs.

Tableau 4.25 : Répartition des élèves de l'enseignement secondaire selon le Statut de l'établissement, le sexe, la série et le niveau, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Niveau	Public			Privé			Total		
		Filles	Garçons	total	Filles	Garçons	total	Filles	Garçons	total
Département de Bakel										
Séries littéraires	Seconde	140	211	351	9	8	17	149	219	368
	Première	112	182	294	0	0	0	112	182	294
	Terminale	68	170	238	8	8	16	76	178	254
Séries scientifiques	Seconde	41	100	141	0	0	0	41	100	141
	Première	29	45	74	0	0	0	29	45	74
	Terminale	14	49	63	0	0	0	14	49	63
Département de Goudiry										
Séries littéraires	Seconde	42	85	127	0	0	0	42	85	127
	Première	46	83	129	0	0	0	46	83	129
	Terminale	43	84	127	0	0	0	43	84	127

Circonscription administrative	Niveau	Public			Privé			Total		
		Filles	Garçons	total	Filles	Garçons	total	Filles	Garçons	total
Séries scientifiques	Seconde	12	25	37	0	0	0	12	25	37
	Première	3	15	18	0	0	0	3	15	18
	Terminale	13	33	46	0	0	0	13	33	46
Département de Koumpentoum										
Séries littéraires	Seconde	108	158	266	18	25	43	126	183	309
	Première	78	189	267	19	11	30	97	200	297
	Terminale	60	115	175	10	9	19	70	124	194
Séries scientifiques	Seconde	28	63	91	0	0	0	28	63	91
	Première	25	70	95	0	0	0	25	70	95
	Terminale	25	53	78	0	0	0	25	53	78
Département de Tambacounda										
Séries littéraires	Seconde	577	733	1310	129	209	338	706	942	1648
	Première	423	668	1091	184	260	444	607	928	1535
	Terminale	385	535	920	332	458	790	717	993	1710
Séries scientifiques	Seconde	173	312	485	3	5	8	176	317	398
	Première	162	373	535	6	18	24	168	391	559
	Terminale	133	230	363	23	24	47	156	254	410
Région de Tambacounda										
Séries littéraires	Seconde	867	1187	2054	156	242	398	1023	1429	2452
	Première	659	1122	1781	203	271	474	862	1393	2255
	Terminale	556	904	1460	350	475	825	906	1379	2285
Séries scientifiques	Seconde	254	500	754	3	5	8	257	505	667
	Première	219	503	722	6	18	24	225	521	746
	Terminale	185	365	550	23	24	47	208	389	597

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

III.4.4. Intensité de fréquentation scolaire et performances du moyen et du secondaire

Le tableau suivant fournit l'évolution du Taux Brut de Scolarisation (TBS) et de l'indice de parité au cycle moyen, ceux au secondaire n'étant pas disponibles au moment des analyses.

Globalement, ces deux indicateurs ont connu des améliorations non négligeables dans la région. En effet, le TBS de Tambacounda est passé de 30,6% en 2013 à 35,8% en 2014 soit une augmentation de 17 points de pourcentage. L'indice de parité quant à lui a enregistré une hausse de 8,2% passant ainsi de 0,8 en 2013 à 0,9 en 2014. Cependant, ces performances varient d'un département à un autre dans la région avec une baisse du TBS notée pour Bakel et Koumpentoum.

Tableau 4.26 : Evolution des TBS et de l'Indice de parité du moyen selon le sexe, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Années	TBS Garçons	TBS Filles	TBS Global	Indice de parité
Bakel	2013	47.47	43.09	45.35	0.9
	2014	46.18	43.09	44.69	0.9
	Variation en %	-2.7%	0.0%	-1.5%	0.0%
Goudiry	2013	22.35	14.24	18.46	0.6
	2014	25.33	18.15	21.89	0.7
	Variation en %	13.3%	27.5%	18.6%	12.5%
Koumpentoum	2013	23.87	24.18	24.01	1.0
	2014	23.73	24.03	23.87	1.0
	Variation en %	-0.6%	-0.6%	-0.6%	0.0%
Tambacounda	2013	45.33	39.17	42.33	0.9
	2014	44.22	40.42	42.37	0.9
	Variation en %	-2.4%	3.2%	0.1%	5.8%
Région de Tambacounda	2013	33.1	27.9	30.6	0.8
	2014	37.4	34.1	35.8	0.9
	Variation en %	13.0%	22.2%	17.0%	8.2%
	2014	23.7	15.3	19.6	0.6
	Variation en %	28.1%	40.4%	32.4%	9.6%

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

En 2013/2014, les taux de réussite aux examens du BAC n'étaient pas fameux. La région n'avait que 26,9% de réussites contre 43% en 2012/2013 donc une baisse de plus 37% entre les deux périodes. Les résultats du BFEM n'ont pas par contre suivi la même tendance. La région a en effet enregistré une hausse de 12,4% d'admission au BFEM avec 48,8% d'admis en 2013/2014 contre 43,4% en 2012/2013.

Tableau 4.27 : Evolution du nombre d'admis au BFEM et au BAC selon le sexe, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Sexe	BFEM			BAC		
		2012 / 2013	2013 / 2014	Variation en %	2012 / 2013	2013 / 2014	Variation en %
Bakel	Garçons	44.44%	61.27%	37,9%			
	Filles	46.75%	54.35%	16,3%			
	Ensemble	45.16%	58.51%	29,6%		54.81%	
Goudiry	Garçons	69.96%	65.51%	-6,4%			
	Filles	62.04%	61.05%	-1,6%			
	Ensemble	67.08%	63.83%	-4,8%		33.18%	
Koumpentoum	Garçons	54.74%	71.49%	30,6%			
	Filles	37.09%	67.28%	81,4%			
	Ensemble	47.27%	69.45%	46,9%		24.09%	
Tambacounda	Garçons	43.24%	43.02%	-0,5%			
	Filles	32.87%	34.38%	4,6%			
	Ensemble	38.62%	38.91%	0,8%		23%	
Région de Tambacounda	Garçons	38.1%	52.53%	37,9%			
	Filles	47.3%	44.37%	-6,2%			
	Ensemble	43.4%	48.8%	12,4%	43.0%	26.9%	-37,4%

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

III.5. L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

III.5.1. Les infrastructures

En 2013/2014, la région compte 11 structures d'ETFP, une de plus par rapport au chiffre de 2012/2013. Cette nouvelle structure appartient au secteur privé et se situe dans le département de Tambacounda. Plus encore, 5 sur les 11 de ces structures sont du même secteur (privé). On note par ailleurs que les départements de Koumpentoum et Goudiry ne sont dotés d'aucune structure d'ETFP.

Tableau 4.28 : Evolution du nombre de structures d'ETFP selon le statut, par circonscription administrative

Circonscription administrative	2012/2013			2013/2014			Variation en %		
	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total
Département de Bakel	3	0	3	3	0	3	0%	0%	0%
Département de Goudiry	0	0	0	0	0	0	0%	0%	0%
Département de Koumpentoum	0	0	0	0	0	0	0%	0%	0%
Département de Tambacounda	3	4	7	3	5	8	0%	25%	14.2%
Région de Tambacounda	6	4	10	6	5	11	0%	25%	10%

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

III.5.2. Le personnel

Sur les 11 structures d'ETFP que comptent la région de Tambacounda, l'effectif du personnel enseignant en 2014 est de 197 agents dont plus de quatre cinquième (82,2%) sont de sexe masculin. En outre, près de 3 sur 5 (59,9%) de ces enseignants s'activent dans le secteur privé.

Tableau 4.29 : Répartition et évolution des effectifs du personnel enseignant de l'ETFP selon le statut, le sexe, la filière et la circonscription administrative

Circonscription administrative	Statut établ.	Sexe	Total
Département de Bakel	Public	Masc.	30
		Fém.	8
		Ens.	38
	Privé	Masc.	0
		Fém.	0
		Ens.	0
	Total	Masc.	30
		Fém.	8
		Ens.	38
Département de Goudiry	Public	Masc.	0
		Fém.	0
		Ens.	0
	Privé	Masc.	0
		Fém.	0
		Ens.	0
	Total	Masc.	0
		Fém.	0
		Ens.	0
Département de Koumpentoum	Public	Masc.	0
		Fém.	0
		Ens.	0
	Privé	Masc.	0
		Fém.	0
		Ens.	0
	Total	Masc.	0
		Fém.	0
		Ens.	0
Département de Tambacounda	Public	Masc.	30
		Fém.	11
		Ens.	41
	Privé	Masc.	102
		Fém.	16
		Ens.	118
	Total	Masc.	71
		Fém.	27
		Ens.	159
Région de Tambacounda	Public	Masc.	60
		Fém.	19
		Ens.	79
	Privé	Masc.	102
		Fém.	16
		Ens.	118
	Total	Masc.	162
		Fém.	35
		Ens.	197

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

III.5.3. Les effectifs

L'effectif total des élèves de l'ETFP en 2014 était de 814 élèves dont plus de la moitié (57,4%) est constituée de femmes constituent les. On note une augmentation de 7,4% de cet effectif entre 2013 et 2014. Les ETFP public concentrent les 61,1% de ces élèves.

Tableau 4.30 : Répartition et évolution des effectifs d'élèves de l'ETFP selon le statut, le sexe, la filière et la circonscription administrative

Circonscription administrative	Statut établissement	Sexe	Total
Département de Bakel	Public	Masc.	94
		Fém.	61
		Ens.	155
	Privé	Masc.	0
		Fém.	0
		Ens.	0
	Total	Masc.	94
		Fém.	61
		Ens.	155
Département de Goudiry	Public	Masc.	0
		Fém.	0
		Ens.	0
	Privé	Masc.	0
		Fém.	0
		Ens.	0
	Total	Masc.	0
		Fém.	0
		Ens.	0
Département de Koumpentoum	Public	Masc.	0
		Fém.	0
		Ens.	0
	Privé	Masc.	0
		Fém.	0
		Ens.	0
	Total	Masc.	0
		Fém.	0
		Ens.	0
Département de Tambacounda	Public	Masc.	67
		Fém.	275
		Ens.	342
	Privé	Masc.	186
		Fém.	131
		Ens.	317
	Total	Masc.	253
		Fém.	406
		Ens.	469
Région de Tambacounda	Public	Masc.	161
		Fém.	336
		Ens.	497
	Privé	Masc.	186

Circonscription administrative	Statut établissement	Sexe	Total
		Fém.	131
		Ens.	317
	Total	Masc.	347
		Fém.	467
		Ens.	814
	% variation entre années 2013 et 2014	Masc.	7.1%
		Fém.	7.6%
		Ens.	7.4%

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

Le tableau ci-dessous indique que les taux de réussite au CAP et BEP ont connu une baisse respective de 4,9% et 9,5% entre 2012/2013 et 2013/2014. En effet, d'après les données recueillies à l'IA de Tambacounda, 77,64% ont réussi au CAP et 51,61% au BEP en 2013/2014 contre 81,66% au CAP et 57% au BEP en 2012/2013.

Tableau 4.31 : Evolution des résultats au concours pour l'obtention de diplômes de l'enseignement professionnel au cours des trois dernières années selon le diplôme

Diplôme	Taux de réussite		
	2012 / 2013	2013 / 2014	Variation en %
CAP	81.66%	77.64%	-4,9%
BEP	57%	51.61%	-9,5%

Source : Inspection d'Académie de Tambacounda

III.5.4. Atouts et potentialités

- L'existence d'une diaspora comme source de développement de partenariats féconds ;
- L'importance des disponibilités foncières ;
- La possibilité de diversifier l'offre éducative avec l'implantation d'écoles franco-arabes ;
- La vocation agro-sylvo-pastorale de la zone pour la formation technique et professionnelle et l'enseignement supérieur ;
- Le nouveau découpage administratif (encadrement de proximité) ;
- Début d'installation d'établissement public du supérieur ;

III.5.5. Contraintes

- Taux élevé de l'analphabétisme ;
- Les pesanteurs socioculturelles : mariages précoces et forcés ;
- Prépondérance des écoles à cycle incomplet ;
- La faiblesse de l'intervention du secteur privé ;
- L'offre d'éducation peu diversifiée (modèle classique) ;
- L'émigration massive des jeunes ;
- L'instabilité en milieu scolaire ;
- L'étendue de la région ;
- la dispersion et la faiblesse de la taille démographique des établissements humains.

IV.1. INTRODUCTION

Durant la période 2005–2009, la mise en œuvre du Programme National de Développement Sanitaire dans la région a été marquée par la création de 3 nouveaux districts sanitaires, ainsi, la région passe de **4** à **7** districts. Cette forte modification de la carte sanitaire a eu pour effet bénéfique d'améliorer :

- ✓ la gestion de proximité de la santé des populations,
 - ✓ la répartition dans l'espace des formations sanitaires,
 - ✓ les capacités de pénétration dans l'arrière-pays avec le renforcement du désenclavement sanitaire de toutes les zones frontalières à la Gambie, au Mali et à la nouvelle région de Kédougou ;
 - ✓ l'accès géographique des populations à des soins de santé d'un niveau plus élevé avec la création de 3 nouveaux centres de santé dotés de moyens d'hospitalisation et de diagnostic.
-
- la poursuite voire l'intensification du Programme de Renforcement du Système de Santé avec l'arrivée, dans le panier des partenaires, de la Banque Islamique de Développement (BID) et de la Coopération Japonaise (JICA) venus renforcer les actions de développement sanitaire de la Banque Africaine de Développement (BAD) et des autres institutions d'appui notamment celles du système des Nations Unies (OMS, UNICEF, UNFPA, etc.),
 - la mise en œuvre des initiatives de gratuité notamment pour les accouchements et les césariennes ainsi que le plan Sésame pour les personnes âgées de plus de 60 ans, toutes les initiatives qui ont permis de renforcer la lutte contre l'exclusion et la discrimination économique.

IV.2. LES INFRASTRUCTURES DE SANTE

L'analyse des données fournies par la Région Médicale de Tambacounda révèle que tous les types de structures de santé n'ont globalement pas baissé en termes de nombre entre 2013 et 2014. Les hôpitaux et les centres de santé n'ont pas connu une évolution entre deux périodes. En revanche, les postes de santé complets et ceux sans maternité, les maternités isolées et les cases de santé ont connu une hausse entre 2013 et 2014. On note cependant que, malgré cette tendance globale, un poste de santé sans maternité et une case de santé ont disparu de la carte sanitaire respectivement dans les départements de Koumpentoum et de Bakel.

Tableau 5.1 : Répartition et évolution du nombre d'infrastructures sanitaires publiques et parapubliques selon le type, par circonscription administrative

Type de Structure de santé	Année	Département de Bakel	Département de Goudiry	Département de Koumpentoum	Département de Tambacounda	Région de Tambacounda
Hôpital	2013	0	0	0	1	1
	2014	0	0	0	1	1
	Variation en %	0	0	0	0	0
Centre de santé	2013	2	2	1	2	7
	2014	2	2	1	2	7
	Variation en %	0	0	0	0	0
Poste de santé complet	2013	18	5	7	5	35
	2014	19	6	13	13	51
	Variation en %	5,3%	16,7%	46,2%	61,5%	31,4%
Poste de santé sans maternité	2013	13	12	2	12	39
	2014	17	14	1	17	49
	Variation en %	23,5%	14,3%	-100,0%	29,4%	20,4%
Maternité isolée	2013	0	0	0	0	0
	2014	0	0	0	0	0
	Variation en %	0	0	0	0	0
Case de santé	2013	16	23	18	55	112
	2014	15	23	35	54	127
	Variation en %	-6,7%	0,0%	48,6%	-1,9%	11,8%

Source : Région Médicale de Tambacounda, Rapport 2014

De façon plus détaillée, en 2014, la structure sanitaire se dessine comme suit:

- Centre Hospitalier Régional (Tambacounda)
- Pharmacie Régionale d'Approvisionnement (PRA)
- Centre Régional de Formation en Santé
- Centre régional de Référence en SR
- Centre de santé psychiatrique de Djinkoré

- Service de santé des armées Zone militaire n°4
- Infirmerie de la Gendarmerie
- Infirmerie des Sapeurs-pompiers
- Infirmerie des Parcs nationaux
- Infirmerie des Chemins de fer
- Infirmerie de l'Inspection d'Académie
- Centre Médical de la SODEFITEX (Tambacounda)
- Réseau de Postes de Santé privés catholiques (Tambacounda, Goudiry, Nguéen, Koumpentoum)
- Centre pour Equipes mobiles de Bala
- Maison médicale de Wassadou
- Maison médicale de Sinthian
- Cliniques privées (2 à Tambacounda)
- Cabinets paramédicaux privés (1 à Tambacounda, 1 à Gouloumbou, 1 à Missirah 2 à Kidira, 1 à Bakel et 1 à Koumpentoum)
- 14 officines privées de pharmacie.

Les structures de santé privées sont concentrées dans le département de Tambacounda soit 8 Postes de santé sur un total de 13 Postes. Il existe 2 cliniques privées toutes les deux implantées dans la ville de Tambacounda.

Tableau 5.2 : Répartition des structures sanitaires privées selon le type, par département

Structures sanitaires privées	Année	Département de Bakel	Département de Goudiry	Département de Koumpentoum	Département de Tambacounda	Région de Tambacounda
Hôpital	2013	0	0	0	0	0
	2014	0	0	0	0	0
	Variation en %	0	0	0	0	0
Clinique	2013	0	0	0	2	2
	2014	0	0	0	2	2
	Variation en %	0	0	0	0	0
Poste de santé connu	2013	2	1	2	8	13
	2014	2	1	2	8	13
	Variation en %	0	0	0	0	0
Poste de santé d'entreprise	2013				1	1
	2014				1	1
	Variation en %				0	0
Officine de Pharmacie	2013	3	2	1	8	14
	2014	3	2	1	8	14
	Variation en %	0	0	0	0	0

Source : Région Médicale de Tambacounda, Rapport 2014

En 2014, la région compte 14 Officines de pharmacie dont 8 dans le département de Tambacounda, 3 dans le département de Bakel, 2 dans le département de Goudiry et 1 dans le département de Koumpentoum.

Il y a eu une nette amélioration de certains indicateurs de couverture comme par exemple le nombre d'habitants par poste de santé qui passe de 9944 hbts à 7176 hbts loin encore de la norme OMS qui est de 5000 hbts par poste de santé.

Tableau 5.3 : Indicateurs de couverture sanitaire des populations

Indicateurs	2013	2014	Normes OMS
Nombre d'habitants par poste de santé	9944	7176	5 000 hts
Nombre d'habitants par centre de santé	99832	102520	100 000
Nombre d'habitants par hôpital	698825	717643	150 000

Source : Région Médicale de Tambacounda, Rapport 2014

IV.3. LE PERSONNEL DE SANTE

La région compte 24 médecins généralistes, 5 Médecins spécialistes et 2 Pharmaciens- Biologistes. Les Techniciens Supérieurs de Santé sont au nombre de 44 et les sages-femmes 53. Il faut ajouter à ces effectifs 181 infirmiers, 461 matrones et 19 agents d'hygiène.

Tableau 5.4 : Répartition du personnel de santé selon la qualification professionnel, le type de structure et le statut, par circonscription administrative

Personnel	Région Médicale	Hôpitaux	Département-Bakel			Département-Goudiry			Département-Koumpentoum			Département-Tambacounda			Ensemble-Région		
			public	privé	total	public	privé	total	public	privé	total	public	privé	total	public	privé	Tot al
Administrateur												1			1		
Médecin généraliste	1	11	4			2			2			4			24		
Médecin spécialiste	0	5	0												5		
Pharmacien - Biologiste	0	2	0												2		
Chirurgien-Dentiste	0	0	1			1						1			3		
Assistant social	2	4	2						1						9		
Aide social			0			1						1			2		
Intendant															0		
Commis. Adm.															0		
Tech. Sup. de santé	2	24	7			5			2			4			44		
Sage-femme	1	8	13			10			9			12			53		
Aide Sage-femme															0		
Infirmier		44	45			35			18			39			181		
Aide infirmier															0		
Agent Hygiène	1		2			4			3			9			19		

Agent sanitaire			1												1		
ASC-Matrone		30	62			135			104			130			461		
Cuisinier			0												0		
Secrétaire	2		1						1			5			9		
Chauffeur	3		5			3			4			9			24		
Autres			9									45			54		
Total																	

Source : Région Médicale de Tambacounda, Rapport 2014

IV.4. BILAN DES PROGRAMMES DE SANTE

Plusieurs programmes de santé sont exécutés dans la région dont le Programme national de lutte contre le paludisme et le Programme de lutte contre la tuberculose.

IV.4.1. Programme national de lutte contre le paludisme

L'analyse du rapport de 2014 de la Région Médicale de Tambacounda révèle une légère hausse (1,9%) des consultations pour toutes affections confondues entre 2013 et 2014 dans la région notamment dans le district de Tambacounda où elles passent 112909 cas en 2013 à 141828 en 2014 soit une augmentation de un peu plus d'un quart (25,6%). En revanche, sauf dans le district de Tambacounda, on note un recul net des cas de paludisme entre ces deux périodes dans la région.

Tableau 5.5 : Evolution de la situation des Malades vus en Consultation Externe selon la catégorie de malades, par district

Districts	Année	Enfants de-5Ans		Patients Agés de 5 ans et +		Femmes enceintes malades		Ensemble	
		Nb. total de cas vus (toutes Affections confondues)	Nb. de cas de paludisme confirmé (par TDR)	Nb. total de cas vus (toutes Affections confondues)	Nb. de cas de paludisme confirmé (par TDR)	Nb. total de cas vus (toutes Affections confondues)	Nb. de cas de paludisme confirmé (par TDR)	Nb. total de cas vus (toutes Affections confondues)	Nb. de cas de paludisme confirmé (par TDR)
District de Bakel	2013	14 906	264	54 309	3 041	4 815	53	74 030	3 358
	2014	13 513	88	48 478	1 414	5 392	28	67 383	1 530
	Variation en %	-9,3%	-66,7%	-10,7%	-53,5%	12,0%	-47,2%	-9,0%	-54,4%
District de Kidira	2013	5 648	1 216	18 481	5 354	1 096	143	25 225	6 713
	2014	7 872	772	24 576	7 324	2 345	174	34 793	8 270
	Variation en %	39,4%	-36,5%	33,0%	36,8%	114,0%	21,7%	37,9%	23,2%
	2013	8 680	2 509	19 342	6 549	192	51	28 214	9 109
	2014	4 353	397	15 049	3 258	748	75	20 150	3 730

District de	Variation en %	-49,9%	-84,2%	-22,2%	-50,3%	289,6%	47,1%	-28,6%	-59,1%
District de Goudiry	2013	9 059	1 699	21 705	6 518	1 617	304	32 381	8 521
	2014	10 184	500	20 922	3 519	1 637	156	32 743	4 175
	Variation en %	12,4%	-70,6%	-3,6%	-46,0%	1,2%	-48,7%	1,1%	-51,0%
District de Koumpentoum	2013	21 451	596	43 301	2 604	2 320	46	67 072	3 246
	2014	15 058	130	33 905	733	3 797	15	52 760	878
	Variation en %	-29,8%	-78,2%	-21,7%	-71,9%	63,7%	-67,4%	-21,3%	-73,0%
District de Maka Colibantang	2013	12 805	2 733	21 989	5 049	1 570	264	36 364	8 046
	2014	13 062	518	18 689	2 481	1 752	123	33 503	3 122
	Variation en %	2,0%	-81,0%	-15,0%	-50,9%	11,6%	-53,4%	-7,9%	-61,2%
District de Tambacounda	2013	36 868	3 558	72 877	6 272	3 164	311	112 909	10 141
	2014	45 741	2 198	88 555	11 658	7 532	506	141 828	14 362
	Variation en %	24,1%	-38,2%	21,5%	85,9%	138,1%	62,7%	25,6%	41,6%
Région de Tambacounda	2013	109 417	12 575	252 004	35 387	14 774	1 172	376 195	49 134
	2014	109 783	4 603	250 174	30 387	23 203	1 077	383 160	36 067
	Variation en %	0,3%	-63,4%	-0,7%	-14,1%	57,1%	-8,1%	1,9%	-26,6%

Sources : Région Médicale Tambacounda, Rapport 2014

Ces efforts de lutte contre le paludisme ont pour effet le repli significatif du nombre de décès imputables à cette maladie qui passe ainsi de 43 en 2013 à 10 en 2014.

Tableau 5.6 : Récapitulatif et évolution des efforts de lutte contre le paludisme

Indicateurs	2013	2014	Variation en %
Morbidité proportionnelle palustre	13,1%	9,4%	-3,6%
Nombre de décès par paludisme	43	10	-77,0%
Pourcentage des femmes sous TPI	48% (7431/15885)	53% (12975/24438)	5%

Sources : Région Médicale Tambacounda, Rapport 2014

IV.4.1.1. Programme de lutte contre la tuberculose

Des résultats sont à relever dans le cadre de la lutte contre la tuberculose dans la région de Tambacounda. En effet, les taux de détection et de guérison à la maladie ont connu une augmentation encourageante entre 2013 et 2014. Les données montrent que, si en 2013 sur 10 personnes atteintes de tuberculose les 7 recouvrent la santé, ce résultat passe de 8 sur 10 malades en 2014. Ce qui dénote d'une maîtrise croissante du protocole de lutte contre cette maladie dans la région.

Tableau 5.7 : Evolution du Taux de détection de la tuberculose selon le district

Districts	Année	Population	Cas attendus	Cas dépistés	Taux de détection(%)	Taux de guérison des malades TPM+	Taux d'interruption de traitement (perdus de vue ou abandons)
District de Bakel	2013	96948	97	34	35	73	7
	2014	99 558	100	25	25	91	0
District de Dianké	2013	36094	36	0	0	0	0
	2014	37065	37	5	13	0	0
District de Goudiry	2013	66889	67	7	10	77	0
	2014	68689	69	10	15	100	0
District de Kidira	2013	61202	61	13	21	63	0
	2014	62850	63	19	30	100	0
District de Koumpentoum	2013	148158	148	25	17	84	5
	2014	152149	152	26	17	69	4
District de Maka	2013	72395	72	8	11	88	0
	2014	74346	74	9	12	90	0
District de Tambacounda	2013	217139	217	118	54	73	6
	2014	222989	223	145	65	79	5
Total Région	2013	698825	699	205	29	74	5
	2014	717 646	718	239	33	82	4

Sources : *Base de données régionale 2014

* Rapport TB 2013

NB : L'addition du taux de guérison et du taux d'abandon ne donne pas 100% car les décès et les transferts ne sont pas pris en compte.

IV.4.2. Activités de nutrition

Dans le cadre de la lutte contre la malnutrition, notamment celle des enfants de moins de 5 ans, des campagnes de supplémentation en vitamine A et de déparasitage sont menées à travers les districts de la région. Les résultats révèlent des taux de couverture totale sauf à Bakel et Kidira.

Tableau 5.8 : Evolution des résultats des campagnes de supplémentation en vitamine A et de déparasitage menées dans la région de Tambacounda

Département/District	Année	Supplémentations en vitamine A			Déparasitage		
		Pop cible 6-59 mois	Supplémentés	Taux de couverture	Pop cible 12-59 mois	Déparasités	Taux de couverture
District de Bakel	2013	16869	14232	84	15318	15318	100
	2014	17323	16045	93	15730	14 352	91
District de Dianké	2013	6280	5727	91	5703	5232	92
	2014	6449	7705	119	5856	6 660	114
District de Goudiry	2013	11639	10778	93	10568	9691	92
	2014	11952	13736	115	10853	13 176	121

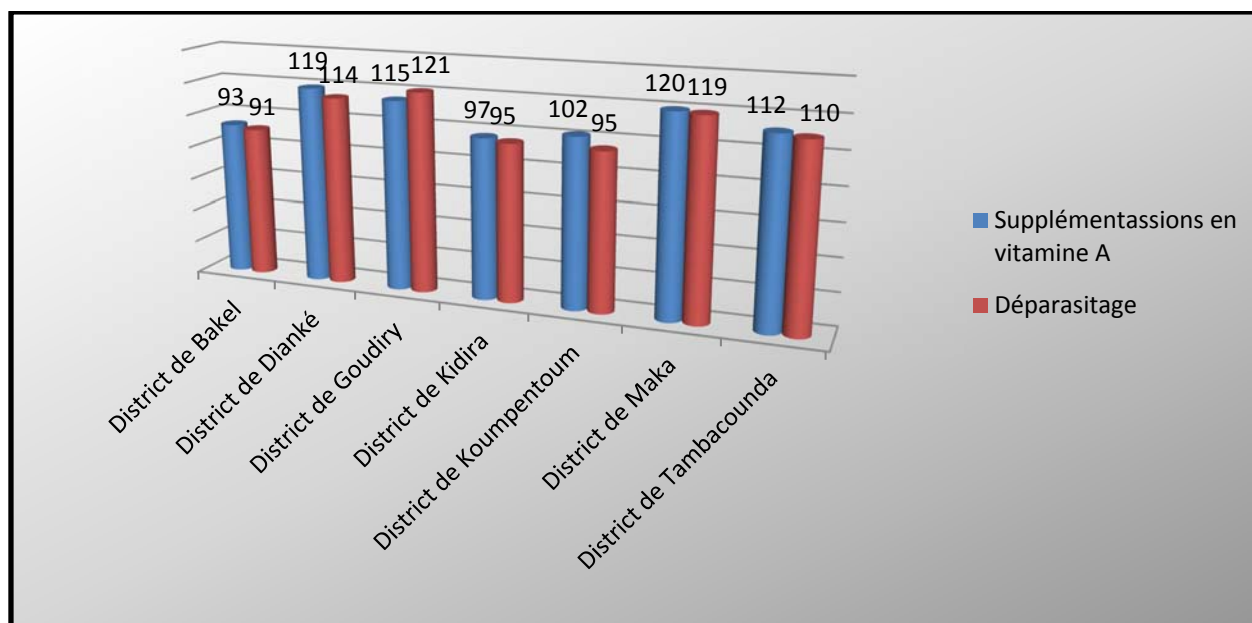
District de Kidira	2013	10649	10122	95	9670	9349	97
	2014	10936	10600	97	9930	9 387	95
District de Koumpentoum	2013	25779	24683	96	23409	22594	97
	2014	26474	26935	102	24040	22 877	95
District de Maka	2013	12597	12593	100	11438	11523	100
	2014	12936	15485	120	11747	13994	119
District de Tambacounda	2013	37782	40346	107	34308	35294	102
	2014	38800	43334	112	35232	38 730	110
Total Région	2013	121595	118481	97	110414	109001	99
	2014	124870	133840	107	113388	119 176	105

Sources : région médicale de Tambacounda Rapport 2014

* Maquette synthèse données journée survie de l'enfant (JSE) deuxième passage 2013
Région médicale de Tambacounda

* Maquette synthèse données journée survie de l'enfant (JSE) deuxième passage 2014
région médicale Tambacounda

Graphique 5.2 Evolution des résultats des campagnes de supplémentassions en vitamine A et de déparasitage menées dans la région de Tambacounda



IV.5. HYGIENE PUBLIQUE

Au niveau régional, les activités d'hygiène publique sont du ressort du service d'hygiène. Dans le cadre de la lutte contre les infections causées par un environnement insalubre, la Brigade Régionale de l'Hygiène (BRH) s'investit dans des activités multiples et variées. Parmi ces activités on note : les visites des Etablissements

Recevant du Public (ERP) et les activités préventives d'IEC. Il faut également ajouter les activités d'assainissement concernant des travaux comme la construction de latrines améliorées, de puisards et de création de fosses septique, le contrôle de l'eau.

IV.5.1. Ressources humaines:

Les effectifs de la BRH de Tambacounda n'ont pas évolué par rapport à 2013, la BRH compte au total 27 agents. Parmi ce personnel il faut noter ceux qui sont détachés et mis à la disposition d'autres structures. Le personnel est généralement composé de d'ingénieur, de Techniciens Supérieurs, de Sous-Officiers d'Hygiène et d'Agents d'hygiène... Parmi les 27 agents de l'effectif de la BRH, les Agents d'Hygiène constituent 70,4% alors que 22,2% de l'effectif sont formés par des Techniciens Supérieurs et 7,4% par des Sous- Officiers d'Hygiène.

Il faut également noter la présence de certains agents dans les sous- brigades implantées dans des localités

Tableau 5.16 : REPARTITION DES EFFECTIFS DU SERVICE D'HYGIENE

Structures	ING.	T.S.G.S	S OFF HYG	AGT HYG	AUTRES	TOTAL
BRH/ Tamba	0	1	0	1	3	5
S/B de Tamba	0	1	0	13	0	14
S/B de Koumpentoum	0	1	0	1	0	2
S/B de Bakel	0	1	0	2	0	3
S/B de Kidira	0	0	0	1	0	1
S/B de Goudiry	0	0	1	1	0	2
TOTAL Région	0	4	1	19	3	27

IV.5.2. ACTIVITES MENEES

IV.5.2.1. visites domiciliaires des concessions zone urbaine

Les visites domiciliaires concerne le contrôle fait sur l'approvisionnement en eau de boisson, la conservation/Stockage et l'évacuation des excréta.

Dans le cadre des visites domiciliaires des concessions en zone urbaines, la BRH de Tambacounda a procédé à 6390 contrôles de concessions, 2515 canaris traditionnels, 359 fosses septiques, 1089 latrines améliorées, 876 latrines traditionnelles et 1409 fosses étanches.

Tableau 5.18 : VISITES DOMICILIAIRES DES CONCESSIONS (Zone urbaine)

SOUS BRIGADE		S/B de Tamba	S/B de Koumpentoum	S/B de Bakel	S/B de Kidira	S/B de Goudiry	TOTAL BRH
NOMBRE DE CONCESSIONS VISITEES		2275	644	3 047	0	424	6390
NBRE DE VISITES DE CONCESSIONS EFFECTUEES		0	152	40	0	2	194
Population des concessions visitées		2 520	630	630	0	630	4 410
APPROVISIONNEMENT EN EAU DE BOISSON	ROBINETS	0	0	571	0	140	711
	B.P	1424	267	449	0	51	2191
	B.F	154	54	52	0	22	282
	PUITS	493	11	16	0	0	520
	PUITS PROTEGES	259	8	0	0	4	271
	MINI FORAGES	0	0	0	0	0	0
	AUTRES PRECISER	274	0	0	0	0	274
	SOURCES CONTROLEES	1337	0	372	0	0	1709
CONSERVATION / STOCKAGE	fûts métalliques	147	14	0	0	0	161
	fûts plastiques	142	54	25	0	18	239
	canaris traditonnels	1 213	196	953	0	153	2 515
	canaris à robinet	0	0	0	0	0	0
	bassins	90	0	74	0	0	164
	réservoirs	52	0	27	0	0	79
	Réfrigérateur	457	35	467	0	35	994
EVACUATION DES EXCRETA	EGOUTS	0	0	0	0	0	0
	FOSSES SEPTIQUES	243	30	54	0	32	359
	LATRINE AMELIOREE	579	74	403	0	33	1089
	LATRINE TRADITION	384	321	134	0	37	876

	FOSSES ETANCHES	626	45	613	0	125	1409
	SANS SYSTEME	0	11	1	0	3	15
	NOMBRE DE PUISARDS	143	0	82	0	0	225
	NOMBRE DE POUBELLES	2 054	91	1 148	0	0	3 293
	NBRE DE POUBELLES REGLEMENTAIRES	3875	25	410	0	0	4310

IV.5.2.2. INSPECTIONS DES E.R.P ET ASSIMILES (zone urbaine)

En 2014, les agents de la BRH ont visité 2349 ERP, on peut citer entre autres 1413 boutiques, 347 restaurants, 10 hôtels et 123 Boucheries –Charcuteries. Les établissements recevant du public et assimilés ont connu une hausse d'environ 64% en zone urbaine.

La catégorie des infrastructures prouve que les boutiques occupent le plus grand nombre avec 906 établissements inspectés soit 37,7%. Les ventes sur la voie publique et les gargotes occupent respectivement 13,5 et 9,3% des établissements inspectés dans la zone.

Tableau 5.21 : NOMBRE D'E.R.P ET ASSIMILES VISITES (Zone urbaine)

NOMBRE D'ERP VISITES:		2732					
NBRE DE VISITES DES ERP EFFECTUEES:		211					
CATEGORIES	S/B de Tamba	S/B de Koumpentoum	S/B de Bakel	S/B de Kidira	S/B de Goudiry	TOTAL BRH	
BOUTIQUES	769	95	360	0	189	1413	
RESTAURANTS	141	59	124	0	23	347	
GARGOTTES	18	26	21	0	2	67	
CAFETARIATS	55	17	24	0	20	116	
DIBITERIES	69	10	28	0	72	179	
BOULANGERIES	18	6	31	0	0	55	
KIOSQUES PAIN	0	0	0	0	0	0	
KIOSQUES A LAIT	1	0	0	0	0	1	
TANGANA	0	0	0	0	13	13	
VENTE SUR LA VOIE PUBLIQUE	0	0	0	0	14	14	
BOUCHERIES, CHARCUTERIES	74	14	35	0	0	123	
MARCHES	0	0	0	0	4	4	
ETABL. PRODUCTION EAU DE TABLE	1	0	7	0	0	8	
CINEMAS	0	0	0	0	0	0	
BARS	0	0	0	0	1	1	
HOTELS	10	0	0	0	0	10	
ECOLES	20	0	0	0	4	24	
DAARAS	3	0	0	0	0	3	

EPS (HOPITAUX, CS , PS,)	12	15	15	0	2	44
ATELERS MEUNIERES	26	0	13	0	0	39
EPICERIE	2	0	8	0	0	10
BUVETTES	0	0	0	0	0	0
POISSONNERIE	0	0	0	0	0	0
USINES DE GLACES	0	0	0	0	0	0
USINES DE TRANSFORMATION PRODUITS ALIMENT.	1	0	0	0	0	1
POUSSES-POUSSES	0	0	0	0	5	5
ETALS	0	0	0	0	0	0
TOTAL	1220	242	666	0	349	2349

IV.5.2.3. INSPECTIONS DES E.R.P ET ASSIMILES (zone rurale):

Pour ce qui concerne la zone rurale, les agents de la BRH ont visité 961 ERP dont 274 boutiques, 131 restaurants, 109 Gargottes, 92 Tangana, 22 marchés/LOUMA.

Tableau 5.22 : NOMBRE D'E.R.P ET ASSIMILES VISITES (Zone rurale)

NOMBRE D'ERP VISITES		819				
NBRE DE VISITES DES ERP EFFECTUEES		531				
CATEGORIES	S/B de Tamba	S/B de Koumpentoum	S/B de Bakel	S/B de Kidira	S/B de Goudiry	TOTAL BRH
BOUTIQUES	52	168	51	0	3	274
RESTAURANTS	36	73	22	0	0	131
GARGOTTES	0	109	0	0	0	109
DIBITERIES	20	51	18	0	0	89
BOULANGERIES	0	69	3	0	7	79
TANGANA	0	62	30	0	0	92
VENTE SUR LA VOIE PUBLIQUE	0	0	0	0	10	10
BOUCHERIES	16	19	12	0	3	50
CANTINES VTE Denrées Alimentaires	0	0	0	0	0	0
MARCHES/ LOUMAS	3	10	4	0	5	22
ETABL. PRODUCTION EAU DE TABLE	0	0	0	0	0	0
CINEMAS	0	0	0	0	0	0
BARS	0	0	0	0	0	0
HOTELS	0	0	0	0	0	0
ECOLES	0	0	0	0	6	6

DAARAS	0	0		0	0	0
EPS (HOPITAUX, CS , PS,)	10	0	0	0	14	24
ATELERS MEUNIER	4	42	16	0	0	62
EPICERIE	0		0	0	0	0
USINES DE GLACE	0	0	0	0	0	0
USINES DE TRANSFORMATION PRODUITS ALIMENT.						0
	0	0	0	0	0	
POUSSES-POUSSES	0	0	0	0	0	0
ETALS	0	0	0	0	0	0
TOTAL	141	603	156	0	48	961

IV.5.3. EDUCATION A L'HYGIENE:

Beaucoup de sensibilisations ont été menées sur la prévention des maladies diarrhéiques et de l'ébola dans les marchés hebdomadaires et au cours des VAD. Ces activités sont renforcées par ceux de l'UNICEF dans le cadre de la réponse WASH aux urgences humanitaires dans la région de Tambacounda.

La BRH a mené des activités de sensibilisation dans les marchés hebdomadaires sur la prévention contre le virus ébola et sur la protection des aliments et de l'eau de consommation

Tableau 5.25 : Répartition des types de sensibilisation à l'hygiène

NATURE TRAVAUX	S/B de Tambacounda	S/B de Koumpentoum	S/B de Bakel	S/B de Kidira	S/B de Goudiry	TOTAL BRH
ENTRETIENS	2844	337	292	0	665	4138
CAUSERIES	35	0	0	0	8	43
PROJECTION DE FILMS	0	0	0	0	0	0
RADIOS CHROCHETS	0	0	0	0	0	0
REUNIONS	28	0	0	0	14	42
FORA	0	0	0	0	0	0
EMISSION RADIO	5	0	0	0	4	9
PLAIDOYER	0	0	0	0	0	0
SPOTS RADIO	1	0	0	0	0	1
VAD	2039	0	0	0	239	2278
CONFERENCE	0	0	0	0	0	0
EMISSION TELE	0	0	0	0	0	0

IV.5.4. TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT:

L'ensemble des travaux a été effectué dans les départements de Tambacounda et de Goudiry (69,6%). Ces travaux étaient essentiellement la construction de dispositif de lavage des mains (39,4% des cas), de latrines (29,8%) et des investissements humains (28,1%).

Tableau 5.26 : Répartition des types de travaux d'assainissement effectués

NATURE TRAVAUX	S/B de Tamba	S/B de Koumpentoum	S/B de Bakel	S/B de Kidira	S/B de Goudiry	TOTAL BRH	Part (%)
INVESTISSEMENTS HUMAINS	0	0	0	0	62	62	28,1
CONSTRUCTIONS PUISARDS	0	0	0	0	2	2	0,9
CONSTRUCTIONS FOSSES	0	0	0	0	0	0	0
CONSTRUCTIONS LATRINES SIMPLES	54	0	0	0	0	54	24,4
CONSTRUCTIONS LATRINES AMELIOREES	12	0	0	0	0	12	5,4
CONSTRUCTION / REHABILITATION PUIITS	0	0	0	0	4	4	1,8
DISPOSITIF LAVAGE DES MAINS AU SAVON / CENDRE	21	0	0	0	66	87	39,4
Ensemble	87	0	0	0	134	221	100
Part (%)	39,4	0	0	0	60,6	100	

IV.5.5. POTENTIALITES/ATOUPS

- Soutien actif des autorités administratives ;
- Accompagnement des partenaires au développement ;
- Richesse du tissu associatif et communautaire impliqué dans les efforts d'amélioration de la santé ;
- Bonne collaboration avec les tradipraticiens et les communicateurs traditionnels ;
- Existence de l'appui des immigrés à travers des dons et des constructions de structures sanitaires.

IV.5.6. CONTRAINTES

- Etendue du territoire régional (près du tiers du territoire national) ;
- Inaccessibilité et enclavement saisonniers (hivernage) ;
- Insuffisance des infrastructures et services sociaux de base (routes, télécommunications, assainissement, accès à l'eau potable, hydraulique, ...) ;
- Système de croyances et valeurs (MGF, lévirat/sororat, émigration, etc.) ;
- Disparité de genre (faible accès des femmes aux pouvoirs/décisions notamment pour le recours aux soins) ;
- L'insuffisance de l'appui des Collectivités locales sur le plan du financement ;
- La timidité de l'approche multisectorielle dans la résolution des problèmes de santé.

CHAPITRE V : ASSISTANCE

V.1. INTRODUCTION

La mission principale du Sous Groupement n°6 des Sapeurs-Pompiers de Tambacounda est de porter secours aux personnes en détresse.

Les interventions des Sapeurs-Pompiers sont motivées par les divers incidents dont les incendies et les secours aux personnes accidentées, les secours aux personnes malades ou en danger. Les Sapeurs-pompiers peuvent également mener des activités humanitaires, notamment le ravitaillement en eau de la population en cas de pénurie.

V.2. EVOLUTION DES INTERVENTIONS SELON LA NATURE ENTRE 2011 ET 2014

On constate une progression des différentes interventions entre 2013 et 2014

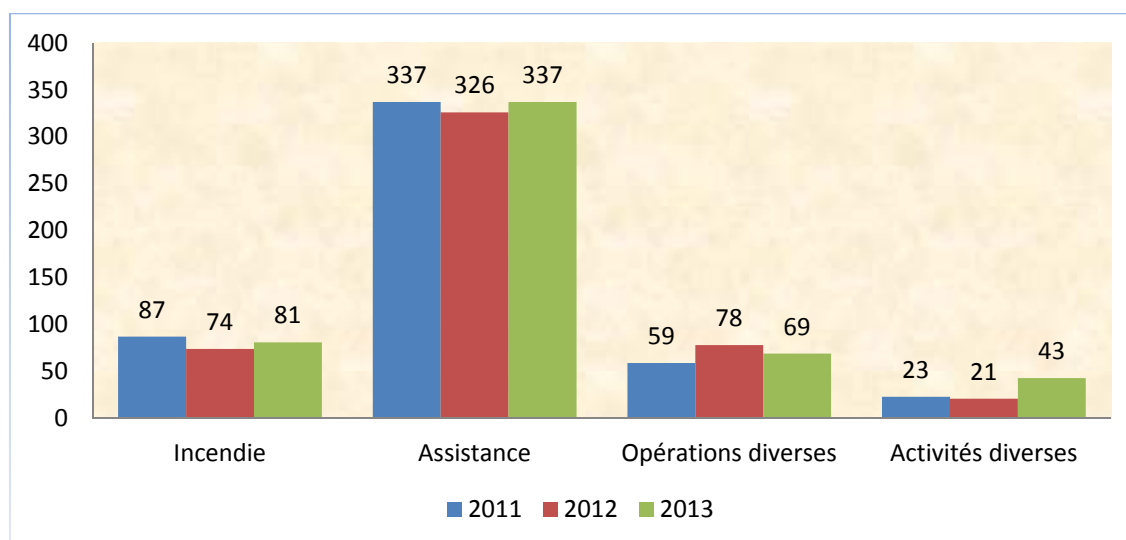
Le volume global des interventions toutes natures confondues est passé de 530 en 2013 à 550 en 2014 soit une progression de 4%.

Comme constaté au fil des années précédentes, l'assistance aux personnes malades ou personnes en danger est de loin l'intervention la plus dominante en 2014.

Tableau 5.1. :EVOLUTION DES INTERVENTIONS SELON LA NATURE ENTRE 2011 ET 2014

Nature	2011	2012	Progression (2011-2012)	2013	2014	Progression % (2012-2013)	Progression % (2013-2014)
Incendie	87	74	-15%	81	88	9	9
Assistance	337	326	-3%	337	352	3	4
Opérations diverses	59	78	32%	69	72	-12	4
Activités diverses	23	21	-9%	43	52	105	21
Total	506	499	-1%	530	550	6	4

Graphique 5.1 : Evolution des interventions selon la nature de 2011 à 2014



V.3. EVOLUTION DES INCENDIES SELON LA NATURE ENTRE 2011 ET 2014

En 2014 on constate une baisse des habitations touchées par les incendies qui passent de 66 cas à 39 cas soit une baisse d'environ 41 %.

Dans la même période, les cas d'incendie concernant l'Agriculture sont passés de 2 cas à 18 cas et les sorties pour les cas d'incendies des Industrie sont passées de 5 cas à 8 cas.

Tableau 5.2 : Evolution des incendies selon la nature entre 2011 et 2014

Nature	2011	2012	2013	2014
Habitations	68	61	66	39
ERP	-	01	02	09
Industries	05	11	05	08
Agriculture	12	-	02	18
Autres risques	02	01	06	07
Total	87	74	81	81

Source : Le Groupement d'incendie et de secours n°6 des Sapeurs-Pompiers de Tambacounda

V.4. EVOLUTION DE L'ASSISTANCE SELON LA NATURE DE 2011 A 2014

Les données révèlent une progression soutenue de l'assistance apportée aux personnes en situation de danger. L'assistance entre 2011 et 2014 a doublé passant de 308 cas en 2011 à 633 cas en 2014.

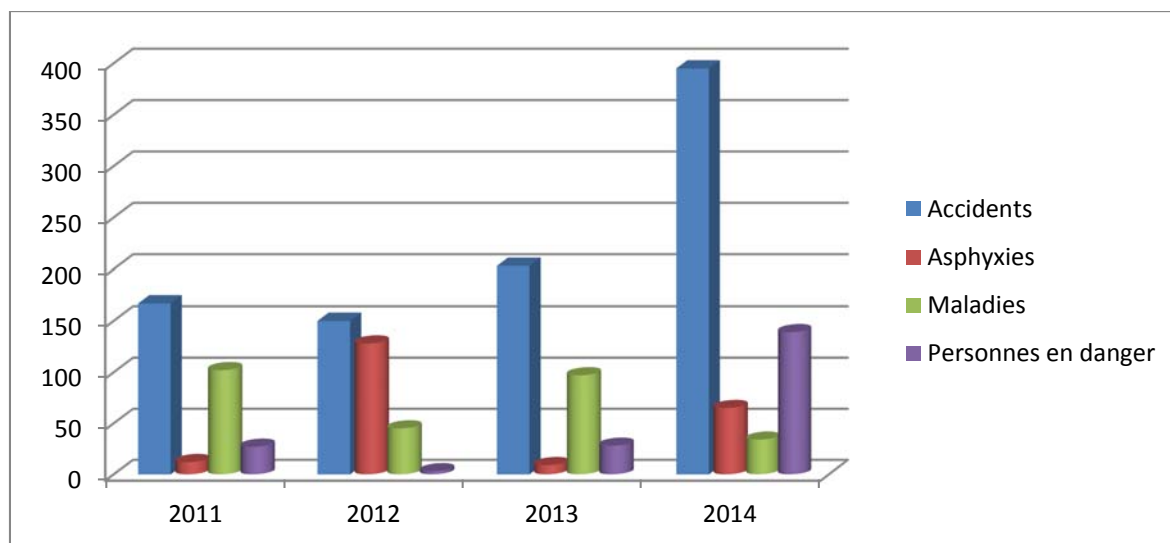
Entre 2013 et 2014, il y a eu au total une progression de + 87,8 % de l'assistance.

Tableau 5.3 : Evolution de l'assistance selon la nature de 2011 à 2014

Nature	2011	2012	2013	2014
Accidents	167	150	203	395
Asphyxies	12	128	09	65
Maladies	102	45	97	34
Personnes en danger	27	03	28	139
Total	308	326	337	633

Source : Le Groupement d'incendie et de secours n°6 des Sapeurs-Pompiers de Tambacounda

Graphique 5.2 : Evolution de l'assistance selon la nature de 2011 à 2014



V.5. EVOLUTION DES OPERATIONS DIVERSES SELON LA NATURE ENTRE 2011 ET 2014

Les principaux motifs d'intervention des Sapeurs-Pompiers en 2014 pour ce qui concerne les opérations diverses ont été la récupération des corps sans vie, les alertes motivées et l'Assainissement. Les opérations diverses passent ainsi de 69 en 2013 à 169 en 2014 soit du simple à plus du double.

La récupération des corps sans vie a été le motif de 36 interventions en 2014 contre 23 en 2013.

Tableau 5.4 : Evolution des opérations diverses selon la nature entre 2011 et 2014

Nature	2011	2012	2013	2014
Corps sans vie	14	19	23	36
Ravitaillement en eau	01	02	15	30
Assainissement	07	06	06	43
Alertes motivées	27	46	21	55
Fausses alertes	03	05	04	06
Total	52	78	69	169

Source : Le Groupement d'incendie et de secours n°6 des Sapeurs-Pompiers de Tambacounda

V.6. REPARTITION DES ACTIVITES DIVERSES SELON LA NATURE ET LA COMPAGNIE EN 2013

Le Sous Groupement n°6 des Sapeurs-Pompiers basée à Tambacounda qui a assuré toutes les activités diverses de Service de représentation, de couverture d'Evénements religieux, de Visite de prévention et de Tournée de bouche incendie soit au total 112 activités diverses.

Tableau 5.5 : Répartition des activités diverses selon la nature et la compagnie en 2014 par département

Nature	Bakel	Goudiry	Koumpentoum	Tambacounda	Total
Service de représentation	-	-	-	108	108
Evénements religieux	-	-	-	01	01
Visite de prévention	-	-	-	02	02
Tournée de bouche incendie	-	-	-	01	01
Total			-	112	112

Source : Le Groupement d'incendie et de secours n°6 des Sapeurs-Pompiers de Tambacounda

V.7. EVOLUTION DES ACTIVITES DIVERSES SELON LA NATURE ENTRE 2011 ET 2014

Entre 2011 et 2014, on observe une progression des activités diverses qui passent de 19 en 2011 à 112 en 2014. Entre 2013 et 2014 la progression des activités diverses est à 160%. Pour rappel, les activités diverses englobent : les services de représentation, les événements religieux, les visites de prévention et les tournées de bouche incendie.

Tableau 5.6 : Evolution des activités diverses selon la nature de 2011 à 2014

Nature	2011	2012	2013	2014
Service de représentation	14	09	29	108
Evénements religieux	02	01	14	01
Visite de prévention	02	01	00	02
Tournée de bouche incendie	01	02	00	01
Autres	-	-	-	-
Total	19	13	43	112

Source : Le Groupement d'incendie et de secours n°6 des Sapeurs-Pompiers de Tambacounda

V.8. CONCLUSION

La mission de service public assurée par le Groupement d'incendie et de secours n°6 des Sapeurs-Pompiers de Tambacounda mérite toute l'attention requise ; en atteste le volume des opérations diverses selon la nature et l'assistance de 2011 à 2014.

Cependant, compte tenu de l'étendue de la région, de la dispersion de l'habitat et l'état des routes, il urge d'implanter d'autres unités pour un maillage plus étroit du territoire régional afin d'apporter le secours partout où c'est nécessaire.

VI.1. INTRODUCTION

L'agriculture occupe une place très importante dans l'économie de la région de Tambacounda. Malgré une installation tardive, l'hivernage 2014/2015 a été caractérisée par une pluviométrie excédentaire bien répartie dans le temps et dans l'espace. Il faut également noter que durant cette campagne, il ya eu l'introduction du programme national d'autosuffisance en riz.

Les principales cultures dans la région de Tambacounda sont : L'arachide, le coton, le mil, le maïs, le sorgho, le riz, le niébé, le fonio, la banane, le sésame.

La bonne pluviosité de cet hivernage conjuguée à une situation phytosanitaire calme et une bonne qualité des semences mises en place ont un effet positif sur le niveau de production. Ainsi, cette campagne a été marquée par une nette progression de la culture du maïs et du sorgho, une percée de la culture du sésame et l'adhésion des populations au programme d'autosuffisance en riz.

VI.2. LES SERVICES TECHNIQUES, AUTRES INTERVENANTS ET INFRASTRUCTURES

VI.2.1. Les services techniques

Le principal service technique régional qui exerce la tutelle dans le domaine de l'Agriculture est la Direction régionale de l'Agriculture (DRDR) et ses services déconcentrés en l'occurrence, les quatre Services départementaux du développement rural (SDDR).

VI.2.2. Les autres intervenants.

Parmi les autres acteurs intervenants dans le secteur on note l'ANCAR, la SODEFITEX, et le PADAER.

VI.3. LA PREPARATION DE LA CAMPAGNE AGRICOLE

La préparation de la campagne agricole a été menée conjointement avec la participation de tous les acteurs du secteur à l'occasion des réunions de concertation présidées par l'autorité administrative régionale.

VI.3.1. La mise en place des semences

Parmi les semences mises en place il y'a : le maïs local, le maïs hybride, le mil, le sorgho local, le sorgho hybride, le riz et le niébé.

Tableau 9.1 : Situation des quantités de semences distribuées dans la région de Tambacounda

Semences		Département Tambacounda			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
		Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation %	Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation %	Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation %	Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation %	Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation %
Maïs local	Reçu (T)		29			8			4.3			19			60.38	
	Vendu (T)		29			8			3.9			14.2			55.12	
	Reliquat (T)		0			0			0.4			4.8			5.26	
Maïs hybride	Reçu (T)		2			2			0			0			4	
	Vendu (T)		0.42			0.5			0			0			0.92	
	Reliquat (T)		1.58			1.5			0			0			3.08	
Mil	Reçu (T)		8.6			0			8.9			6			23.5	
	Vendu (T)		8.6			0			8.9			6			23.5	
	Reliquat (T)		0			0			0			0			0	
Sorgho local	Reçu (T)		18.9			4.5			14.6			8.5			46.5	
	Vendu (T)		18.9			4.5			12.9			6.78			43.08	
	Reliquat (T)		0			0			1.7			1.72			3.42	
Sorgho hybride	Reçu (T)		1.4			4.7			0.3			0.1				
	Vendu (T)		0.25			4.2			0.0			0				
	Reliquat (T)		1.14			0.5			0.2			0.1				
Riz	Reçu (T)		19.3			4			8.4			5.92				
	Vendu (T)		19.3			0			0			3.75				
	Reliquat (T)		0			4			8.4			2.17				

Niébé	Reçu (T)		85			30			40			80				
	Vendu (T)		85			30			40			76				
	Reliquat (T)		0			0			0			4				
Fonio	Reçu (T)		2.7			0			0			0.6				
	Vendu (T)		2.7			0			0			0.6				
	Reliquat (T)		0			0			0			0				

Source : DRDR région de Tambacounda

Les semences de maïs local reçues pour la campagne 2014/2015 tournent autour de 60,3 tonnes contre 55 tonnes vendues et le mil avec 23,5 tonnes reçues et 23,5 tonnes vendues, le sorgho local avec 46,5 tonnes reçues contre 43,8 tonnes vendues.

VI.3.2. La mise en place des engrais et autres fertilisants

Parmi les différents types d'engrais mis en place on note : l'engrais 6.20.10, l'engrais 15.10.10, engrais 15.15.15 et l'urée.

Tableau 9.2 : Situation et évolution des quantités d'engrais et autres fertilisants distribuées dans la région de Tambacounda

Engrais et autres fertilisants		Département Tambacounda			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
		Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation %	Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation %	Campagne	Campagne	Variation	Campagne	Campagne 2014/2015	Variation %	Campagne n-2 / n-1	Campagne n-1 / n	Variation %
Engrais 6.20.10	Reçu (T)		480			0			10			400			986	
	Vendu (T)		480			0			10			400			985	
	Reliquat (T)		0			0			0			0			0.4	
Engrais 15.10.10	Reçu (T)		143			0			39			160			342	
	Vendu (T)		143			0			36			160			339	
	Reliquat (T)		0			0			3			0			3.1	
Engrais 15.15.15	Reçu (T)		395			150			70			220			835	
	Vendu (T)		394.65			30.5			53			220			698	

	Reliquat (T)		0.35			119.5			16.35			0			136.2
Urée	Reçu (T)		770			260			109.95			785.9			713
	Vendu (T)		569.6			96.15			9.55			37.7			123
	Reliquat (T)		200.4			163.85			10.4			748.2			

Source : DRDR région de Tambacounda

Durant la campagne 2014/2015 la région a reçu 98,6 tonnes d'engrais 6.20.10 quasiment toutes vendues, 342 tonnes d'engrais 15.10.10 contre 339 tonnes vendues. Concernant l'engrais 15.15.15, la région a reçu 835 tonnes et en a vendu 698 tonnes. Pour ce qui concerne l'urée la région a reçu 713 tonnes contre 123 tonnes vendues.

VI.3.3. La mise en place des matériels et équipements agricoles

La mise en place du matériel au titre de la campagne 2014/2015 a concerné le matériel de culture attelé notamment : la Houe occidentale à 3 dents, la Charrue UCF et le Semoir Super-éco + 3 disques.

Tableau 9.3 : Répartition et évolution des matériels et équipements agricoles mis en place dans la région

Matériels et équipements agricoles	Département Tambacounda			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
	Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation %	Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation	Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation	Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation	Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation
Matériels de culture attelée															
Houe sine 9 3 dents															
Houe occidentale à 3 dents		180			64			85			194			523	
Charrue UCF		45			24			35			40			144	
Semoir Super-éco + 3 disques		184			60			80			180			504	

Source : DRDR Tambacounda

La région a enregistré 523 houes occidentales à 3 dents, 144 Charrues UCF et 504 Semoir Super-éco + 3 disques.

VI.4. BILAN DE LA CAMPAGNE AGRICOLE

VI.4.1. Les cultures vivrières

Les cultures vivrières dans la région sont : le mil, le sorgho, le maïs et le riz.

La culture du mil est essentiellement pratiquée dans le département de Koumpentoum avec 20800 tonnes en 2014/2015. La culture du sorgho qui occupe surtout les départements de Koumpentoum et Tambacounda avec une légère prédominance dans le département de Tambacounda qui affiche 12803 tonnes en 2014/2015.

Tableau 9.4: Répartition et évolution des cultures vivrières selon les superficies, les rendements et les productions par circonscription administrative

Spécifications		Département Tambacounda			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
		Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation	Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation	Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation	Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation	Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation
Mil	Sup (Ha)		9385			2204			8000			17385				
	Rdt (Kg/Ha)		800			800			1060			800				
	Prod(T)		13908			1764			8480			20800				
Sorgho	Sup (Ha)		13993			6671			6540			11978				
	Rdt (Kg/Ha)		915			700			900			900				
	Prod(T)		12803			4670			5886			10780				
Maïs	Sup (Ha)		10028			2944			8000			5700				
	Rdt (Kg/Ha)		1000			1100			1100			1100				
	Prod(T)		10028			3238			8800			6270				
Riz	Sup (Ha)		1500			380			193			55				
	Rdt (Kg/Ha)		2000			6500			1050			150				
	Prod(T)		3000			2472			203			8				

Source : DRDR région de Tambacounda

Le maïs est cultivé dans tous les départements de la région avec une production qui varie de 3238 tonnes dans le département de Bakel à 10800 tonnes dans le département de Tambacounda. L'introduction du nouveau programme national d'autosuffisance en riz, cité à l'entame du chapitre semble porter ses fruits avec 3000 tonnes dans le département de Tambacounda et 2472 tonnes à Bakel en 2014/2014.

VI.4.2. Les cultures industrielles

Les principales cultures industrielles dans la région sont l'arachide d'huilerie et le coton. Dans une moindre mesure on peut citer le Pastèque, le sésame et le niébé qui atteignent des seuils de production assez raisonnables.

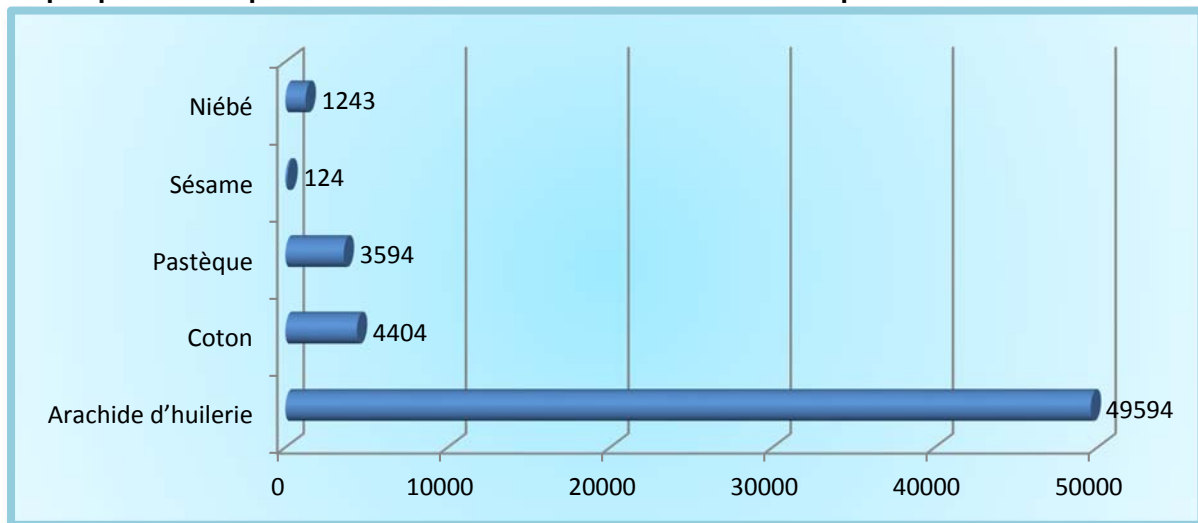
Tableau 9.5 : Répartition et évolution des cultures industrielles selon les superficies, rendements et productions, par circonscription administrative

Spécifications		Département Tambacounda			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
		Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation %	Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation %	Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation %	Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation %	Campagne 2013/2014	Campagne 2014/2015	Variation %
Arachide d'huilerie	Sup (Ha)	22000			1299			5000			34000			62299		
	Rdt (Kg/Ha)	800			650			790			800			3040		
	Prod(T)	17600			844			3950			27200			49594		
Coton	Sup (Ha)	4720			0			0			0			4720		
	Rdt (Kg/Ha)	933			0			0			0			933		
	Prod(T)	4404			0			0			0			4404		
Pastèque	Sup (Ha)	117			0			0			88			205		
	Rdt (Kg/Ha)	17500			0			0			17500			35000		
	Prod(T)	2048			0			0			1546			3594		
Sésame	Sup (Ha)	165			0			0			1948			2113		
	Rdt (Kg/Ha)	750			0			0			750			1500		
	Prod(T)	124			0			0			-			124		
Niébé	Sup (Ha)	1523			120			100			278			2021		
	Rdt (Kg/Ha)	600			750			720			600			2670		
	Prod(T)	914			90			72			167			1243		
	Rdt (Kg/Ha)															
	Prod(T)															

Source : DRDR région de Tambacounda

La production régionale d'arachide d'Huilerie a atteint 49594 tonnes en 2014/2015. A la même période, le coton est à 4404 tonnes contre 6119 tonnes en 2013/2014. La culture de pastèque commence à s'introduire au niveau de la région avec une production de 3594 Tonnes en 2014/2015. Le sésame et le niébé sont essentiellement cultivés dans le département de Tambacounda. La production de niébé atteint 1243 tonnes en 2014/2015.

Graphique 9.1 : Répartition des cultures industrielles selon les productions en 2014/2015



VI.5. DIAGNOSTIC DU SECTEUR

Atouts

- La disponibilité d'importantes terres aptes à l'agriculture pluviale (900 000ha) ;
- La disponibilité d'importantes ressources en eau de surface (32 milliards de m³) et en eau souterraine (12 ,5 milliards de m³) ;
- L'existence de terres irrigables (150000 ha) ;
- L'adaptation des variétés aux différents écosystèmes ;
- Une pluviométrie favorable comprise entre 450 et 1200 mm ;
- L'amorce d'une dynamique organisationnelle des producteurs ;
- La disponibilité de la fumure organique.

Contraintes

L'impact des changements climatiques qui est à noter dans les variations de la pluviométrie (sécheresse ou inondation), le comportement des plantes (photopériodisme).

Prix élevés de l'engrais, du gasoil pour l'irrigation des bananeraies

Inondation des champs de banane

Marché mondial des produits agricoles exigeant

Manque de compétitivité de nos produits face aux subventions extérieures

Relief accidenté.

Perspectives

- Equipement en matériel agricole du Monde rural
- Construction des infrastructures de stockage
- Augmentation du Capital semencier
- Aménagement des zones de production : Développement des cultures irriguées et des cultures pluviales
- Promotion de la banane locale (centre de conditionnement, transformation, plants)
- Promotion des cultures maraîchères
- Désenclavement des zones de production
- Amélioration de la production cotonnière.

VII.1. INTRODUCTION

La région de Tambacounda compte beaucoup de potentialités pour le développement de l'élevage avec des pâturages qui représentent 16 % du territoire national. C'est aussi une zone privilégiée pour le développement des activités pastorales. On y pratique trois systèmes d'élevage : le semi-intensif, l'extensif et le mixte. La région compte trois zones écologiques dans lesquelles se sont adaptées les différentes races de ruminants domestiques. A cela s'ajoute la présence d'un important Projet du Développement de l'Elevage au Sénégal Oriental et en haute Casamance (PDESOC) qui est un partenaire qui appuie considérablement le secteur.

La région de Tambacounda, compte tenu de sa superficie et de son climat, constitue un domaine propice à l'activité de l'élevage. La pluviométrie est favorable à la constitution du tapis herbacé, facilitant ainsi l'alimentation du cheptel. Toutes les espèces animales domestiques sont suivies par l'Inspection Régionale des Services Vétérinaires (IRSV), l'Elevage qui s'occupe non seulement de la santé animale mais aussi de l'amélioration des races et de la productivité des espèces.

VII.2. LES SERVICES TECHNIQUES, AUTRES INTERVENANTS ET INFRASTRUCTURES

VII.2.1. Les services techniques

Le principal service technique régional qui exerce la tutelle dans le domaine de l'Elevage est l'Inspection régionale des Services vétérinaires (IRSV) et ses services déconcentrés en l'occurrence, les quatre inspections départementales des Services vétérinaires (IDSV). Les effectifs étatiques tournent en moyenne autour de 18 Agents composés de docteurs vétérinaires, d'ingénieurs des travaux d'Elevage, et d'agents techniques d'Elevage.

Tableau 10.1 : Répartition et évolution des effectifs du personnel des Inspections de Services Vétérinaires selon le diplôme, par Inspection

Inspections de Services Vétérinaires	Année	Docteur vétérinaire			Ingénieur des Travaux d'Elevage			Agents Techniques d'Elevage			Autres			Ensemble		
		H	F	Ens.	H	F	Ens.	H	F	Ens.	H	F	Ens.	H	F	Ens.
IRSV ²	2012/2013	1	0	1	1	0	1	3	0	3	0	0	0	0	0	5
	2013/2014	1	0	1	1	0	1	3	0	3	0	0	0	0	0	5
IDSV ³ de Tambacounda	2012/2013	0	0	0	1	0	1	1	0	3	0	0	0	0	0	4
	2013/2014	0	0	0	1	0	1	1	0	3	0	0	0	0	0	4
IDSV ⁴ de Bakel.	2012/2013	0	0	0	1	0	1	3	0	3	0	0	0	0	0	4
	2013/2014	0	0	0	1	0	1	3	0	3	0	0	0	0	0	4
IDSV ⁵ de Goudiry	2012/2013	0	0	0	1	0	1	3	0	3	0	0	0	0	0	4
	2013/2014	0	0	0	1	0	1	3	0	3	0	0	0	0	0	4
IDSV de Koumpentoum	2012/2013	0	0	0	1	0	1	2	0	2	0	0	0	0	0	3
	2013/2014	0	0	0	1	0	1	0	0	2	0	0	0	0	0	3
Total	2012/2013	0	0	1	5	0	5	12	0	12	0	0	0	0	0	18
	2013/2014	0	0	1	5	0	5	12	0	12	0	0	0	0	0	18
	Variation %	0	0	1												

Ces effectifs n'ont pas beaucoup évolué entre 2013 et 2014. Le secteur est caractérisé par des effectifs étatiques très faibles, mais il existe des vétérinaires privés quasiment dans chaque département de la région, à cela s'ajoutent des « hygiénistes » formés sur le tas par l'ex PDESOC qui s'activent dans le secteur.

VII.2.2. Les autres intervenants

Parmi les autres acteurs intervenants dans le secteur on note le PDESOC, L'ANCAR, et le PADAER.

Tableau 10.2 : Liste des autres intervenants

Intervenants	Statut (ONG, Association, Projet, Programme de développement, etc..)	Domaine d'intervention	Zone d'intervention
Le PDESOC	Programme de développement,	ELEVAGE	Régions Tamba, Kédougou et Kolda
L'ANCAR	Programme de développement,	AGRICULTURE, ELEVAGE	dans toutes les régions
LE PADAER	Programme de développement,	AGRICULTURE, ELEVAGE	Tamba, Kédougou et Kolda

² IRSV = Inspection Régionale des Services Vétérinaires

³ IDSV = Inspection Départementale des Services Vétérinaires

⁴ IDSV = Inspection Départementale des Services Vétérinaires

⁵ IDSV = Inspection Départementale des Services Vétérinaires

Le principal intervenant direct dans le secteur de l'Élevage est le PDESOC (Projet de Développement de l'Élevage du Sénégal Oriental et de la haute Casamance) qui avait comme objectifs de renforcements des capacités des agents de l'élevage, de la prévention de la santé animale et de mise en place d'infrastructures, est clôturé le 31 Mars 2015. Le PDESOC finançait les porteurs de projet dans le cadre de la promotion de l'auto emploi. Les résultats jugés peu satisfaisants ont amené la BAD (Banque Africaine de Développement) à proposer la prolongation du projet jusqu'en 2016.

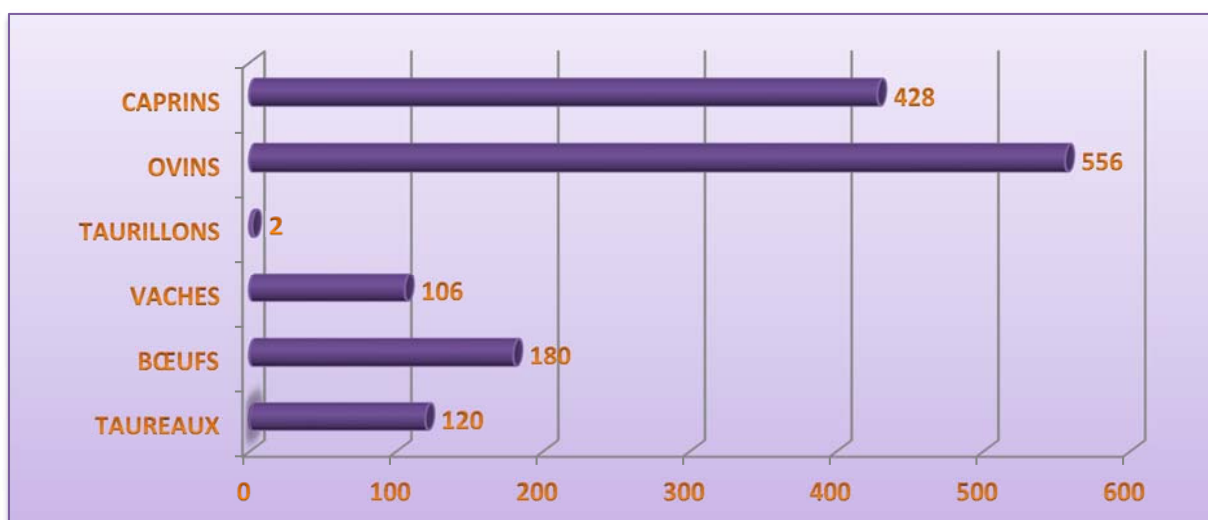
VII.3. LES PRODUCTIONS

VII.3.1. Abattage contrôlé et production de viande en 2014

TAUREAUX		BŒUFS		VACHES		TAURILLONS		OVINS		CAPRINS	
Nbre	Poids	Nbre	Poids	Nbre	Poids	Nbre	Poids	Nbre	Poids	Nbre	Poids
120	11760	180	21240	106	7890	2	109	556	6696	428	3996

Le nombre de bovins abattus dans les SERAS et contrôlés par les services vétérinaires sont estimés 408 têtes avec un poids total de 40 999 Kg. La valeur commerciale est estimée à 81 998 000 FCFA.

S'agissant des petits ruminants, ils sont estimés au total à 984 têtes et pèsent 10 690Kg avec une valeur commerciale qui est estimée à 26 730 000 FCFA.



VII.3.2. La production de viande et d'œufs de volaille

L'état actuel des statistiques disponibles ne permet pas d'analyser la production de viande et d'œufs de volaille. En effet, l'aviculture n'est pas très développée et organisée dans la région de Tambacounda. On y distingue deux types d'aviculture : l'aviculture traditionnelle dominante et celle moderne. Le climat non favorable caractérisé généralement par une forte température tournant aux environs de 42° constitue la principale contrainte. A cela s'ajoutent les maladies à l'instar de la pseudo peste aviaire (maladie de NEW CASTEL) qui fait des ravages. Toutefois, des solutions sont prises pour y remédier ; la CARITAS a mis sur place un comité avec l'Inspection Régionale des Services Vétérinaires pour concevoir un type d'habitat qui sera adapté au climat et la SIF (Soutien Islamique Française) aide les populations dans le cadre de petits élevages. Cependant, on note un léger frémissement dans le secteur de l'aviculture au niveau de la région, de plus en plus d'acteurs commencent à s'activer dans l'élevage de poulet de chair.

VII.3.3. La production contrôlée de lait, de miel et des cuirs et peaux

Compte tenu de l'inexistence de statistiques régionales concernant La production contrôlée de lait, de miel et des cuirs et peaux, dans notre prochaine publication, ce sous point sera l'objet d'une collecte directement auprès des acteurs concernés.

VII.4. DIAGNOSTIC DU SECTEUR

POTENTIALITES/ATOUTS

- Des pâturages encore sous exploitées, qui abondant qui représentent 16% du territoire régional
- La disponibilité de vastes pâturages naturels
- L'existence de races animales adaptées aux conditions écologiques et climatiques
- Des sous-produits agricoles et agro industriels non valorisés
- L'existence d'un marché national de la viande et de sous-produits agricoles.

CONTRAINTE

- Pression et impact négatif de la mobilité pastorale sur les ressources naturelles
- La faible pratique de collecte, de culture et conservation de fourrages
- Difficulté d'accès à la zone de la Falémé pour les services vétérinaires
- La destruction des pâturages naturels par les feux de brousse
- Vente informelle de produits vétérinaires et pratique illicites de médecine vétérinaire
- Manque d'équipement de conservation, de transformation des productions animales et insuffisance de parcs à vaccination
- Vol de bétail
- Tarissement précoce des points d'eau et de leur insuffisance.

Perspectives

- Promotion et facilitation de l'accès au crédit pour les éleveurs
- Renforcement des capacités des éleveurs
- Augmentation des infrastructures d'élevage
- Renforcer le personnel et le budget des services vétérinaires
- subvention des intrants et équipements pastoraux
- Poursuite des opérations d'insémination artificielle
- Augmentation de la disponibilité en eau
- Lutte contre le vol de bétail
- Lutte contre les feux de brousse.

VIII.1. INTRODUCTION

L'activité de pêche se développe de plus en plus dans la région. Les fleuves et les marres constituent les principales zones de production des espèces halieutiques dans la zone. Les différentes espèces pêchées sont : les sardinelles rondes, les sardinelles plates, ainsi les autres espèces telles que les carpes blanches, les mullets, les carpes rouges, les dorades, les mérous blancs, etc. Les départements de Bakel et de Tambacounda comportent les principaux sites de débarquement. Le secteur de la Pêche intéresse de plus en plus de nombreux acteurs qui s'investissent dans la commercialisation du poisson dans les villages alentours et les marchés hebdomadaires.

VIII.2. LES SERVICES TECHNIQUES, LES AUTRES INTERVENANTS ET LES INFRASTRUCTURES

VIII.2.1. Les services techniques

Le principal service technique intervenant dans ce secteur est le Service Régional des Pêches (SRP) avec principalement ses deux Antennes départementales de Tambacounda et Bakel.

Le SRP est caractérisé par la faiblesse de ses effectifs, les effectifs sont composés d'Inspecteurs des Pêches, de techniciens supérieurs des Pêches et d'agents techniques.

Tableau 11.1 : Répartition et évolution des effectifs du personnel des services de pêche selon le diplôme, par service

Diplômes	Sexe	SRP ⁶			Département Tamba			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
		2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %
Inspecteur des pêches	Masc.	1	1	0				1	1	0							2	2	0
	Fem.																		
	Tot.	1	1	0				1	1	0							2	2	0
	Fem.																		
	Tot.																		
Technicien supérieur des pêches	Masc.				1	1	0	1	2	50							2	3	33
	Fem.																		
	Tot.				1	1	0	1	2	50							2	3	33
Agent technique des pêches	Masc.				1	1	0	2	2	0							3	3	0
	Fem.																		
	Tot.				1	1	0	2	2	0							3	3	0
Autres	Masc.	6	4	-33	2	2	0										8	6	-25
	Fem.																		
	Tot.	6	4	-33	2	2	0										8	6	-25
Ensemble	Masc.	7	5	-28	4	4	0	4	5	20							15	14	-7
	Fem.																		
	Tot.	7	5	-28	4	4	0	4	5	20							15	14	-7

Source : Service Régional des Pêches de Tambacounda

Les effectifs ont évolué négativement entre 2013 et 2014 passant de 15 agents à 14 Agents soit une baisse de 7%.

VIII.2.2. Les autres intervenants

En lieu et place des autres intervenants qui n'existent pas dans la région, il faut souligner que sur un financement de l'UEMOA, des enquêteurs ont été formés pour le

⁶ SRP = Service Régional des Pêches

suivi des statistiques concernant les mises à terre au niveau de certains sites comme Gouloumbou, Nettéboulou et Dialacoto.

VIII.2.2.1. Les infrastructures

Parmi les infrastructures, on note une absence totale de quai de Pêche et surtout l'existence de 3 complexes frigorifiques dont 2 dans le département de Tambacounda et 1 dans le département de Bakel.

Tableau11.2 : Répartition et évolution du nombre d'infrastructures de pêche par circonscription administrative

Infrastructures	Département Tamba			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %
Quais de pêche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Complexes frigorifiques	2	2	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	3	3	0

Sources : Service Régional des Pêches de Tambacounda

Il n'existe pas dans la région des fabriques de glace, des Marchés modernes aux poissons, encore moins d'usines de transformation de produits halieutiques.

VIII.3. LA PECHE ARTISANALE

VIII.3.1. Les sites et l'armement de pêche

En 2014, il existe dans la région 46 villages de pêcheurs dont 29 dans le département de Tambacounda et 17 dans le département de Bakel. Quant au nombre de pêcheurs, il est passé de 1439 en 2013 à 1200 en 2014 soit une baisse de 16%.

Tableau11.3 : Evolution des sites, des pêcheurs et de l'armement selon le type de pêche, par circonscription administrative

Circonscriptions administratives	Année	Nombre de villages de pêcheurs	Nombre de pêcheurs	Nombre de pirogues
		PC ⁷	PC	PC
Département de Bakel	2013	17	1061	376
	2014	17	897	342
Département de Tambacounda	2013	29	378	79
	2014	29	303	70
TOTAL	2013	46	1439	455
	2014	46	1200	412
	Variation %	0	-16	-9

Source : Service Régional des Pêches de Tambacounda

Le nombre de pirogues a évolué dans le même sens que le nombre de Pêcheurs avec une baisse de 9% ce qui fait passer leur nombre de 455 en 2013 à 412 en 2014. Cette baisse constatée des effectifs de pêcheurs trouve son explication dans le départ des jeunes soit en destination des « Diouras » à la recherche de l'or ou alors vers l'émigration par la traversée de la Méditerranée. L'armement de la pêche artisanale dans la région de Tambacounda est constitué de pirogues à voile, de palangres, de filets dormants, de filets éperviers, de lignes, de pièges, de scènes de plage et de filets maillant dérivant.

Tableau11.4 : Evolution de l'armement de la pêche artisanale selon le type, par circonscription administrative

Armement		Département Tambacounda			Département Bakel			Région		
		2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %
Embarcation	Pirogues à moteur									
	Pirogues à voile	79	70	-11	376	342	-9	455	412	-9
	Total embarcations	79	70	-11	376	342	-9	455	412	-9
Engin de pêche	Palangre		120			484			604	
	Senne de plage					10			10	
	Senne tournante									
	Filet maillant dérivant					150			150	
	Filet maillant									

⁷ PC = Pêche Continentale

Armement	Département Tambacounda			Département Bakel			Région		
	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %
encerclant									
Filet dormant		84			336			142	
Filet filtrant à crevette									
Filets épervier		20			80			100	
Ligne		62			249			311	
Piège		19			76			95	
Autres		151			603			754	
Total engins de pêche		456			1988			2444	

Source : Service Régional des Pêches de Tambacounda

En plus des 412 pirogues citées au point précédent, en 2014, on note 604 palangres, 10 sennes de plage, 150 filets maillants dérivants, 142 filets dormants, 100 filets éperviers, 311 lignes, 95 pièges, et 754 autres soit au total 2444 engins de pêche.

VIII.3.2. La production

En 2014 il y'a eu au total 1821 tonnes de mises à terre dont 1271 tonnes dans le département de Bakel et 550 tonnes dans le département de Tambacounda.

Tableau 11.2 : Evolution de la production de la pêche artisanale selon le type de pêche, par circonscription administrative

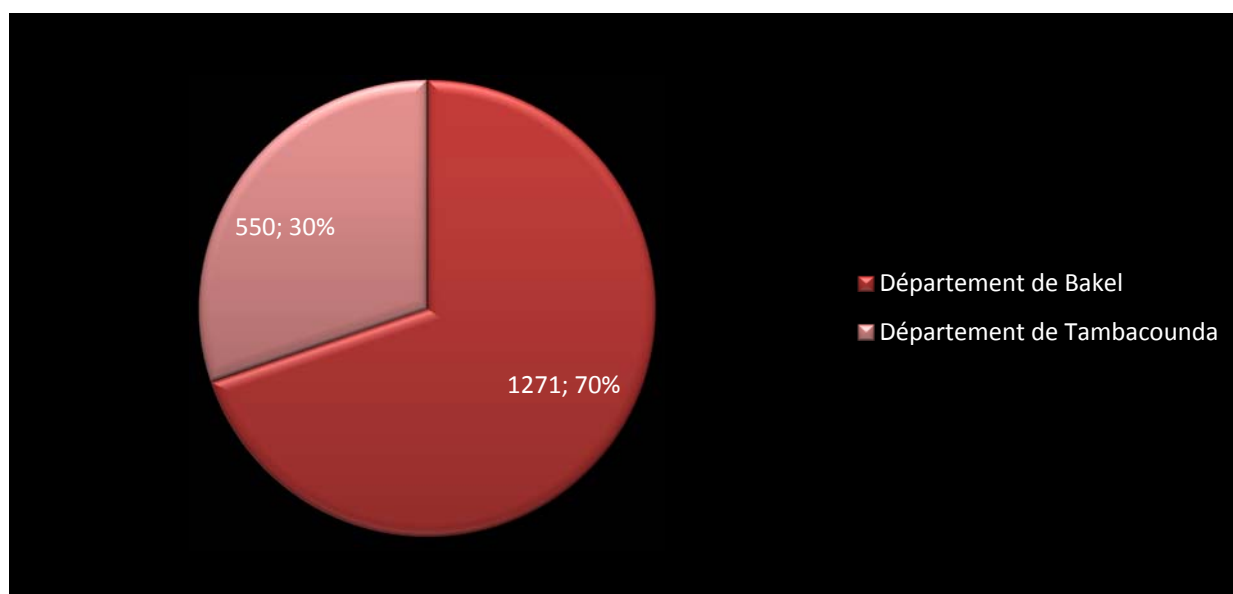
Circonscriptions administratives	Année	Quantités de poisson (T)	Valeurs (F CFA)
		PC	PC
Département de Bakel	2014	1271	1446250525
Département de Tambacounda	2014	550	350852685
TOTAL	2014	1821	1797103210

Source : Service Régional des Pêches de Tambacounda

La valeur de la production de la Pêche en 2014 est estimée à 1 797 103 210 FCFA dont 1 446 250 525 FCFA dans le département de Bakel et 350 852 685 Frs CFA dans le département de Tambacounda.

Il n'y a pas de mollusques et de crustacés dans la région : on y pêche que du poisson.

Graphique 11.1 : Répartition de la production de pêche artisanale de type PC en 2014



VIII.3.3. La ventilation de la production

En 2014, 1346 tonnes ont été destinées à la consommation locale, 364 tonnes au mareyage, 91 tonnes à la transformation artisanale soit au total 1821 tonnes.

Tableau 11.3 : Ventilation de la production artisanale selon la destination et l'année, par circonscription administrative

Destinations	Département Tambacounda	Département Bakel	Région
	2014	2014	2014
Consommation locale	413	953	1366
Mareyage	110	254	364
Transformation industrielle			
Transformation artisanale	27	64	91
Total	550	1271	1821

Source : Service Régional des Pêches de Tambacounda

La ventilation de la production de la pêche artisanale selon l'espèce, l'année et la destination suit quasiment la même tendance que point précédent avec un total de 1821 Tonnes de poisson en 2014.

VIII.3.4. La transformation des produits de la pêche artisanale

Pour ce qui concerne les activités de transformation, on note comme type de produits transformés : les Guédj, le Kéthiakh, le Tambadiang, et le salé séché, cependant le principal produit transformé est le Tambadiang avec 64 tonnes (70,3%).

Tableau 11.4 : Répartition et évolution des quantités et valeurs des produits transformés selon le type

Type de Produits transformés	2014	
	Poids (tonne)	Valeur (1000 FCFA)
Tambadiang	9	11 250
Salé Séché	64	80 000
Autres	18	36 000
Total	91	127 250

Source : Service Régional des Pêches de Tambacounda

Les produits transformés ont produit 127 250 FCFA en 2014 dont 11 250 FCFA provenant du Tambadiang et 80 000 FCFA (62,9%) provenant du Salé Séché.

La Répartition et évolution des produits de la pêche artisanale selon la destination finale, par circonscription administrative suit quasiment la même allure que le point sur la ventilation de la production notamment dans le département de Tambacounda et le département de Bakel.

VIII.4. L'AQUACULTURE

VIII.4.1. Les infrastructures et producteurs ou promoteurs aquacoles

Dans la région de Tambacounda, la pisciculture y est encore à l'état embryonnaire.

VIII.4.2. La situation de la production aquacole

En 2014, il y'a eu 0,03 ha de superficie piscicole totale aménagée totalement empoissonnée ce qui correspond ayant donné 1 tonne de poissons récoltés.

Tableau 11.5 : Evolution de la situation de la production aquacole dans la région de Tambacounda

Indicateurs	2014
Superficie piscicole totale aménagée (ha)	0,03
Superficie totale empoisonnée (ha)	0,03
Quantité empoisonnée (tonne)	0,05
Quantité de poissons récoltée (tonne)	1
Prix de vente du produit (franc/kg)	2000
Aliment local et importé (tonne)	1

Source : Antenne régionale de Tambacounda, Agence Nationale de l'aquaculture

Parmi les espèces élevées, il y'a les carpes.

VIII.5. CONCLUSION

Les quantités de poissons recueillies dans les principaux sites de débarquement sont insuffisantes eu égard à la demande. Cependant, le mareyage constitue un appoint important dans l'approvisionnement de la population en poissons frais. Le marché local est régulièrement approvisionné en poissons à partir des différentes zones de pêche établies dans les autres régions du pays grâce au mareyage.

DIAGNOSTIC DU SECTEUR

Atouts et potentialités

- La région dispose de ressources en eaux :
Eau de surface (fleuve Gambie, fleuve Sénégal, les multiples affluents tels que la Falémé, le Niérikou et les mares)
- La pluviométrie est favorable.

CONTRAINTES

- Niveau d'équipement faible des pêcheurs
- Absence d'aménagement des mares et des cours d'eau
- Inexistence de crédits pour appuyer les initiatives locales
- Inaccessibilité de certaines zones en hivernage

- Absence d'un programme de renforcement de capacités pour les pêcheurs
- Difficultés liées à la commercialisation et à la conservation
- Non délimitation des plans d'eau et des zones de frayère.

Perspectives et projets en cours d'exécution

La construction des complexes frigorifiques de Koussanar, Tambacounda, Kidira et Kédougou rentre dans la politique de conservation des produits de la pêche initiée par l'Etat en collaboration avec la coopération indienne pour un coût global de 4,5 milliards destinés à la réalisation de 15 complexes frigorifiques.

D'autres projets ont été identifiés comme :

- L'aménagement de la mare de Padan et la construction d'une digue au niveau du canal reliant la mare et le fleuve Gambie
- L'aménagement de la mare de Sayéco
- L'aménagement de la mare Nganikoye à Bantantinti
- L'aménagement de la mare de Guénoto Dalla à Guénoto
- L'aménagement de la mare de BilelKandianki à Faraba
- L'aménagement de la mare Sibokoro à Gouloumbou
- La construction d'un bassin de repeuplement à Gouloumbou
- L'aménagement de la mare de Sankagne à Sankagne
- L'aménagement de la mare de Koar à Koar
- L'aménagement de la mare de Adjaffe à adjaffe
- La Construction d'enclos à chaque 3 km le long de la Falémé.
- La Construction d'un bassin de repeuplement à Kidira
- La Construction d'un débarcadère à Bakel Commune au niveau du fleuve Sénégal
- L'aménagement de la mare de Dare Salam à Bakel Commune
- La Transformation du lac Collinaire en bassin de repeuplement à Bakel Commune.
- L'aménagement de la mare de Manissouba
- La construction d'un bassin de repeuplement

- Aménagement de la mare de ManiWalo
- Aménagement de la mare de Manidiéri
- Aménagement de la mare de Sakinetéré.

Le conseil local de la pêche est envisagé comme étant le cadre le mieux indiqué pour être le réceptacle de la concession de droits d'accès au niveau local.

Le conseil de la pêche pourrait veiller au respect de la réglementation de la pêche et d'une manière générale à la régulation de l'activité de pêche, à condition que ces décisions soient coercitives et basées sur le consensus.

IX.1. INTRODUCTION

La région de Tambacounda, zone éco-géographique de l'Est et du Sud-Est compte 11 855,59 km² de superficies classées (soit 27,8% du territoire régional). Elle est caractérisée par un relief globalement plat avec quelques collines dans le département de Bakel. Elle présente également quelques dépressions constituées de vallées fossiles et, entre autres, celles du fleuve Sandougou et du Mayeldiby. Le terroir régional est caractérisé par la présence de plusieurs mares dont quelques rares sont permanentes.

La région se situe dans les zones phytogéographiques soudano-sahélienne et soudano-guinéenne. Une telle situation lui confère une biodiversité très importante. Elle est entre les isohyètes 450 et 1200 mm, ce qui la place parmi les régions les plus pluvieuses du pays notamment durant les mois d'août et septembre. La saison des pluies dure 4 à 5 mois et son installation s'effectue de manière échelonnée du Sud au Nord ; ainsi, la quantité d'eau et le nombre de jours de pluie sont croissants du Nord au Sud.

Dans ce chapitre largement documenté par le Rapport annuel de l'Inspection des Eaux et Forêts nous avons retenu de développer : les services techniques et les autres intervenants, la gestion du domaine forestiers, la lutte contre les Feux de brousse, le reboisement et la conservation des sols, l'exploitation forestière et la gestion de la faune et la chasse.

IX.2. LES SERVICES TECHNIQUES ET LES AUTRES INTERVENANTS

IX.2.1. Les services techniques

Le Principal service technique intervenant dans le secteur des ressources naturelles est l'Inspection Régionale des Eaux et Forêts (IREF) et ses services déconcentrés comme les Brigades et Postes de Contrôle.

Ses effectifs sont composés d'Ingénieurs des Eaux et forêts (IEF), d'Ingénieurs des travaux des Eaux et Forêts (ITEF), d'Agents Techniques des Eaux et Forêts (ATEF), de Gardes Forestiers, et de personnel contractuels.

Tableau 12.1 : Evolution des effectifs du personnel des services des Eaux et Forêts selon le diplôme, par service

Diplômes	Sexe	IREF			Département Tamba			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
		2013	2014	Variation	2013	2014	Variation	2013	2014	Variation	2013	2014	Variation	2013	2014	Variation	2013	2014	Variation
Ingénieur des Eaux et Forêts	Masc.	1	2	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2	100
	Fem.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total	1	2	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2	100
ITEF	Masc.	2	1	-50	1	0	-100	1	1	0	1	1	0	1	1	0	6	4	-33,3
	Fem.	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
	Total	3	2	-33,3	1	0	-100	1	1	0	1	1	0	1	1	0	7	5	-28,6
ITPN[3]	Masc.	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0,0
	Fem.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
	Total	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0,0
Agent Technique des Eaux et Forêts	Masc.	2	2	0	9	11	22,2	4	4	0	4	8	100	6	6	0	25	31	24,0
	Fem.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
	Total	2	2	0	9	11	22,2	4	4	0	4	8	100	6	6	0	25	31	24,0
Gardes Forestiers	Masc.	3	0	-100	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	3	3	0,0
	Fem.	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0,0
	Total	3	0	-100,0	0	2	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	3	4	33,3
Personnel Contractuel	Masc.	6	5	-16,7	1	1	0	2	2	0	1	1	0	0	0	0	10	9	-10,0
	Fem.	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0,0
	Total	6	5	-16,7	2	2	0	2	2	0	1	1	0	0	0	0	11	10	-9,1
Ensemble	Masc.	14	10	-28,6	11	14	27,3	7	7	0	6	11	83,3	7	8	14,3	45	50	11,1
	Fem.	1	1	0	1	2	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	3	50,0
	Total	15	11	-26,7	12	16	33,3	7	7	0	6	11	83,3	7	8	14,3	47	53	12,8

Source : IREF de Tambacounda

Au total, le service compte 53 agents en 2014 contre 47 en 2013 soit une augmentation de 12,76%. Dans cet effectif, on note 2 Ingénieurs des Eaux et Forêts, 31 Agents

Techniques des Eaux et Forêts, 4 Gardes Forestiers, 6 Ingénieurs de Travaux des Eaux et forêts et 10 personnels contractuels.

IX.2.2. Les autres intervenants

Les autres intervenants dans le secteur sont le PROGEDE 2, le PAPIL, et le PEDESOC.

Tableau 12.2 : Autres intervenants selon le statut, les domaines et zones d'intervention dans la région

Intervenants	Statut (ONG, Association, Projet, Programme de développement, etc...)	Domaines d'intervention	Zones d'intervention
PROGEDE 2	Projet, Programme de développement	Formation des populations pour la gestion durable des massifs forestiers aménagés	Les communes de la région concernée par la gestion des massifs aménagés
PAPIL	Projet, Programme de développement	Lutter contre l'érosion et conserver les eaux de surface au profit de l'agriculture	La réhabilitation d'anciennes marres et la restauration des zones les plus touchées par l'érosion
PEDESOC	Projet, Programme de développement	Consolidation et développement du pastoralisme	Zone de prédilection d'éleveur notamment à Koumpentoum

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts de Tambacounda

Ces autres intervenants sont des Projets et Programmes de développement qui ont pour mission :

- La formation des populations pour la gestion durable des massifs forestiers aménagés
- La lutte contre l'érosion et la conservation des eaux de surface au profit de l'agriculture
- La consolidation et le développement du pastoralisme.

IX.3. GESTION DU DOMAINE FORESTIER

IX.3.1. Présentation du domaine forestier régional

A l'image de la région, le domaine forestier régional est caractérisé par son immensité soit 5082,51 km². Le département de Tambacounda à lui seul compte 2382,11 km² soit un taux de classement de 6 %. On peut retenir que le taux de classement au niveau régional est estimé à 12%.

Tableau 12.3 : Situation du domaine classé, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Superficie (km ²)	Forêts Classées		Taux de classement (%)
		Nombre	Superficie (Ha)	
Département Bakel	une partie de la zone d'intervention cynégétique de la Falémé			
Département Goudiry	709,4	4	70940	2%
Département Koumpentoum	1991	4	199100	5%
Département Tambacounda	2382,11	6	238211	6%
Région	5082,51	14	508251	12%

Taux de classement calculé sans les données de Bakel car pas encore publiées

Source : Inspection régionale des eaux et Forêts

On retrouve dans le département de Bakel une partie de la Zone d'Intervention Cynégétique (ZIC) de la Falémé, une partie du Parc national du Niokolokoba dans le département de Tambacounda. On note également 14 Forêts classées et plus d'une vingtaine de Zones amodiées.

IX.3.2. Lutte contre les feux de brousse

L'origine de ces feux est, dans la plupart des cas, inconnue mais émane à coup sûr de l'action de l'homme, car les feux naturels comme ceux occasionnés par la foudre sont rares. Dans tous les cas, la fréquence des feux prouve d'une part que le travail de sensibilisation entrepris dans ce domaine auprès des populations est insuffisant et doit être poursuivi. Les superficies brûlées varient d'un département à un autre avec beaucoup plus de perte au niveau du tapis herbacé qui reste très vulnérable.

IX.3.3. Lutte préventive

En 2014, on note au total 369 Comités de lutte contre 346 comités en 2013 soit une hausse de 6,6 %. Ces comités peuvent être répartis en trois groupes selon leur niveau d'équipement : les comités équipés, les comités sous équipés, et les comités pas du tout équipés.

Tableau 12.4 : Evolution de la situation des comités de lutte contre les feux de brousse, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	Comités de lutte contre les feux de brousse				
		Equipés	Sous - équipés	Pas du tout équipés	Total	%
Département Bakel	2013	2	30	7	39	5%
	2014	18	20	2	40	45%
	Variation %	800.0	-33.3	-71.4	2.6	115%
Département Goudiry	2013	2	44	1	47	4%
	2014	19	20	8	47	40%
	Variation %	850.0	-54.5	700.0	0.0	57%
Département Koumpentoum	2013	0	140	9	149	0%
	2014	21	110	2	133	16%
	Variation %		-21.4	-77.8	-10.7	0%
Département Tambacounda	2013	0	110	1	111	0%
	2014	16	130	3	149	11%
	Variation %		18.2	200.0	34.2	0%
Région	2013	4	324	18	346	1%
	2014	74	280	15	369	20%
	Variation %	1750.0	-13.6	-16.7	6.6	102%

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts de Tambacounda

En 2014, les comités équipés sont au nombre de 74 ; donc 20% du total. Ces comités équipés sont surtout concentrés dans le département de Tambacounda et de Bakel. Par ailleurs on note 280 comités Sous-équipés dont la moitié se trouve dans le département de Tambacounda.

Entre autres activités de lutte contre les feux de brousse, il y'a aussi l'organisation de séances d'animation pour sensibiliser les populations sur la préservation de la Forêt.

Tableau 12.5 : Evolution du nombre de séances d'animation et de personnes touchées par celles-ci par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	Séances d'animation	Personnes touchées
		Nombre	Nombre
Département Bakel	2013	9	675
	2014	14	735
	Variation %	55,6	8,9
Département Goudiry	2013	3	750
	2014	11	300
	Variation %	266,67	-60
Département Koumpentoum	2013	29	793
	2014	16	984
	Variation %	-44,83	24,09
Département Tambacounda	2013	44	11042
	2014	55	20450
	Variation %	25	85,20
Région	2013	85	13260
	2014	96	22469
	Variation %	12,9	69,4

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts de Tambacounda

En 2014, près de 96 séances d'animation ont été organisées avec 22469 personnes touchées contre 85 séances en 2013 soit plus de 12% d'accroissement mais c'est dans le département de Tambacounda où ces séances ont été le plus organisées.

IX.3.4. Lutte active

Dans le cadre de la lutte active, contre les Feux de brousse, les comités procèdent à l'ouverture de pare-feu, la réhabilitation, le traitement d'axe routiers, et le traitement de superficie de feux précoces. Au total en 2014, il y'a eu 133 Km de pare-feu ouverts, 146 km de pare-feu réhabilités.

Tableau 12.6 : Situation et évolution des pare-feu et feux précoces réalisés par circonscription administrative

Destinations	Département Tamba			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %
Réseau de pare-feu															
Pare-feu ouverts (km)	56	75	33,93	3	2	-33,33	32	44	37,5	33	12	-64	124	133	7,26
Pare-feu réhabilités (km)	66	62	-6,06	0	10	0	17	12	-29,41	25	62	148	108	146	35,19
Pare-feu non réhabilités (km)	21	25	19,05	9	10	11,11	13	27	107,69	14	11	-21,43	57	73	28,07
Total réseau pare-feux (km)	143	162	13,29	12	22	83,33	62	83	33,87	72	85	18,06	289,00	352,00	21,80
Feux précoces															
Longueur axes routiers traités avec des feux précoces	122000	80000	-34,43	1000	12000	-34957,1	25000	45000	-112,87	15188	169000	-15072,59	163188	113400	-852
Superficies de forêts traitées avec des feux précoces	100600	150000	49,11	167	300	510,9	72525	80000	1465,77	150000	170000	1059,80	188292	175300	16441

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts de Tambacounda

Concernant la lutte contre les feux précoces, les comités de lutte ont traité une longueur de 113 km d'axes routier et une superficie de 175300 ha de feux précoces.

Au cours de cette campagne 2013/2014, soixante-dix (70) cas de feux de brousse ont été enregistrés pour une superficie brûlée de 11060 ha. On note que le nombre de cas a augmenté comparativement à la campagne précédente (65 cas), et les superficies

endommagées sont nettement en hausse de 3411 ha. C'est surtout dans le département de Bakel qu'on retrouve plus de cas de feux de brousse en 2014 soit 40 cas avec seulement 2500 ha brûlés.

Tableau 12.7 : Evolution de la situation des feux de brousse par circonscription administrative

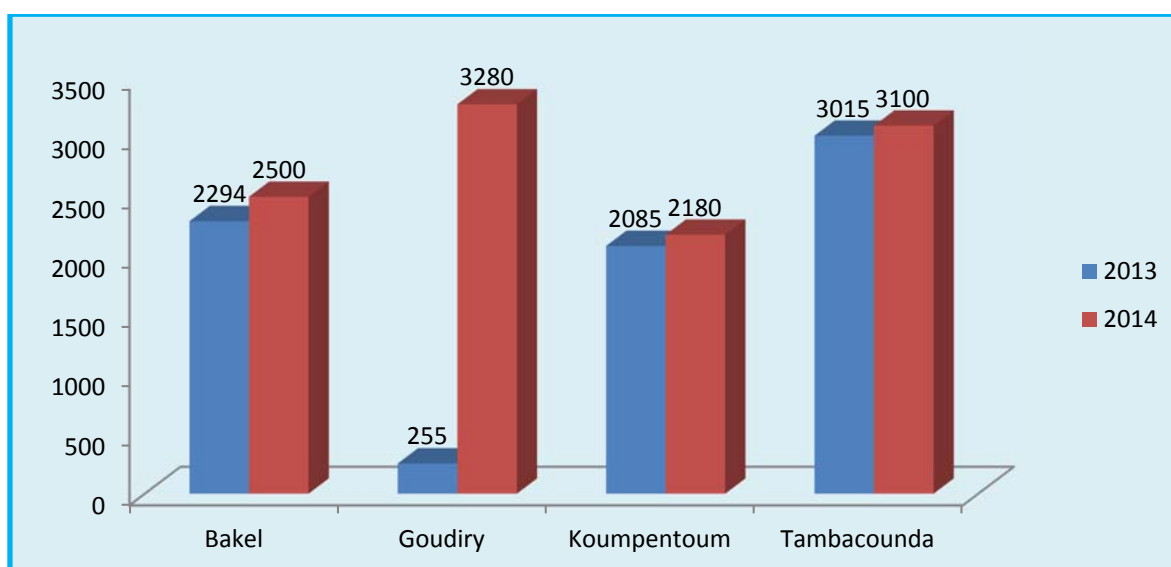
Circonscription administrative	2013		2014		Variation en %	
	Nb de cas	Superficies brûlées (ha)	Nb de cas	Superficies brûlées (ha)	Nb de cas	Superficies brûlées
Département de Bakel	49	2294	40	2500	-18	9
Département de Goudiry	5	255	12	3280	140	1186
Département de Koumpentoum	7	2085	6	2180	-14	5
Département de Tambacounda	4	3015	12	3100	200	3
Région	65	7649	70	11060	8	45

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts de Tambacounda

Cependant les 12 cas enregistrés dans le département de Goudiry ont fait plus de dégâts en brûlant 3280 ha.

La forêt a subi moins de ravage des feux de brousse dans le département de Koumpentoum avec 6 cas et 2180 ha. Dans cette lutte il faut y associer l'engagement des partenaires comme le PAPIL, la RTS, le PROGEDE, etc.

Graphique 12.1 : Evolution de la situation des feux de brousse par circonscription administrative



IX.3.5. Reboisement et conservation des sols

IX.3.5.1. Production de plants

La production de la région reste toujours dominée par la Régie qui avec 16 pépinières a produit en 2014 près de 481 000 plants, ensuite viennent les privées –individuelles avec 66 100 plants dans 23 pépinières. On note également un grand effort des pépinières scolaires, jadis considérées comme le maillon faible de la chaîne, qui ont réalisé 10 pépinières et produit 15000 plants en 2014.

Tableau 12.8 : Répartition et évolution du nombre de pépinières et de plants produits par circonscription administrative

Type de pépinière	Département Tamba			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région			
	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	
Régie	pépinières	4	4	0	2	2	0	6	6	0	4	4	0	16	16	0
	plants	218 413	350 000	60,246 87175	13 600	15 000	10,294 11765	28 868	25 000	- 13,40	82 182	91 000	10,73	343 063	481 000	40,21
Villageois	pépinières	6	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	6	0
	plants	409 0	600 0	46,699 2665	0	0	0	0	0	0	0	0	0	409 0	600 0	46,70
Communautaires	pépinières	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1	1	0	2	2	0
	plants	0	0	0	0	0	0	20 0	35 0	75	20 0	18 0	- 10	400	530	32,5
Privées / Individuelles	pépinières	17	17	0	0	0	0	1	1	0	5	5	0	23	23	0
	plants	500 00	610 00	22	0	0	0	19 0	60 0	215 ,79	55 50	45 00	- 18,92	557 40	661 00	18,59
Scolaires	pépinières	0	0	0	10	10	0	0	0	0	0	0	0	10	10	0
	plants	0	0	0	10 000	15 000	50	0	0	0	0	0	0	100 00	150 00	50
Total	pépinières	27	27	0	12	12	0	8	8	0	10	10	0	57	57	0
	plants	272 503	417 000	53	23 600	30 000	27,12	29 258	25 950	- 11,31	87 932	95 680	8,81	413 293	568 630	37,59

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts de Tambacounda

Quant aux initiatives villageoises et communautaires, on constate que la participation des collectivités locales reste toujours en deçà des attentes malgré les compétences qui leur sont transférées dans le domaine de la protection de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles.

En 2014, c'est surtout la production d'espèces forestières qui plus répandue avec 322 848 plants contre 276 950 plants en 2013 soit un accroissement de 16,5%.

En seconde position il y'a les espèces fruitières avec 29 557 plants en 2014 contre 19 078 plants en 2013 soit 54,9 % de hausse entre ces deux périodes.

La production d'espèces forestières est surtout localisée dans le département de Tambacounda avec 211 250 plants soit 65,4% de la production régionale en 2014 ce cette espèce.

Tableau 12.9 : Répartition et évolution du nombre de plants produits selon l'espèce, par circonscription administrative

Espèces	Département Tambacounda			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
	2013	2014	Varia tion	2013	2014	Varia tion	2013	2014	Varia tion	2013	2014	Varia tion	2013	2014	Varia tion
Forestières	175 520	211 250	20,36	180 00	158 00	-12,22	179 50	169 98	-5,30	654 80	788 00	20,34	276 950	322 848	16,57
Fruitières	250 0	180 00	620,00	200 0	456 1	128,05	800 0	456	-94,30	657 8	654 0	-0,58	190 78	295 57	54,93
Fruitières forestières	400	400 9	902,25	150 0	200 0	33,33	198 4	451 2	127,42	140 00	780 0	-44,29	178 84	183 21	2,44
Ornementales	940 83	183 741	95,30	210 0	763 9	263,76	132 4	398 4	200,91	187 4	254 0	35,54	993 81	197 904	99,14
Total	272 503	417 000	53,03	236 00	300 00	27,12	292 58	259 50	-11,31	879 32	956 80	8,81	413 293	568 630	37,59

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts de Tambacounda

On observe la même tendance pour ce qui concerne les espèces fruitières avec 18 000 plants en 2014 dans le département de Tambacounda soit plus de 60% de la production régionale. On note également un quasi doublement de la production

d'espèces ornementales qui passe de 99 381 Plants en 2013 à 197 904 Plants en 2014 soit un accroissement de 99,13%

L'analyse de la répartition du nombre de plants produits selon l'espèce, par type de plantation révèle que les plantations en Régie sont de loin les plus importantes par rapport au nombre de plants produits toutes espèces confondues.

Tableau 12.10 : Répartition du nombre de plants produits selon l'espèce, par type de plantation

Type de plantation	Espèces								Total	
	Forestières		Fruitières		Fruitières forestières		Ornementales			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Régie	300400	53%	19000	3%	5400	1%	156200	27%	481000	85%
Villageois	3500	1%	557	0%	921	0%	1022	0%	6000	1%
Communautaire	0	0%	0	0%	0	0%	530	0%	530	0%
Privé / Individuelle	6500	1%	10000	2%	12000	2%	37600	7%	66100	12%
Scolaire	12448	2%	0	0%	0	0%	2552	0%	15000	3%
Total	322848	57%	29557	5%	18321	3%	197904	35%	568630	100%

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts de Tambacounda

Parmi les espèces produites, celles forestières sont dominantes et on note par contre une nette progression des espèces ornementales.

IX.4. EXPLOITATIONS FORESTIERES

L'exploitation forestière dans la région de Tambacounda concerne le charbon de bois, le bois d'artisanat, le bois de chauffe, et les produits de cueillette.

En 2014, la région a produit 391 631 quintaux de charbon de bois contre 387 270 quintaux en 2013 soit une légère hausse de 1,1%. Par ailleurs, la production de bois d'artisanat a connu une baisse de 60% passant ainsi de 28 440 stères en 2013 à 11460 en 2014.

Dans la même période, le bois de chauffe et les produits de cueillettes passent ont connu une hausse respective de 12,4% et 76,4%. Les produits de cueillettes ont d'ailleurs rapporté 11136750 Frs CFA en 2014 contre 11256360 en 2013

Tableau 12.11 : Evolution des quantités et valeurs de la production forestière par circonscription administrative

Espèces		Département Tamba			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
		2013	2014	Variatio	2013	2014	Variatio	2013	2014	Variatio	2013	2014	Variatio	2013	2014	Variatio n %
Charbon de bois	Qté (quintaux)	167641	178913					219629	214719					387270	391631	1,13
	Valeur (FCFA)	117348700	125239100					153740300	150303300					271089000	274141700	1,13
Bois d'artisanat	Qté (stères)	9480	3820					18960	7640					28440	11460	0,00
	Valeur (FCFA)	60909000	24543500					121818000	49087000					182727000	73630500	0,00
Bois de chauffe	Qté (stères)	14850	34275					15450	40000		3344	1200		33644	75475	124,33
	Valeur (FCFA)	7425000	17137500					7725000	20000000		1672000	600000		16822000	37737500	124,33
Produits de cueillette	Qté (tonnes)	164,424	431		15	19		421	587		150	287		750,424	1324	76,43
	Valeur (FCFA)	2466360	3625331,76		225000	159817,4094		6315000	4937516,805		225000	2414084,026		11256360	11136750	-1,06

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts de Tambacounda

IX.5. GESTION DE LA FAUNE ET CHASSE

IX.5.1. Potentiel faunique

La région de Tambacounda constitue le dernier bastion de la faune du Sénégal. En effet, la région renferme une faune riche et variée. On y trouve des oiseaux, des mammifères, des batraciens, des amphibiens, des reptiles, des insectes, etc.

On y rencontre également les espèces soudaniennes, comme l'hippopotame, et les espèces sahéliennes (gazelle). L'existence de cette faune est la conséquence d'un habitat bien préservé par endroits, avec des conditions de sécurité pour la survie des espèces

Le principe de l'amodiation consiste, dans le respect de la législation en matière de gestion des terres du terroir, à attribuer en dehors des aires protégées un territoire de chasse à aménager sur lequel le droit de chasse, exclusivement dévolu à l'Etat, est loué à une personne physique ou morale. Cette location par l'Etat de ses droits de chasse est formalisée par un contrat dont les clauses sont fixées par un cahier de charges.

En 2014, la région compte 20 zones amodiées contre 19 en 2013.

Elles sont surtout concentrées dans le département de Goudiry où on trouve 8 zones amodiées.

Tableau 12.12 : Répartition et évolution du nombre et des superficies des zones amodiées, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Nombre de Zones amodiées			Superficie (en ha)		
	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %
Département de Bakel	3	3	0	120000	120000	0
Département de Goudiry	7	8	14,39	429000	474000	10,5
Département de Koumpentoum	3	3	0	170000	170000	0
Département de Tambacounda	6	6	0	256000	256000	0
Région	19	20	5,3	975000	1020000	4,6

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts de Tambacounda

Ensuite il y a 3 dans le département de Bakel, 6 dans le département de Tambacounda, 3 dans le département de Koumpentoum.

Ces zones amodiées couvrent une superficie de 1 020 000 ha.

IX.5.2. Résultats des campagnes de chasse

Dans le cadre du tourisme de chasse, en plus du Parc National de Niokolo Koba, il existe dans la région de Tambacounda plusieurs campements de chasse bien aménagés pour recevoir des touristes. Chaque campement organise des safaris touristiques à bord de véhicules bien adaptés dans les limites de la zone amodiée qui lui a été attribuée.

Tableau 12.13 : Evolution des résultats des campagnes de chasse, par circonscription administrative

Désignation	Département Tamba			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %
Nombre de chasseurs	195	123	22,88	71	58	-42,4	179	146	45,92	26	26	-73,63	471	384	284
Nb de pièces de gibiers à poils abattus	52	50	-50,08	24	23	-76,6	62	59	-40,72	24	24	-75,55	163	156	56
Nb de pièces de gibiers à plumes abattus	11969	10962	10861,6	5611	5138	5038,25	14214	13017	12916,9	5611	5611	5510,6	37404	34255	34155

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts de Tambacounda

On note une régression du nombre de chasseurs de 18,4% qui fait passer le nombre de chasseurs de 471 en 2013 à 384 en 2014. Cela s'explique en partie par la crise économique qui frappe surtout les pays de provenance des touristes. Le nombre de pièces de gibiers à poils abattus passe de 163 en 2013 à 156 en 2014 tandis que celui du gibier à plumes abattus passe de 37 404 en 2013 à 34 255 donc tous en baisse à l'image du nombre de chasseurs.

IX.6. DIAGNOSTIC DU SECTEUR

IX.6.1. Atouts

L'Inspection des Eaux et Forêts de Tambacounda contribue à la préservation et à la conservation durable des ressources forestières. En outre, celle-ci participe à la fourniture régulière de bois énergie (bois de chauffe, charbon de bois) au niveau national à travers les massifs aménagés. L'IREF participe aussi à la résolution de la pauvreté en développant des activités génératrices de revenus (apiculture, pisciculture, aviculture, transformation des produits non ligneux etc.)

- Existence de formations forestières diverses (3 589 366 ha soit un taux de 84,19%)
- Existence de 15 forêts classées, le PNNK, la ZIC
- L'importance du domaine forestier confère à la région le titre de centre d'exploitation forestière

- Existence d'une faune riche et diverse allant des grands herbivores à l'avifaune terrestre.

IX.6.2. Contraintes

Malgré les résultats de terrain remarquables nous notons une insuffisance d'agents forestiers et de moyens roulants au regard de la superficie de la région de Tambacounda qui est la plus vaste du pays. Depuis que la gestion des ressources naturelles est transférée aux élus locaux, ces derniers ne prennent pas leurs responsabilités pour les activités de lutte contre les feux de brousse, de reboisement des axes routiers et des places publiques. Il s'y ajoute de plus :

- L'extension des défrichements
- L'envergure de l'exploitation clandestine des ressources
- Les érosions éolienne et hydrique
- La croissance démographique et ses corollaires au niveau des zones d'orpaillage traditionnel
- Le déficit en ressources humaines
- La sur exploitation des ressources forestières
- Les feux de brousse.

IX.6.3. Perspectives

Face une croissante démographique fulgurante du Sénégal, le service forestier est assujettie à augmenter les offres des biens et services des massifs forestiers. C'est pourquoi celui-ci s'inscrit dans une logique à aménager de façon durable plus de massifs afin de répondre à la demande nationale.

X.1. INTRODUCTION

Si on définit l'environnement comme « l'ensemble des éléments qui entourent un individu ou une espèce et dont certains contribuent directement à subvenir à ses besoins », ou encore comme « l'ensemble des conditions naturelles et culturelles susceptibles d'agir sur les organismes vivants et les activités humaines, force est de constater que la région de Tambacounda qui représente un peu plus d'un quart (21,5%) du territoire national mérite qu'on accorde une attention toute particulière au secteur de l'Environnement.

X.2. GESTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES

La région de Tambacounda est confrontée à des problèmes de pollutions et nuisances aussi bien de la population que de l'environnement. Mais, il faut noter dans ce secteur l'absence d'indicateurs fiables et de mesures appropriées quant au niveau de pollution. Cependant, de façon empirique, les observations effectuées montrent des niveaux de pollution et de nuisance importants. Cette situation est également remarquée au niveau des zones de culture où l'on constate une utilisation abusive de produits chimiques dont le contrôle de pesticides et d'engrais chimiques est insuffisant.

A l'image des autres régions du Sénégal, le problème de la gestion du cadre de vie se pose avec acuité dans la région de Tambacounda qui ne dispose pas de décharge contrôlée répondant aux normes environnementales. La seule décharge provisoire existante au niveau de la commune de Tambacounda et qui est utilisée actuellement est une ancienne carrière située à la périphérie de la ville.

Avec l'accroissement de la population, l'urbanisation croissante et le développement des quartiers périphériques, les pratiques les plus courantes en matière de gestion des ordures ménagères sont le dépôt sauvage et l'incinération. Il en est de même dans la zone rurale.

En termes d'élimination, aucune commune ne dispose d'une décharge contrôlée ou de Centre d'Enfouissement Technique. La décharge sauvage constitue la règle dans toutes les communes. Le risque est d'autant plus grand que ces décharges reçoivent tous les types de déchets : ménagers, industriels et même hospitaliers, Ces types de déchets sont retrouvées en général tout le long de la filière, depuis la collecte jusqu'aux lieux de rejets (décharges).

La prolifération de ces dépotoirs sauvages est à l'origine de beaucoup de désagréments sur le plan humain et environnemental; cependant, des efforts importants sont en train d'être réalisés par la Commune de Tambacounda à travers son projet SINVAD (Système Intégré de Nettoyement et de Valorisation des déchets). Ce projet est en train d'expérimenter la valorisation des déchets en compost en rapport avec les CDQ (Comité de Développement de Quartier) ; mais, cette formule n'a pas encore produit de grands résultats.

Il convient de noter que malgré ces efforts, des dépotoirs sauvages d'ordures ménagères subsistent toujours dans certaines localités du fait que ce projet n'intervient que dans une dizaine quartiers sur les 30 que compte la commune.

De même, les communes de Bala, Diawara, Kothiary, Goumbayel, Koar et Kidira sont en train de mener des actions en mettant en place des dispositifs de gestion des ordures ménagères. La commune de Kidira a déjà élaboré son projet d'Assainissement Durable de Kidira (ADK).

L'absence de système collectif d'évacuation des eaux usées dans la région fait que, l'assainissement s'effectue le plus souvent grâce à des réseaux individuels de latrines ou de fosses septiques et la plupart des foyers rejettent leurs eaux usées dans la rue, dans de petites fosses crée à cet effet ; Ce qui constitue autant de conditions favorables à la dégradation du cadre de vie des populations. Pendant l'hivernage, on peut noter des phénomènes d'effondrements de maisons notamment en banco, de ruptures de digues de protection, de destruction de routes et d'ouvrages d'art, d'accentuation de l'érosion hydrique, d'inondations d'habitations avec perte d'effets vestimentaires et de vivres, d'inondations de

périmètres irrigués avec des motopompes emportées souvent par les eaux, d'accentuation du phénomène d'érosion des berges du fleuve, etc.

Par ailleurs, la région de Tambacounda est l'une des principales régions forestières du Sénégal. Cependant, ce couvert végétal subit de fortes pressions du fait notamment de l'exploitation clandestine destinée à la satisfaction des besoins de l'artisanat local (menuiserie). Les espèces végétales les plus prisées sont le Venne (*Pterocarpuserinaceus*), le Dimb (*Cordylapinnata*), le kapokier (*Bombax costatum*) et le Ngediane (*Anogeisusleiocarpus*). Ce phénomène affecte considérablement l'environnement en général et le cadre de vie en particulier. De plus, se sont installés dans la vallée du fleuve Gambie, des dépôts d'hydrocarbures pour les besoins de l'exploitation des périmètres de bananeraie.

X.3. GESTION DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

Le tissu industriel de la région se caractérise essentiellement par sa faiblesse; il est presque impropre de parler d'industries pour la région qui ne compte que de deux usines (SENELEC, SODEFITEX) et des boulangeries, des dépôts de gaz, des dépôts d'hydrocarbures, des stations-services, des scieries et menuiserie – scieries, etc.

Les installations classées pour la protection de l'environnement sont pratiquement tous de deuxième classe. En effet, des privés exploitent des installations de deuxième classe sans autorisation.

La situation qui prévaut dans la région de Tambacounda est contraire aux normes de sécurité requises en la matière et constitue pour les exploitants et les populations environnantes un danger permanent, plus particulièrement les enfants. Le tableau ci-dessous illustre la répartition des installations classées pour la protection de l'environnement de la région.

Tableau 13.1 : Evolution des ICPE selon la nature et la classe

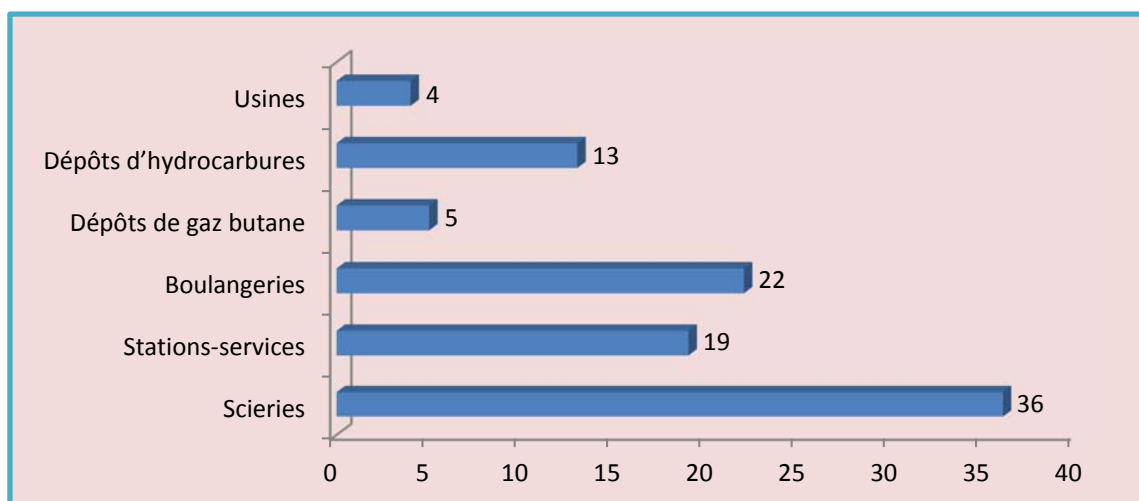
Nature ICPE	Classe	Département Tambacounda			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
		2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %
Scieries	2 ^{ème}	32	35		00	00		00	01		00	00		32	36	
Stations-services	2 ^{ème}	12	13		03	04		01	01		01	01		17	19	
Boulangeries	2 ^{ème}	13	14		05	06		01	01		01	01		20	22	
Dépôts de gaz butane	2 ^{ème}	02	02		02	03		00	00		00	00		04	05	
Dépôts d'hydrocarbures	2 ^{ème}	13	13		00	00		00	00		00	00		13	13	
Usines	1 ^{ère}	02	02		01	02		00	00		00	00		03	04	
Total		74	79		11	15		02	03		02	02		89	99	

Source : Division Régionale de l'Environnement et des Etablissements Classés de Tambacounda

Le recouvrement des droits et taxes superficielles des installations classées pour la protection de l'environnement pose un grand problème. Dans la perspective d'amélioration du taux de recouvrement de la taxe, des campagnes de sensibilisation seront menées.

Le problème de sécurité se pose avec acuité dans le domaine de la commercialisation des produits pétroliers. En effet, en l'absence d'une station-service et avec l'importance du produit pour les ménages et les agriculteurs, des revendeurs se sont installés le long du fleuve et au sein même des maisons. Ce qui, représente un risque grave d'incendie ou d'explosion de ces produits inflammables. Les produits pétroliers y sont stockés sans aucune mesure de sécurité de conservation. En plus de ces installations classées, la région dispose beaucoup de dépôts d'hydrocarbures de boulangeries traditionnelles, des ressources minières et des carrières.

Graphique 13.1 : Répartition des ICPE selon la nature



X.4. ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL (EIE)

C'est la première et la principale étude visant la protection de l'environnement dans l'exécution d'un projet. Cette étude permet, au moment des études de faisabilité, de prendre en compte les contraintes environnementales, au même titre que les contraintes techniques, économiques et sociales. Ces données environnementales permettent d'améliorer les choix décisionnels.

Selon les catégories de projets, la législation exige : soit une étude d'impact légère (AEI), soit une étude d'impact approfondie (EIA). Dans le cas d'une étude d'impact approfondie, une étude de danger est exigée par la réglementation. Cette étude de danger fait l'objet d'un guide méthodologique et a pour finalité d'évaluer les risques que peuvent présenter les installations classées et de proposer des mesures de maîtrise correspondantes.

Conformément aux dispositions de la loi N° 2001-01 du 15 janvier 2001 portant Code de l'Environnement et du décret d'application N° 2001-282 du 12 avril 2001, tout projet de développement ou activité susceptible de porter atteinte à l'environnement et à la santé des populations, de même que les politiques, les plans, les programmes devront faire l'objet d'une évaluation environnementale des impacts potentiels avant leur mise en œuvre.

En effet, pour certains projets et programmes intervenant dans la région, la prise en compte de la dimension environnementale s'est traduite par l'élaboration d'un plan de gestion environnementale et sociale (PGES) dont la mise en œuvre nécessite un suivi et une surveillance de la part des services techniques concernés sous la conduite de la Division Régionale de l'Environnement et des Etablissements Classés de Tambacounda.

X.5. GESTION DE L'ENVIRONNEMENT FLUVIAL/MARITIME ET DE LA DEGRADATION DES SOLS

La région de Tambacounda ne dispose pas de mer et le fleuve Gambie et la Falémé subissent des phénomènes d'érosion par endroits. L'érosion des berges est un mal qui n'a pas encore connu de solution définitive. Ce phénomène est d'autant plus grave qu'elle provoque le recul de la berge, d'où une diminution de la surface cultivable qui va influencer sur la pression foncière et par ricochet sur la baisse du rendement et du revenu des ménages. Un risque environnemental à prendre en compte dans l'aménagement des périmètres irrigués.

Comme solution, la stabilisation des berges par la mise en place d'ouvrage anti-érosive ou des plantations linéaires avec des espèces comme le vétiver, peuvent changer le cours des choses.

Il sévit également dans ces zones des problèmes de pollution due à l'utilisation de produits chimiques (cyanure, mercure, pesticides) et d'hydrocarbures issus des motopompes liés à l'exploitation des périmètres de bananeraies et les activités d'orpaillage.

En dehors du secteur de l'agriculture, d'autres secteurs ont des impacts négatifs sur l'environnement, notamment sur l'érosion des sols.

Ainsi, dans le secteur de l'élevage, les émondages pratiqués par les bergers en période de soudure, de même que les piétinements des troupeaux autour des cours

d'eaux constituent un obstacle à la régénération des espèces végétales et accélèrent par conséquent la dégradation des terres (érosion des sols).

Dans le secteur énergétique, l'utilisation massive de bois ajoutée à la dégradation des conditions climatiques de la région s'est manifestée par une forte régression des ressources forestières. Cette disparition du couvert végétale s'accompagne souvent d'une dégradation sévère des sols.

Sous la pression conjuguée de facteurs climatiques sévères et d'une exploitation excessive des écosystèmes, la dégradation des sols s'est effectuée, se traduisant par une baisse de la productivité et une forte réduction des productions végétales. Pour lutter efficacement contre la dégradation continue des sols, il faut développer l'intensification et la modernisation des productions agricoles et animales sur l'ensemble des zones éco géographiques et mettre en place des ouvrages de DRS/CES pour l'ensemble.

X.6. DIAGNOSTIC DU SECTEUR

X.6.1. Atouts et potentialités

- ✓ L'existence du code de l'environnement ;
- ✓ L'élaboration de la nomenclature des installations classées ;
- ✓ L'élaboration des guides sectoriels pour les études d'impact environnemental ;
- ✓ L'existence d'un guide de danger ;
- ✓ La mise en place du comité régional de validation des évaluations environnementales ;
- ✓ L'existence de circulaires primatoriales sur l'application des dispositions du code de l'environnement relative aux études d'impact environnemental ;
- ✓ L'existence des normes de rejets des eaux ;
- ✓ L'existence de normes sur la qualité de l'air ;
- ✓ L'ensoleillement moyen annuel (7 à 8 heures/jours), peut contribuer à la valorisation de l'énergie solaire ;
- ✓ L'élaboration d'un Plan d'action environnemental régional

X.6.2. Potentialités/atouts

- ✓ Ressources forestières et fauniques très importantes ;
- ✓ Ressources en eau en quantité et en qualité pour les eaux de surface et les eaux souterraines ;
- ✓ Excellentes potentialités minières dans le département
- ✓ Existence d'un système d'informations sur l'environnement (base de données Access) pour le suivi des différentes activités de la DREEC ;
- ✓ Niveau de pollution atmosphérique très faible au niveau de la région compte tenu du faible tissu industriel.

X.6.3. Contraintes

Les contraintes rencontrées sont, entre autres :

- Le manque de personnels d'appui qualifié ;
- La vétusté du véhicule entraînant de lourdes charges d'entretien et de réparation. Ceci contribue au frein de la bonne marche du service ;
- La faible implication des collectivités locales dans la mise en œuvre des compétences transférées ;
- La difficulté pour la régularisation de certaines ICPE (existence de plusieurs Installations classées en situation irrégulière) ;
- Le problème de recouvrement des droits et taxes sur les installations classées;
- L'absence d'une zone aménagée pour abriter les scieries et les menuiseries ;
- La difficulté pour la prise en compte de la dimension environnementale et des changements climatiques dans le développement local par certaines collectivités locales et par certains projets et programmes ;
- L'absence de projets de la DEEC dans la région ;
- L'acuité du péril plastique ;
- Gestion encore défaillante des déchets sur toute la filière (tri, collecte, transport, traitement) ;
- Faible adoption des solutions alternatives de la prise en charge des déchets ;
- L'absence de site pour l'élimination des déchets dans la majorité des communes ;
- Le non-respect des procédures liées à l'évaluation environnementale surtout pour les projets de l'Etat ;
- Le déversement régulier de matières dangereuses (hydrocarbures, produits chimiques) ;
- L'absence de Gendarmerie de l'environnement et d'urgence environnement dans la région ;
- Les problèmes d'érosions hydrique, éolienne et d'excavation du sol accrue ;
- Le non systématisation de l'évaluation environnementale
- Déforestation accentuée occasionnant la perte de la biodiversité, la dégradation des sols, l'érosion aérienne et hydrique, la baisse de la fertilité des sols, etc.

- Forte vulnérabilité des secteurs clés (agriculture, élevage, ressources en eau, pêche, etc.) face aux effets des changements climatiques ;
- Inexistence de décharge contrôlée et de centre d'enfouissement technique pour la région ;
- Non-respect de la réglementation en matière d'évaluation environnementale par certains projets et programmes ;
- Absence d'équipement approprié (incinérateur, bio digesteur, etc.) dans les structures sanitaires pour une gestion écologique des déchets biomédicaux ;
- Absence d'un domaine industriel aménagé pour abriter les activités artisanales pouvant générer des pollutions et nuisances (scieries, menuiseries,...) ;
- Manque de système d'assainissement adéquat pour une gestion écologiquement rationnelle des eaux usées.
- Implantation des scieries à côté des établissements humains causant ainsi des nuisances et pollutions aux populations riveraines;
- Dégradation très avancée des forêts entraînant ainsi une diminution de la séquestration du carbone ;
- Développement de l'orpaillage (exploitation artisanale) dans la zone de la Falémé causant ainsi beaucoup de problèmes environnementaux et sanitaires ;
- Utilisation non rationnelle des produits chimiques (pesticides et engrais) dans le secteur agricole.

XIII.1.1 Perspectives

Afin d'améliorer la conduite des missions de la DREEC, il serait nécessaire de prendre en compte, entre autres, les propositions suivantes :

- Recruter du personnel qualifié pour la DREEC ;
- Mettre en place une brigade chargée de l'environnement au niveau des régions ou à défaut organiser des visites de terrain avec la brigade de l'environnement pour faire respecter les dispositions du code de l'environnement ;
- Faire bénéficier la région des projets de la DEEC pour une meilleure visibilité de nos activités ;
- Doter le service d'un nouveau véhicule ;
- Renforcer les capacités du personnel de la DREEC en pratiques administratives et en gestion de l'environnement de façon générale (évaluation environnementale, gestion des déchets et des produits chimiques, changements climatiques, développement durable, etc.).

XI.1. INTRODUCTION

Au niveau régional, le service qui assure la tutelle de l'Emploi et du travail est l'Inspection Régionale du Travail et de la Sécurité Sociale.

La région de Tambacounda connaît un déficit en unités industrielles et autres structures d'accueil pour l'emploi. Le secteur agricole et agro-forestier demeure le principal pourvoyeur d'emploi. Le secteur des bâtiments et travaux publics participe également à la création d'emplois avec notamment les travaux de chantiers et de construction de route. Dans les communes et en milieu rural, les ONG et les projets de développement jouent un rôle non négligeable dans la promotion de l'emploi des jeunes. Le secteur du Tourisme et de l'Hôtellerie occupe un bon nombre de salariés. Les établissements de pharmacie, de Boulangerie et de Station d'essence participent aussi à la création d'emplois.

Ainsi, en se fondant sur les données disponibles, nous allons analyser dans ce chapitre: l'évolution du nombre d'établissements ouverts, l'évolution du nombre d'établissements fermés, l'évolution du nombre de contrats de travail selon le type, la situation des conflits de travail.

XI.2. L'ACTIVITE ECONOMIQUE

En 2014, d'après les données de l'IRTSS on note 46 établissements ouverts dans la région dont 16 pour la préparation de sites et construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil soit 35% et 8 établissements dans le domaine de l'agriculture, élevage et chasse. Il y'a également 9 établissements ouverts dans le cadre d'activité « autres commerces ».

Tableau 14.1 : Evolution du nombre d'établissements ouverts dans la région selon l'activité principale, par circonscription administrative

Activité principale	Département Tambacounda			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
	2013	2014	Variatio n. o/.	2013	2014	Variatio n. o/.	2013	2014	Variatio n. o/.	2013	2014	Variatio n. o/.	2013	2014	Variatio n. o/.
Agriculture, élevage et chasse		07						01						08	
Boulangerie, pâtisserie et pâtes alimentaires		01			01						01			03	
Industries laitières		01												01	
Préparation de sites et construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil		13			03									16	
Commerce de véhicules, d'accessoires et de carburant		02												02	
Autres commerces		08						01						09	
Transport et communication					02									02	
Hôtels, bars et restaurants		02												02	
Activités immobilières					02									02	
Education					01									01	
Total		34			09			02			01			46	

Source: IRTSS de Tambacounda

Les établissements ouverts sont pour la plupart localisés dans le département de Tambacounda (73,9%) et dans une moindre mesure dans le département de Bakel (19,6%).

Parmi les statuts des établissements ouverts on retrouve les 2 établissements individuels (EI), les sociétés anonymes (SA), les SARL, les SUARL, les GIE et les ONG. Sur les 46 établissements ouverts en 2014, on note 20 EI, 3 SA, 6 SARL, 1 SUARL, 13 GIE, 1 ONG et 3 Autres.

Tableau 14.2 : Evolution des établissements ouverts selon le statut juridique, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	Statut juridique							Total
		EI	SA	SARL	SUARL	GIE	ONG	Autres	
Département Bakel	2013								
	2014	07				02			09
	Variation %								
Département Goudiry	2013								
	2014	01				01			02
	Variation %								
Département Koumpentoum	2013								
	2014			01					01
	Variation %								
Département Tambacounda	2013								
	2014	11	03	05	01	10	01	03	34
	Variation %								
Région	2013								
	2014	20	03	06		13	01	03	46
	Variation %								

Source : IRTSS de Tambacounda

Les données révèlent en outre qu'en 2014, 11 établissements ont fermés portes dans la région parmi lesquels 3 du domaine agriculture, élevage et chasse, 3 boulangeries, pâtisserie et pâtes alimentaires, 1 dans les autres industries mécaniques, 1 dans préparation de sites et construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil, 2 dans autres commerces et 1 dans l'Education.

Graphique 14.1 : Répartition des établissements ouverts selon le statut juridique

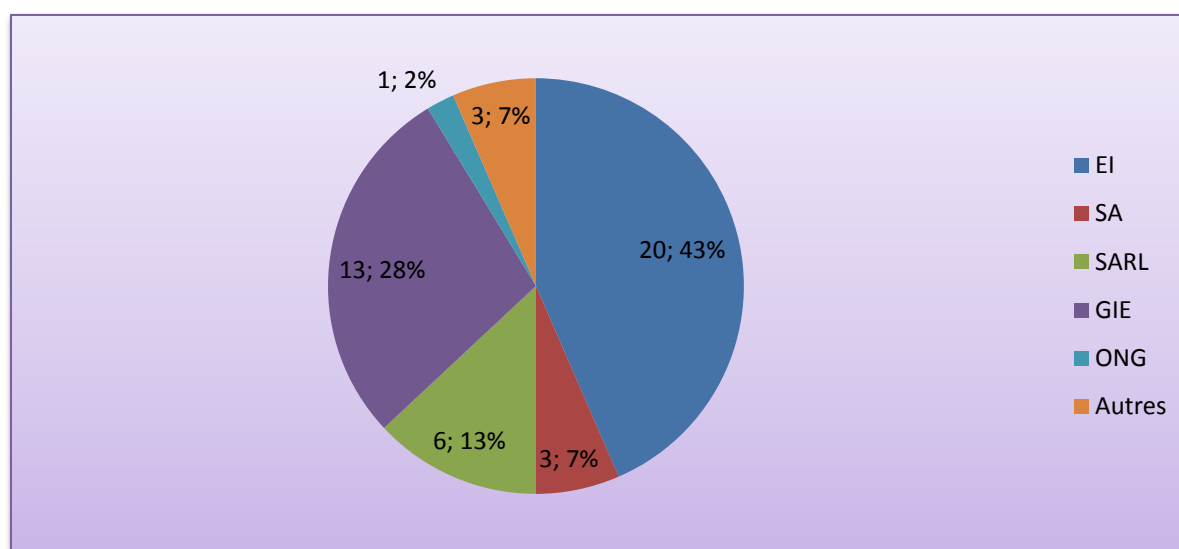


Tableau 14.3 : Evolution du nombre d'établissements fermés dans la région selon l'activité principale, par circonscription administrative

Activité principale	Département Tamba	Département Bakel	Région
	2014	2014	2014
Agriculture, élevage et chasse	03		03
Boulangerie, pâtisserie et pates alimentaires	01		03
Autres industries mécaniques	01		01
Préparation de sites et construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil	02	01	01
Autres commerces	02		02
Education	01		01
Total	10	01	11

Source: IRTSS de Tambacounda

Les établissements fermés sont dans leur majorité situés dans le département de Tambacounda.

XI.3. LES CONTRATS DE TRAVAIL

L'IRTSS de Tambacounda a enregistré en 2014, en terme d'emplois 638 contrats dont 121 contrats à durée indéterminée (CDI) et 378 contrats à durée déterminée (CDD), à cela s'ajoute 137 contrats saisonniers.

Tableau 14.4 : Evolution du nombre de contrats de travail selon le type

Type de contrat de travail	sexe	Département Tamba	Département Bakel	Département Goudiry	Département Koumpentoum	Région
		2014	2014	2014	2014	2014
Contrat à durée indéterminée	Masc.	80	12	7	4	103
	Fem.	14	2	2		18
	Ens.	94	14	9	4	121
Contrat à durée déterminée	Masc.	282	19	28	7	336
	Fem.	30	5	6	1	42
	Ens.	312	14	34	8	378
Contrats saisonniers	Masc.	130		3		133
	Fem.	3		1		4
	Ens.	133		4		137
Apprentissage	Masc.	2				2
	Fem.					139
	Ens.	2				2
Total	Masc.	494	31	38	11	574
	Fem.	47	7	9	1	203
	Ens.	541	28	47	12	638

Source : IRTSS de Tambacounda

Contrairement à la localisation, on constate ici que les contrats enregistrés concernent tous les quatre départements de la région.

XI.4. LES CONFLITS DE TRAVAIL

La région a enregistré en 2014 dans l'ensemble 8 conflits de travail dont 4 conflits individuels et 4 conflits collectifs dont 1 seul non conciliation.

Tableau 14.5 : Evolution de la situation du nombre de conflits de travail, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	Conflits individuels				Conflits collectifs				Ensemble			
		Conciliations	Conciliations partielles	Non conciliations	Total	Conciliations	Conciliations partielles	Non conciliations	Total	Conciliations	Conciliations partielles	Non conciliations	Total
Département Koumpentoum	2013												
	2014							01	01			01	01
	Variation %												
Département Tambacounda	2013												
	2014	02		02	04			03	03	02		05	07
	Variation %												
Région	2013												
	2014	02		02	04			04	04	02		06	08
	Variation %												

Source: IRTSS de Tambacounda

Les 8 conflits enregistrés en 2014 par l'IRTSS concerne essentiellement le secteur d'activité autres commerces avec 5 des 8 cas (62,5%), le secteur d'activité hôtels-bars-restaurants avec 2 cas et le secteur agriculture-élevage-chasse 1 cas.

Tableau 14.6 : Situation du nombre de conflits de travail selon le secteur d'activité de l'établissement

Secteur d'activité	Conflits individuels				Conflits collectifs				Ensemble			
	Conciliations	Conciliations partielles	Non conciliations	Total	Conciliations	Conciliations partielles	Non conciliations	Total	Conciliations	Conciliations partielles	Non conciliations	Total
Agriculture, élevage et chasse	01			01					01			01
Autres commerces			02	02			03	03			03	05
Hôtels, bars et restaurants	01			01			01	01	01		01	02
Total				04				04				08

Source: IRTSS de Tambacounda

CHAPITRE XII : COMMERCE ET ARTISANAT

XII.1. INTRODUCTION

Au niveau de la région de Tambacounda, le rôle économique du commerce est révélé par les importants flux de biens et services. En effet, les approvisionnements des marchés en produits sont d'un niveau correct et régulier tout au long de l'année pour la satisfaction des besoins des populations en biens de consommation.

La position géographique de la région de Tambacounda lui confère un rôle de plateforme commerciale ouverte sur la sous régionale avec d'importants flux commerciaux transfrontaliers, à la croisée des corridors Dakar- Bamako, Bissau-Bamako, et Dakar –Koundara. Les potentialités agricoles (céréales coton, arachide), maraichères (banane), pastorales et la présence des produits de cueillette (pain de singe), les produits forestiers (charbon de bois, bois de chauffe, bois d'œuvre, bois de service), y encourage l'exercice d'activités comme l'artisanat d'art, de production et service.

Ainsi, entre autres points très importants nous allons analyser dans ce chapitre : l'évolution du nombre de marchés selon le type, par circonscription administrative, l'évolution du nombre de commerçants selon le type, par circonscription administrative, le commerce des principales denrées consommées, l'évolution des stocks des principales denrées.

XII.2. COMMERCE

XII.2.1. Les marchés

En 2014, le nombre total de marchés répertoriés dans la région de Tambacounda a augmenté de 10% et s'élève à 33, dont 11 permanents et 22 hebdomadaires. Le département de Tambacounda abrite 15 marchés, contre 9 à Bakel, 6 à Koumpentoum

et 3 à Goudiry. Cette situation trouve son explication dans le fait que le département de Tambacounda concentre un plus grand nombre de marchés hebdomadaires (11).

Tableau 17.1 : Evolution du nombre de marchés selon le type, par circonscription administrative

Circonscriptions administratives	Année	Marchés permanents	Marchés hebdomadaires	Total
Département de Bakel	2013	4	2	6
	2014	5	4	9
Département de Goudiry	2013	1	2	3
	2014	1	2	3
Département de Koumpentoum	2013	1	5	6
	2014	1	5	6
Département de Tambacounda	2013	4	11	15
	2014	4	11	15
Région	2013	10	20	30
	2014	11	22	33
	Variation %	10%	10%	10%

Source : Service Régional du Commerce de Tambacounda

XII.2.2. Les commerçants

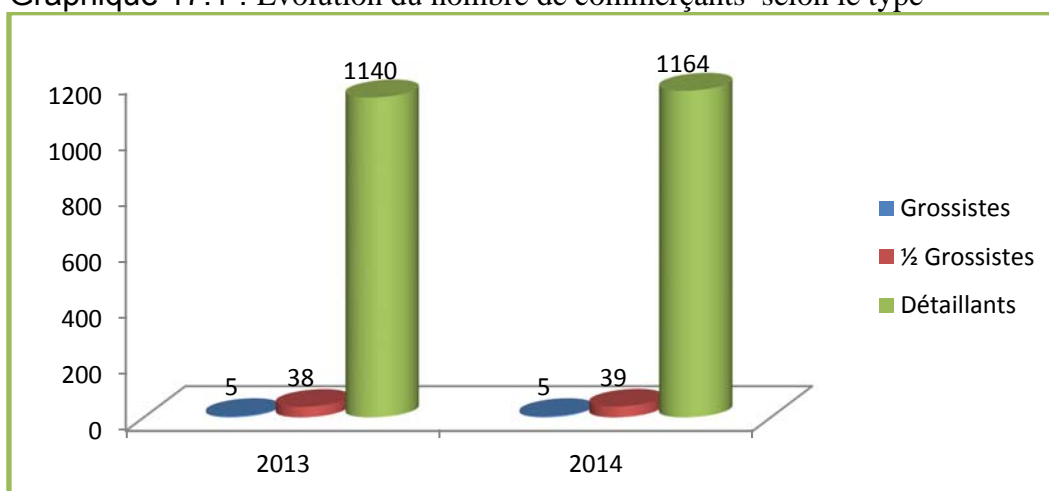
En 2014, l'effectif des commerçants a connu une augmentation de 2,1%, passant de 1183 en 2013 à 1208 en 2014. Cette hausse, généralisée au niveau presque de tous les types de commerçants, a masqué la constance chez les grossistes. Signalons toutefois qu'en 2014, de manière générale, l'essentiel de la population des commerçants se trouve localisée dans les départements de Bakel et Tambacounda (59,9% et 19,6% respectivement).

Tableau 17.2 : Evolution du nombre de commerçants selon le type, par circonscription administrative

Circonscriptions administratives	Année	Grossistes	½ Grossistes	Détaillants	Total
Département de Bakel	2013	0	22	700	722
	2014	0	22	702	724
Département de Goudiry	2013	1	5	106	112
	2014	1	5	106	112
Département de Koumpentoum	2013	0	2	130	132
	2014	0	3	132	135
Département de Tambacounda	2013	4	9	204	217
	2014	4	9	224	237
Région	2013	5	38	1140	1183
	2014	5	39	1164	1208
	Variation %	0	2,63%	2,10%	2,11%

Source : Service Régional du Commerce de Tambacounda

Graphique 17.1 : Evolution du nombre de commerçants selon le type



XII.2.3. Le commerce des principales denrées consommées

XII.2.3.1. Les stocks

La consommation des populations évolue d'année en année. Cette fluctuation est notée au niveau de tous les produits. Entre 2013 et 2014, la quantité de riz brisé parfumé stockée a plus que doublée (hausse de 189,3%). Le riz brisé non parfumé, le type de riz le plus consommé, sa quantité de stockage a connu une hausse de 39% en un an et s'établit à 3722 tonnes en 2014, tandis que le riz local est à 1037 tonnes. Le gaz butane de 6Kg a connu aussi une hausse considérable de 40%, sa quantité de stockage s'élève à 17611. Il est plus utilisé que le gaz butane de 2,7Kg (13346). L'huile en fût suit la même tendance avec une hausse 25,5% (9362 L en 2014 contre 7459 en 2013). Le sucre cristallisé plus demandé que le sucre en morceaux a connu une hausse de 12,3% et s'élève à 3191 tonnes dans l'année.

La quantité de produit stockée est plus importante à Tambacounda et Bakel.

Tableau 17.3 : Evolution des stocks des principales denrées consommées selon le produit, par circonscription administrative

Produits	Département Tamba			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
	2013 (en tonnes)	2014 (en tonnes)	Variation %	2013 (en tonnes)	2014 (en tonnes)	Variation %	2013 (en tonnes)	2014 (en tonnes)	Variation %	2013 (en tonnes)	2014 (en tonnes)	Variation %	2013 (en tonnes)	2014 (en tonnes)	Variation %
Riz brisé parfumé	850	1250	47	633	922	45	252	323	28,17	305	427	40	1010	2922	189,3

Riz brisé non parfumé	1223	1770	45	713	1022	43	325	412	26	417	562	35	2678	3722	39
Riz local	350	453	29,42	217	256	17,97	123	141	14,63	159	187	17,61	849	1037	22,1
Sucre en morceaux	250	294	17,6	210	245	16,66	142	162	14,08	168	175	4,16	770	876	13,8
Sucre Cristallisé	953	1025	7,55	821	911	10,96	523	603	15,29	545	652	19,63	2842	3191	12,3
Lait en Poudre	121	145	19,83	230	291	26,52	96	101	5,2	106	117	10,37	553	654	18,3
Huile en fût	3200	3540	10,63	1570	2036	29,68	1236	1865	50,88	1453	1921	34,41	7459	9362	25,5
Ciment SOCO CIM															
Ciment SAHEL															
Gaz Butane de 6 kg	4500b	6021b	33,8	3951	5924	49,93	2014	2954	46,67	2038	3012	47,79	12.503	17611	40,9
Gaz Butane de 2,7 kg	3521	4235	20,27	3124	4025	28,93	1952	2321	18,9	2009	2765	37,63	10.606	13346	25,8
Total															

Source : Service Régional du Commerce de Tambacounda

XII.2.3.2. Les prix

De 2013 à 2014, les prix des produits ont baissé. Le tableau suivant donne une situation détaillée de l'évolution des prix des principales denrées consommées. A travers ce tableau, on relève que les plus importantes variations concernent le gaz butane de 6 kg et celui de 2,7 kg et le riz brisé parfumé. En effet, les prix pratiqués par unité de ces produits sont passés respectivement du maximum au minimum 3960-4170 F à 3640-3840F, de 1800-1970 F à 1655-1825 F et de 400-450 F à 350-375 F. Ce tableau révèle aussi que les prix de ces produits sont plus accessibles à Tambacounda que dans les autres départements.

Tableau 17.4 : Evolution des prix des principales denrées consommées selon le produit, par circonscription administrative

Produits	Département Tamba			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
	2013 (en tonnes)	2014 (en tonnes)	Variation %	2013 (en tonnes)	2014 (en tonnes)	Variation %	2013 (en tonnes)	2014 (en tonnes)	Variation %	2013 (en tonnes)	2014 (en tonnes)	Variation %	2013 (en tonnes)	2014 (en tonnes)	Variation
Riz brisé parfumé / kg	400	350	-12,5	415	375	-	415	375	9,63	400	350	-	400-450	350-375	

Riz brisé non parfumé / kg	300	275	- 8,333	315	290	- 7,93	315	290	- 7,93	300	275	- 8,33	300- 315	275- 290
Riz local / kg	250	250	0	250	250	0	250	250	0	250	250	0	250	250
Sucre en morceaux / kg	750	700	- 6,667	780	750	-3,8	780	750	-3,8	750	700	- 6,67	750- 775	700- 750
Sucre Cristallisé / kg	600	590	- 1,667	615	600	- 2,43	615	600	- 2,43	600	590	- 1,67	600- 615	592- 600
Lait en Poudre / kg	100	90	-10	152	100	-20	152	100	-20	100	90	-10	100- 125	90- 100
Huile en fût / litre	1000	925	-7,5	1015	940	- 7,39	1015	940	- 7,39	1000	925	-7,5	1000- 1015	925- 940
Ciment / tonne														
Gaz Butane de 6 kg / bonbonne	3960	3640	- 8,081	4170	3850	- 7,67	4170	3850	- 7,67	3960	3640	- 8,08	3960- 4170	3640- 3840
Gaz Butane de 2,7 kg / bonbonne	1800	1655	- 8,056	1970	1825	- 7,36	1970	1825	- 7,36	1800	1655	- 8,06	1800- 1970	1655- 1825

Source :Service régional du commerce de Tambacounda

XII.2.4. La vérification des instruments de mesure et de la qualité des produits

XII.2.4.1. La vérification des instruments de mesure

En 2014, Le service régional du commerce a procédé à une vérification de 1873 instruments de mesure dans la région, contre 1899 en 2013, soit une régression de 1,37%. L'essentiel de ces vérifications est constitué de balances (1092) et de distributeurs d'huile comestible (673).

Dans l'ensemble les instruments vérifiés ont été admis à 96,53%. Les distributeurs de carburant sont fiables à 100%, par contre 4,67% des balances et 9,21% des distributeurs d'huile comestible ne sont pas conformes.

Tableau 17.5 : Evolution des résultats de la vérification des instruments de mesure

Instruments de mesure	2013			2014			Variation %		
	Présentés	admis	refusés	Présentés	admis	refusés	Présentés	admis	refusés
Balances	1036	1000	36	1092	1041	51	5,4	4,1	41
Bascules	166	145	21	91	89	02	-45	38,62	-90,47
Poids									
Distributeurs d'huile comestible	682	601	81	673	661	62	-1,30	9,98	-23,45
Distributeurs de lubrifiants									
Distributeurs de carburant	15	15		17	17	0	100	100	
Total	1899	1761	138	1873	1808	115	-1,37		

Source : Service Régional du Commerce de Tambacounda

XII.3. ARTISANAT

L'artisanat dans la région de Tambacounda est au centre de la problématique de développement du secteur privé rural et de la lutte contre la pauvreté. Avec une forte contribution à la formation du PIB régional ; ce secteur constitue la principale activité du monde rural après l'Agriculture et occupe ainsi une main d'œuvre urbaine dont il est l'un des principaux canaux de formation professionnelle et de perfectionnement.

XII.3.1. Les infrastructures

En termes d'infrastructures dans le domaine artisanal, la région ne compte qu'un seul village artisanal localisé dans le département de Tambacounda et cette situation n'a pas connu d'évolution en 2013 et 2014.

Tableau 17.6 : évolution du nombre de villages artisanaux par circonscription administrative

Circonscription administrative	Nombre de villages artisanaux		Variation %
	2013	2014	
Département de Bakel	0	0	0
Département de Goudiry	0	0	0
Département de Koumpentoum	0	0	0
Département de Tambacounda	1	1	0
Région	1	1	0

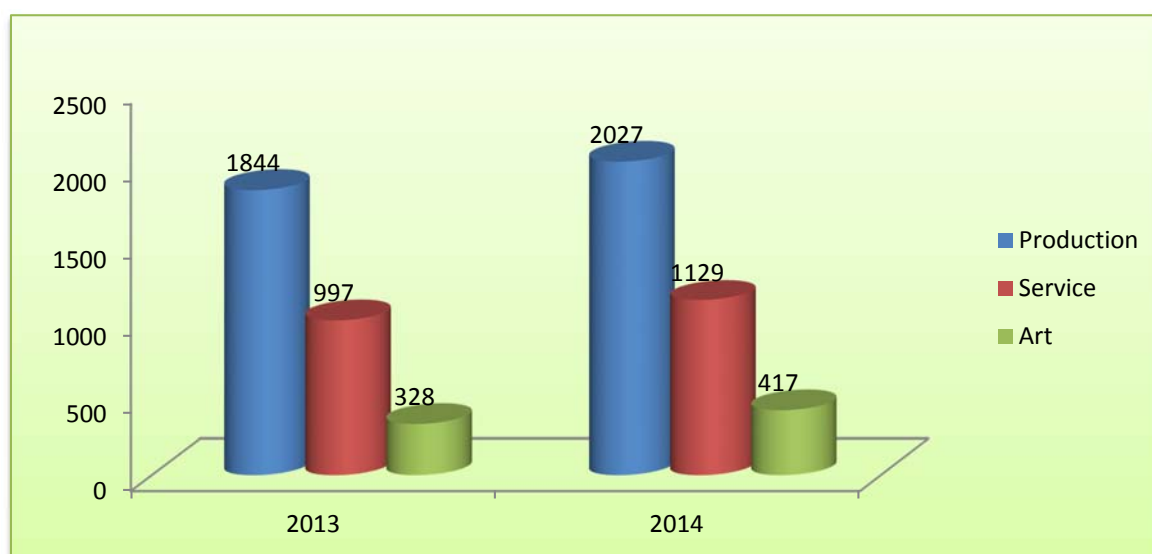
XII.3.2. Les artisans inscrits à la chambre de métiers

Le nombre d'artisans inscrits à la chambre des métiers dans la région de Tambacounda a connu globalement une hausse de 12,7% entre 2013 et 2014 particulièrement dans les secteurs de l'art (27,1%) et des services (13,2%). Cette augmentation est plus perceptible dans les départements de Goudiry (23,3%) et de Koumpentoum (20,6%).

Tableau 17.7 : Evolution du nombre d'artisans inscrits à la chambre de métiers selon la section et la forme juridique, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Section	Entreprise individuelle			G.I.E.			Total		
		2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %	2013	2014	Variation %
Département de Bakel	Production	246	274	11,4	3	4	33,3	249	278	11,6
	Service	229	267	16,6				229	267	16,6
	Art	37	42	13,5				37	42	13,5
	Ensemble	512	583	13,9	3	4	33,3	515	587	14,0
Département Goudiry	Production	119	151	26,9	6	6	0,0	125	157	25,6
	Service	46	57	23,9				46	57	23,9
	Art	18	19	5,6				18	19	5,6
	Ensemble	183	227	24,0	6	6	0,0	189	233	23,3
Département Koumpentoum	Production	307	338	10,1	7	9	28,6	314	347	10,5
	Service	243	259	6,6				243	259	6,6
	Art	6	73	1116,7				6	73	1116,7
	Ensemble	556	670	20,5	7	9	28,6	563	679	20,6
Département Tambacounda	Production	1172	1264	7,8	32	34	6,3	1204	1298	7,8
	Service	479	546	14,0				479	546	14,0
	Art	267	283	6,0				267	283	6,0
	Ensemble	1918	2093	9,1	32	34	6,3	1950	2127	9,1
Total	Production	1844	2027	9,9	48	53	10,4	1892	2080	9,9
	Service	997	1129	13,2				997	1129	13,2
	Art	328	417	27,1				328	417	27,1
	Ensemble	3169	3573	12,7	48	53	10,4	3217	3626	12,7

Graphique 17.2 : Evolution du nombre d'artisans inscrits à la chambre de métiers



XII.4. DIAGNOSTIC DU SECTEUR

Atouts et potentialités

- la région de Tambacounda est riche de ses ressources agricoles
- une bonne production vivrière
- une production laitière importante
- de riches ressources forestières (bois d'œuvre, charbon de bois, produits de cueillette)
- existence de matières premières en quantité (notamment agricoles, forestières) à des prix parfois moins élevés ;
- la route DAKAR – MALI est un atout pour certains corps de métiers (les mécaniciens, les restauratrices) ;
- le dynamisme des structures existantes d'encadrement dont la chambre de métiers.
- l'existence des organisations d'artisans par corps de métiers et par filière.

CONTRAINTES du Commerce

- La faible densification du réseau électrique surtout en milieu rural
- La faible valorisation des autres sources d'énergie

- La vétusté du parc de production
- La faiblesse du tissu industriel
- La faiblesse du réseau de distribution des produits pétroliers
- La dégradation des ressources forestières
- La cherté du coût de l'électricité
- La dispersion de l'habitat.

CONTRAINTES de l'Artisanat

- Sous équipement des ateliers de service et de production ;
- Insuffisance de la formation ;
- Accès encore difficile au financement
- Faiblesse des moyens alloués à la chambre de métiers, structure d'encadrement (faiblesse du budget, véhicule vétuste).

PERSPECTIVES

- Démarrage du projet d'apprentissage
- Projet d'une convention de partenariat avec le FONGIP pour le financement des projets individuels et de groupements d'artisans ;
- Démarrage à court ou moyen terme du projet des marchés publics
- Emergence de nouveaux centres de formation technique (lycée technique) en plus du CRETEF, du FORAMECA
- Projets de comptoirs d'achat de matières premières.
- Projet de création de zones artisanales dans chaque commune de département ;
- Projet de mutuelle de santé des artisans ;
- Projet de Plan stratégique de développement de l'artisanat de la région.

XIII.1. INTRODUCTION

La région de Tambacounda est caractérisée par une population jeune qui pour son épanouissement s'adonne aux activités sportives. La région enregistre une prolifération des associations affiliées au mouvement « navétane » et presque toutes les Disciplines sportives y sont pratiquées et sont gérées par des Ligues régionales. Dans ce chapitre il sera développé: l' Evolution du nombre d'associations de jeunes selon le type, par circonscription administrative, les différentes disciplines sportives pratiquées, la répartition des infrastructures sportives et l'évolution des pratiquants selon la discipline et le sexe

XIII.2. JEUNESSE

Au niveau régional, le secteur de la jeunesse est administré par L'Inspection régionale de la Jeunesse et au niveau départemental par le Centre Départemental d'Education Populaire et Sportive (CDEPS).

XIII.2.1. Les infrastructures de jeunesse

Les infrastructures de jeunesse sont relativement développées dans la région de Tambacounda. Elles sont le plus souvent concentrées dans le département de Tambacounda où on note 6 infrastructures en 2014.

Tableau 18.1 : Evolution du nombre d'infrastructures de jeunesse selon le type, par circonscription administrative

Circonscriptions administratives	Année	CDEPS ⁸	CSE ⁹	EJ ¹⁰	FJ ¹¹	CCA ¹²	Total
Département Tamba	2013	1	0	1	3	1	6
	2014	1	0	1	3	1	6
Département Goudiry ²	2013	0	0	0	1	0	2
	2014	0	0	0	1	0	2
Département Bakel	2013	1	0	0	3	0	4
	2014	1	0	0	3	0	4
Département Koumpentoun	2013	0	0	0	3	0	3
	2014	0	0	0	3	0	3
Région	2013	2	0	0		1	3
	2014	2	0			1	3
	Variation %	0				0	0

Source: Inspection Régionale des sports

Dans la région on note 1 seul Espace jeune situé à Koussanar. Les CEDPS sont au nombre de 2, on les retrouve à Tambacounda et à Bakel, c'est surtout les foyers de jeunes qu'on rencontre le plus.

XIII.2.2. Les associations de jeunes

Pour ce qui concerne l'évolution des associations de jeunes, on note une prolifération des Associations affiliées au mouvement « navétane » on les retrouve quasiment dans tous les départements, elles sont passées de 290 en 2013 à 347 en 2014 soit +19,6 %.

Tableau 18.2 : Evolution du nombre d'associations de jeunes selon le type, par circonscription administrative

Circonscriptions administratives	Année	Mouvements de jeunes à caractère national	Associations affiliées au mouvement « navétane ¹³ »	Autres associations déclarées
Département de Bakel	2013	0	27	0
	2014	0	31	0

⁸ CDEPS = Centre Départemental d'Education Populaire et Sportive

⁹ CSE = Centre SocioEducatif

¹⁰ EJ = Espace Jeunes

¹¹ FJ = Foyer de Jeunes

¹² CCA = Centre Conseil Adolescents

¹³Navétane : championnat de football populaire organisé pendant les grandes vacances scolaires

Département de Goudiry	2013	0	68	0
	2014	0	86	0
Département Koumpentoum	2013	0	69	0
	2014	0	69	0
Département Tambacounda	2013	0	126	0
	2014	0	134	0
Région	2013	0	290	0
	2014	0	347	0
	Variation %			

Source : Inspection régionale des sports de Tambacounda

Les Associations affiliées au mouvement « navétane » sont en général des Association Sportives et culturelles (-ASC), comme le nom l'indique, les activités ne couvrent pas toute l'année mais se déroulent surtout pendant les vacances et sont encadrées par l'ORCAV.

XIII.3. SPORT

Dans la région, on pratique quasiment toutes les disciplines sportives malgré le déficit en infrastructures sportives.

XIII.3.1. Les disciplines sportives pratiquées

Les grandes disciplines sportives notamment le Football, le Basketball, le Handball, le Volleyball, le Karaté, l'Athlétisme et tant d'autres sont pratiquées dans la région.

Dans chaque discipline, on trouve plusieurs clubs et des licenciés encadrés par des ligues régionales.

Tableau 18.3 : Situation des disciplines sportives pratiquées dans la région

Disciplines sportives	Structures de gestion	Nb de clubs	Nb de licenciés (dont nb de filles)	
Athlétisme	Ligue régionale	04	175	
Football	Ligue régionale	13	390	
Basketball	Ligue régionale	02	100/40f	
Handball	Ligue régionale	05	125/30f.	
Volleyball	Ligue régionale	01	40/20	
Karaté	Ligue régionale	04	150	
Taekwondo	Ligue régionale	07	200	
Viet Vo Dao	Comité d'exception	01	20	
Jeux de Dames	Ligue régionale	04	25	
Scrabble	Ligue régionale	01	15	
Echec	Ligue régionale	01	00	
Natation	Ligue régionale	01	25	

Randonnée pédestre	Comité d'exception	01		
Sport Boules	Ligue régionale	01	256	
Sport travailliste	Ligue régionale	10	200	
Courses hippiques	CNG¹⁴	Neant		
Sports de vacances	ORCAV¹⁵	347	10410	
Sport scolaire	UASSU¹⁶	39	1170/75f	
Total	///			

Source: Inspection Régionale des sports

L'élément féminin est bien représenté dans plusieurs disciplines et il existe des équipes féminines de Football et des équipes féminines de Basketball. Le sport travailliste est également bien développé dans la région ainsi que les randonnées pédestres et le sport Boules.

XIII.3.2. Les infrastructures sportives

Dans la région, il y a un déficit en infrastructures sportives, le stade le plus fonctionnel est le stade municipal de Tambacounda. On note également 13 Plateaux multifonctionnel et 44 Terrains de football dont la quasi-totalité se trouve dans le département de Tambacounda.

Tableau 18.4 : Evolution du nombre d'infrastructures sportives selon le type, par circonscription administrative

Type	Département Tambacounda	Département Bakel	Département Goudiry	Département Koumpentoum	Région
Stade et terrain clôturés	01	01	00	00	01
Plateau multifonctionnel	09	02	01	01	13
Terrain de football	20	09	02	13	44
Arène de lutte	03	00	00	00	05
Dojo	03	00	00	00	00
Hippodrome	00	00	00	00	00
Boulodrome	00	00	00	00	00
Piscine flottante	00	00	00	00	00
Gymnase	00	00	00	00	00
Total	36	12	03	14	63

Source: Inspection Régionale des sports

¹⁴ CNG = Comité National de Gestion

¹⁵ ORCAV = Organisation Régionale de Coordination des Activités de Vacance

¹⁶ UASSU = Union des Associations Sportives Scolaires et Universitaires

Plusieurs disciplines sportives n'ont pas d'infrastructures dédiées et sont en général pratiquées au gré des terrains disponibles.

Tableau 18.5 : Evolution du nombre de stades selon le statut, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	Stades nationaux	Stades régionaux	Stades départementaux	Stades municipaux	Total
Département de Bakel	2013	00	00	00	01	01
	2014	00	00	00	01	01
Département de Goudiry	2013	00	00	00	00	00
	2014	00	00	00	00	00
Département Koumpentoum	2013	00	00	00	00	00
	2014	00	00	00	00	00
Département Tambacounda	2013	00	01	00	00	01
	2014	00	01	00	00	01
Région	2013	00	01	00	01	02
	2014	00	01	00	01	02
	Variation %	0	0	0	0	0

Source: Inspection Régionale des sports

XIII.3.3. Les pratiquants

Chaque discipline sportive compte plusieurs adhérents licenciés et le nombre de licenciés varie d'une discipline à l'autre. Ainsi, le Football enregistre 390 licenciés, l'Athlétisme 175, le Taekwondo 200, les Sports de vacances avec l'ORCAV 10410 et le Sport travailliste 200.

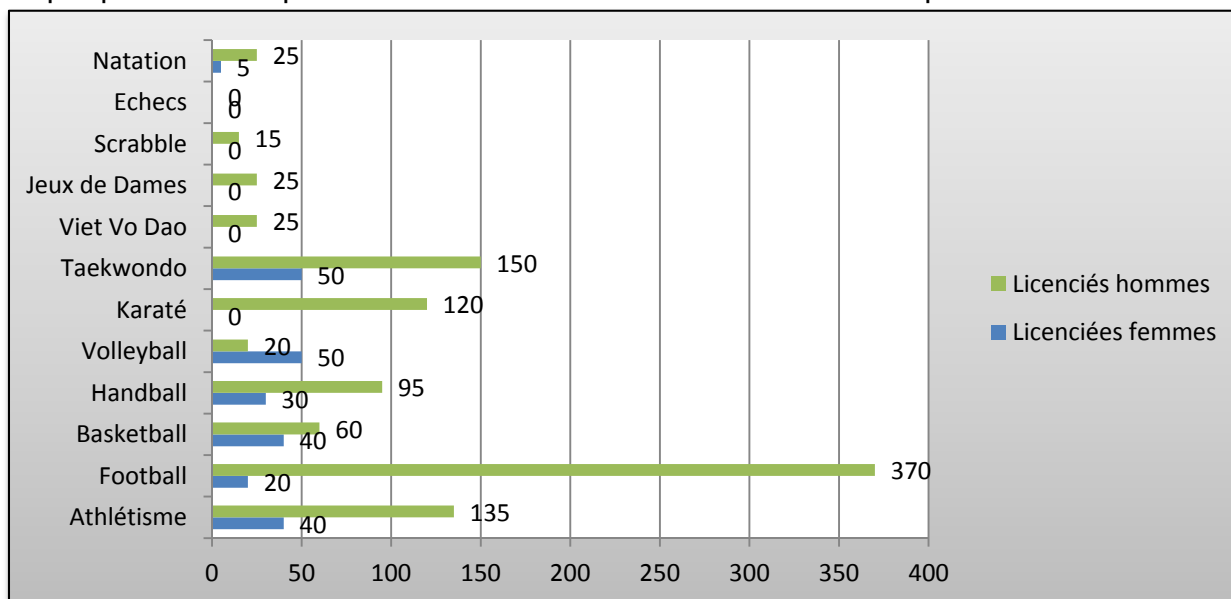
Tableau 18.6 : Evolution du nombre de licenciés selon la discipline et le sexe

Disciplines sportives	2014		
	Licenciés hommes	Licenciées femmes	Total licenciés
Athlétisme	135	40	175
Football	370	20	390
Basketball	60	40	100
Handball	95	30	125
Volleyball	20	50	70
Karaté	120	00	120
Taekwondo	150	50	200
Viet Vo Dao	25	00	25
Jeux de Dames	25	00	25
Scrabble	15	00	15
Echecs	00	00	0
Natation	25	05	30

Randonnée pédestre			
Sport Boules	35	05	40
Sport travailliste	200	00	200
Courses hippiques	00	00	0
Sports de vacances	10410	00	10410
Sport scolaire	900	275	1175
Total	12585	515	13100

Source : Inspection Régionale des Sports

Graphique 18.1 : Répartition du nombre de licenciés selon la discipline et le sexe



XIII.4. DIAGNOSTIC DU SECTEUR

Atouts et potentialités

Les atouts en matière de jeunesse

La jeunesse de la population de la région est favorable à la pratique des disciplines sportives individuelles comme collectives. En effet, la région de Tambacounda peut être un pôle de développement de :

- L'athlétisme ;
- Le football ;
- Le basketball ;
- Le handball ;
- Le volleyball ;
- Les arts martiaux ;
- Les jeux d'esprit

Les atouts en matière de sport

Existence d'espace pour la construction d'infrastructures sportives

Existence d'aires de jeux pour la pratique du sport

Possibilité de création de clubs de ville et chefs-lieux de département

Possibilité d'organiser une compétition entre les sélections des différents départements

Les Contraintes

Contraintes Jeunesse

- Vulnérabilité des jeunes et des adolescents face aux nombreux fléaux ;
- Forte prévalence de la pauvreté parmi les jeunes ;
- Fort taux de chômage des jeunes ;
- Occurrence des grossesses précoces et/ou non désirées, des avortements clandestins, du SIDA et autres IST ;
- Relâchement des parents dans la surveillance rapprochée de leurs enfants ;
- Environnement favorable à l'usage du tabac et des stupéfiants ;
- Précocité de la vie sexuelle et reproductive des adolescents mais aussi des relations sexuelles non protégées ;
- Vivacité des coutumes comme la pratique de l'excision ;
- Absence de Centres Conseil pour adolescents et des structures d'encadrement des adolescents dans la région ;
- Insuffisance du dispositif d'information à l'endroit des jeunes en termes de sources de financement et de créneaux porteurs pour l'insertion ;
- Difficultés d'accès à la Fonction Publique pour de nombreux jeunes avec ou sans formation ;
- Insuffisance du dispositif d'appui et conseil dans la région ;
- Difficultés d'accès des jeunes au système mutualiste ;
- Difficultés d'accès des jeunes au système classique de financement et ceux octroyés par le FNPJ ;

- Fort penchant des jeunes vers l'immigration ;
- Engagement encore faible des collectivités locales dans les programmes initiés par les services au profit des jeunes de la région ;
- Vétusté et faiblesse du nombre des infrastructures de jeunesse ;
- Perception du secteur comme non productif dans les choix budgétaires ;
- Exacerbation des problèmes d'encadrement des jeunes dans les villes comme en milieu rural ;
- Des structures d'animation gérées comme de simples services administratifs ;
- Manque de moyens logistiques et d'équipements adéquats des structures d'encadrement administratif ;
- Faiblesse de la responsabilisation des jeunes dans les processus d'identification des besoins d'animation et de mise en œuvre de programmes ;
- Faible prise en charge de la compétence jeunesse par les collectivités locales. Insuffisance de la couverture nationale des Centres Conseil pour adolescents et des structures d'encadrement des adolescents.

Contraintes en matière de sport

- Exode des jeunes vers les clubs forts des autres régions ;
- Disparition de certaines disciplines ;
- Insuffisance de la pratique sportive à Goudiry et Koumpentoum ;
- Suppression des subventions aux ligues, clubs et ASC ;

Les Perspectives

Perspectives en matière de jeunesse

- Préserver les jeunes et les adolescents des IST/SIDA, des problèmes de santé de la reproduction, du tabagisme et de la drogue
- Promotion et Protection des adolescent(e)s

- Accroître l'employabilité des jeunes et leurs revenus dans des secteurs productifs
- Favoriser l'accès à l'information de la jeunesse et l'appropriation des TIC par les jeunes

Perspectives en matière de sport

- Renforcer les ressources humaines, matérielles et financières
- Réalisation d'infrastructures sportives
- Promotion de la pratique sportive.

CHAPITRE XIV : TOURISME, CULTURE ET LOISIRS

XIV.1. INTRODUCTION

La région de Tambacounda est une destination privilégiée pour le tourisme de vision ou de chasse avec ses zones amodiées et la présence du Parc National du NIOKOLO KOBA. La région dispose d'une gamme variée de réceptifs (hôtels, auberges, campements touristiques) de standings différents mais accessibles à différents types de clientèle.

Les principaux hôtels peuvent être classés à la catégorie trois étoiles. La région compte **34** réceptifs d'hébergement d'une capacité d'accueil de 440 chambres pour 774 lits.

XIV.1.1. Situation des réceptifs

Concernant les réceptifs, on notera le département Koumpentoum n'abrite aucun hôtel ni de campement. En outre, les réceptifs sont plus localisés dans celui de Tambacounda.

Tableau 19.1 : Situation des réceptifs

N°	Nom de l'établissement	Catégorie	Localisation	Nombre de chambres	Nombre de lits
01	Hôtel Asta Kébé	Hôtel	Tambacounda	28	51
02	Niji	Hôtel	Tambacounda	50	94
03	Oasis club	Hôtel	Tambacounda	19	25
04	Relais de Tamba	Hôtel	Tambacounda	23	29
05	Hôtel du Boundou	Hôtel	Bakel	11	21
06	Etoile du Boundou	Hôtel	Kidira	10	13
07	Hôtel Simenti	Hôtel	PNNK	36	76
08	Complexe légal Pont	Hôtel	Tambacounda	08	16
09	Keur Khoudia	Auberge	Tambacounda	08	16
10	Auberge la Maison Blanche	Auberge	Tambacounda	06	10
11	Auberge Ninki Nanka	Auberge	Tambacounda	06	12
12	Auberge Saré Aminata Paaté	Auberge	Tambacounda	08	14
13	Annexe Auberge Saré Aminata Paaté	Auberge	Tambacounda	08	08
14	Auberge le Bloc GADEC	Auberge	Tambacounda	07	13
15	Auberge ISRA	Auberge	Tambacounda	10	11

16	Auberge Islam	Auberge	Bakel	05	10
17	Campement Dimba Gnima	Campement	TambaSocé Tambacounda	05	14
18	Campement Wassadou	Campement	Wassadou Tambacounda	18	32
19	Campement des Amis de la Nature	Campement	Dialacoto Tambacounda	08	16
20	Campement Dar Salam	Campement	Dar Salam Tambacounda	16	32
21	Campement du Lion	Campement	PNNK Tambacounda	16	32
22	Campement Mayel Dibi	Campement de chasse	Tambacounda	12	12
23	Campement Missira	Campement de chasse	Tambacounda	10	20
24	Campement Dianah	Campement de chasse	Tambacounda	08	16
25	Campement de Dianké Makha	Campement de chasse	Tambacounda	09	18
26	Campement Fanira	Campement de chasse	Kidira	07	14
27	Campement Bantanani	Campement de chasse	Goudiry	07	14
28	Campement Guénoto	Campement de chasse	Tambacounda	09	18
29	Campement de Maka Sao	Campement de chasse	MakaCoulibantang	09	11
30	Campement le Bouky	Campement de chasse	MakaCoulibantang	11	12
31	Campement le Baobab	Campement de chasse	Tambacounda Balla	16	24
32	Campement Savane Safari	Campement de chasse	Goudiry	14	26
33	Campement Nomboto	Campement de chasse	Tambacounda	10	20
34	Campement touristique et de chasse de Djinkoré	Campement de chasse	Tambacounda	12	24

Source : Service Régional du Tourisme de Tambacounda

XIV.1.2. L'occupation des réceptifs

Entre 2013 et 2014, les seules évolutions notées dans les réceptifs de la région sont enregistrés parmi les hôtels dont le nombre est passé de 8 à 9 soit 13% d'augmentation. Ce qui a entraîné une hausse de 18% et 6% respectivement du nombre chambres et de lits.

Tableau 19.1 : Evolution de l'occupation des réceptifs par circonscription administrative

Réceptifs	Département Tamba			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région			
	Année 2013	Année 2014	Variation %	Année 2013	Année 2014	Variation %	Année 2013	Année 2014	Variation %	Année 2013	Année 2014	Variation %	Année 2013	Année 2014	Variation %	
Hôtel	Réceptifs	6	7	17%	2	2	0%	0	0	0%	0	0	0%	8	9	13%
	Chambres	244	268	10%	21	21	0%	0	0	0%	0	0	0%	245	289	18%
	Lits	518	551	6%	44	44	0%	0	0	0%	0	0	0%	562	595	6%
Auberge	Réceptifs	5	5	0%	1	1	0%	0	0	0%	1	1	0%	7	7	0%
	Chambres	44	44	0%	5	5	0%	0	0	0%	11	11	0%	60	60	0%
	Lits	57	57	0%	10	10	0%	0	0	0%	19	19	0%	96	96	0%
Campement touristique	Réceptifs	5	5	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	5	5	0%
	Chambres	63	63	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	63	63	0%
	Lits	126	126	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	126	126	0%
Campement de chasse	Réceptifs	8	8	0%	3	3	0%	4	4	0%	0	0	0%	15	15	0%
	Chambres	91	91	0%	19	19	0%	46	46	0%	0	0	0%	156	156	0%
	Lits	133	133	0%	33	33	0%	82	82	0%	0	0	0%	248	248	0%
Relais	Réceptifs	1	1	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	1	1	0%
	Chambres	9	9	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	9	9	0%
	Lits	12	12	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	12	12	0%
Gîte	Réceptifs	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%
	Chambres	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%
	Lits	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%
Lodge	Réceptifs	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%
	Chambres	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%
	Lits	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%
Centre d'accueil	Réceptifs	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%
	Chambres	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%
	Lits	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%
Total	Réceptifs	25	26	4%	6	6	0%	4	4	0%	1	1	0%	36	37	3%
	Chambres	451	475	5%	45	45	0%	46	46	0%	11	11	0%	533	577	8%
	Lits	846	879	4%	87	87	0%	82	82	0%	19	19	0%	1044	1077	3%

XIV.1.3. Patrimoine culturel

XIV.1.3.1. Patrimoine matériel

Sur le plan du patrimoine historique, la région dispose des sites et des monuments tels que :

- le fort de Bakel construit en 1820 qui marque la présence coloniale dans la zone. Classé patrimoine historique, ce fort qui abrite la Préfecture croule lentement sous le poids de son âge. Il doit son visage actuel à Faidherbe qui en fit un principal lieu de résistance contre El Hadj Omar ;
- le Pavillon René Caillé construit en 1825, édifice militaire qui aurait abrité le célèbre explorateur sur sa route en partance vers Tombouctou. Construit sur une colline, il surplombe la ville;
- la tour du « Mont des singes » où se perchaient les sentinelles pour guetter d'éventuels ennemis qui viendraient attaquer les nombreuses compagnies commerciales françaises ;
- le fort de Sénédebou bâti en 1845 au sud-est de Bakel dans l'actuelle commune de Kidira qui fut attaqué et brûlé en 1886 par le marabout Mamadou Lamine Dramé ;
- le chemin de fer et l'hôtel de la gare aussi appelé l'hôtel Restaurant Océan Niger avec 13 chambres et une salle de billard qui n'est plus fonctionnelle et fait partie des sites ou monuments protégés par la région ;
- la préfecture de Tambacounda qui rappelle le passé colonial éprouve le besoin d'être réhabilitée ;

Nous avons en plus du patrimoine historique les sites traditionnels témoins d'une riche civilisation :

- les tatas de Tambadian à Ndougoussine, le cimetière militaire français (19ème siècle) et celui des 99 circoncis morts après avoir mangé le fruit d'un arbre à Bakel ;
- les mégalithes qui témoignent de la richesse préhistorique de la région ;

XIV.2. DIAGNOSTIC DU SECTEUR

Atouts et potentialités

1. Une richesse culturelle
2. L'existence d'un aéroport et deux pistes d'atterrissage ;
3. L'artisanat traditionnel riche et varié
4. L'existence de sites historiques (pavillon de René Caillé de Bakel, fort de SénéDougou)
5. Tourisme de vision et de chasse (PNNK, zones amodiées, zone d'intérêt cynégétique (ZIC) et les réserves naturelles)

Contraintes

1. Faiblesse de la promotion touristique
2. Insuffisance de la desserte de la région.
3. Enclavement interne de la région
4. Inexistence d'agenda culturel
5. Dégradation avancée de certains sites historiques
6. Inscription du parc sur la liste des sites en péril
7. Coût élevé du transport aérien.

Perspectives

1. Réhabiliter les édifices du patrimoine classé
2. Recenser tous les sites touristiques
3. Disposer d'un agenda culturel régional
4. Renforcer les capacités du personnel de l'hôtellerie et du tourisme
5. Faciliter l'accès aux sites touristiques par l'ouverture de pistes
6. Desservir l'aéroport de Tambacounda d'un vol régulier
7. Organiser un Eductour pour présenter les potentialités touristiques de la région
8. Réhabiliter le PNNK
9. Aider à la promotion du village artisanal par l'organisation des journées portes ouvertes, la formation des artisans et la collecte quotidienne des ordures du marché.

CHAPITRE XV : URBANISATION, CONSTRUCTION ET HABITAT

XV.1. INTRODUCTION

Le secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) est un secteur très visible qui donne une vive illustration des investissements réalisés dans un espace déterminé. Il constitue un moyen de placement durable et participe à la formation brute du capital fixe. Ainsi, la bonne marche du secteur du Bâtiment reflète généralement bien la situation économique du moment. Il s'agira donc dans ce chapitre, à la lumière des données disponibles, d'analyser l'évolution des autorisations de construire délivrées et l'évolution des parcelles loties et distribuées entre 2006 et 2014.

XV.2. EVOLUTION DES AUTORISATIONS DE CONSTRUIRE DELIVREES A TAMBACOUNDA ENTRE 2013 ET 2014

L'évolution croissante des autorisations de construire accordées illustre la bonne marche du secteur du bâtiment dans la région de Tambacounda. En 2014, il a été enregistré 86 demandes contre 59 en 2013 soit un de hausse de 45,7%. Ces demandes autorisations construire en 2014 concernent dans 88,3% des cas les lieux d'habitation.

Tableau 19.1 : Nombre d'autorisations de construire délivrées à Tambacounda en 2014

Lieux	Rez de chaussée		Etage		Total	
	2013	2014	2013	2014	2013	2014
Lieux d'habitation	46	0	12	0	58	76
Etablissements commerciaux	0	0	0	0	0	8
Lieux de culte	0	0	0	0	0	0
Etablissements touristiques	0	0	0	0	0	2
Autres	01	0	0	0	01	0
Total	47	0	12	0	59	86

XV.3. EVOLUTION DU NOMBRE D'AUTORISATIONS DE CONSTRUIRE DELIVREES POUR LES ETABLISSEMENTS COMMERCIAUX ENTRE 2010 A 2014

Globalement et d'après les chiffres fournis par le Service Régional de l'Urbanisation et de l'Habitat, le nombre d'autorisations de construction d'établissement commerciaux dans la région a eu une évolution en dents de scie avec des piques aux années paires notamment en 2012. En effet, entre 2010 et 2011, ce nombre d'autorisations est passé de 13 à 7 puis de 16 autorisations en 2012 à 5 l'année suivante.

L'année 2014 semble être marquée par une reprise avec 8 autorisations de construire.

Tableau 19.2 : Nombre d'autorisations de construire délivrées pour les établissements commerciaux entre 2010 et 2014

Départements	2010	2011	2012	2013	2014
Bakel					
Goudiry					
Koumpentoum			1		
Tambacounda	13	7	15	5	8
Région	13	7	16	5	8

Source : SR de l'Urbanisme et de l'Habitat de Tambacounda

XV.4. ÉVOLUTION DES NOMBRES D'AUTORISATIONS DE CONSTRUIRE DELIVREES POUR LES LIEUX D'HABITATION ENTRE 2010 A 2014

De 2010 à 2014, les nombres d'autorisations de construire délivrées pour les lieux d'habitation ont connu une nette augmentation progressive dans le département de Tambacounda. Au total le nombre d'autorisations passe de 58 en 2013 à 76 en 2014 soit une augmentation de +31%.

Tableau 19.3 : Évolution des Nombres d'autorisations de construire délivrées pour les lieux d'habitation entre 2010 à 2014

Départements	2010	2011	2012	2013	2014
Bakel					
Goudiry					
Koumpentoum					1
Tambacounda	52	55	56	58	75
Ensemble	52	55	56	58	76

Source : SR de l'Urbanisme et de l'Habitat de Tambacounda

XV.5. EVOLUTION DU NOMBRE D'AUTORISATIONS DE CONSTRUIRE DELIVREES POUR LES LIEUX DE CULTES ENTRE 2010 A 2014

Le nombre d'autorisations de construire destinées aux lieux de culte n'a pas évolué il n'y a eu aucune demande en 2014.

Tableau 19.4 : Nombre d'autorisations de construire délivrées pour les lieux de cultes entre 2010 à 2014

Départements	2010	2011	2012	2013	2014
Bakel					
Goudiry					
Koumpentoum					
Tambacounda		01			0
Région					

Source : SR de l'Urbanisme et de l'Habitat de Tambacounda

XV.6. EVOLUTION DU NOMBRE D'AUTORISATIONS DE CONSTRUIRE DELIVREES POUR LES ETABLISSEMENTS TOURISTIQUES ENTRE 2010 A 2014

On note une faible demande d'autorisation de construire d'établissements touristiques entre 2010 et 2014. En 2014 il ya seulement 2 demandes contre zéro pour l'année précédente et de 2010 à 2012 il n'y avait qu'au total 6 autorisations de construire de ce type d'établissement délivrées dans toute la région, ce qui parait très faible par rapport à d'autres régions comme....

Tableau 19.5 : Nombre d'autorisations de construire délivrées pour les établissements touristiques entre 2010 à 2014

Départements	2010	2011	2012	2013	2014
Bakel					
Goudiry					
Koumpentoum					
Tambacounda	01	03	02	0	02
Ensemble					02

Source : SR de l'Urbanisme et de l'Habitat de Tambacounda

XV.7. LOTISSEMENTS ET DISTRIBUTIONS DE PARCELLES ENTRE 2006 ET 2014

En 2014, aucune donnée n'est disponible concernant les lotissements et distribution de parcelles. Entre 2006 et 2013, il y'a eu au total, dans la région de Tambacounda, 5374 parcelles loties dont 4516 distribuées, soit 84,0%. Ces lotissements et distributions sont répartis comme suit: le Département de Tambacounda enregistre 68,2% des parcelles loties suivi du département de Koumpentoum qui enregistre 858 parcelles soit 16,0%, le département de Goudiry détient les 9,6% et le département Bakel enregistre 333 parcelles loties, soit 6,2%.

Cependant, le nombre de parcelles loties est égal au nombre de parcelles distribuées dans tous les départements, excepté le département de Koumpentoum qui n'enregistre aucune parcelle distribuées.

Tableau 19.6 : Nombre de parcelles loties et distribuées entre 2006 et 2014

Départements	Parcelles loties de 2006 à 2013	Parcelles distribuées de 2006 à 2013	2014
Bakel	333 à Kidira en août 2012	333	–
Goudiry	516	516	–
Koumpentoum	858	0	–
Tambacounda	3667	3667	–
Région	5374	4516	–

Source : SR de l'Urbanisme et de l'Habitat de Tambacounda

XV.8. DIAGNOSTIC DU SECTEUR

POTENTIALITES/ATOUTS

- la position frontalière de la région ouvre des perspectives en matière d'échanges commerciaux au niveau de la sous-région et par conséquent stimuler le phénomène d'urbanisation ;
- l'existence de plusieurs relais urbains le long des grands axes de communication constituent autant de zones potentielles d'urbanisation future ;

- la mise en valeur des potentialités touristiques et le développement d'activités connexes auront un impact certain sur l'urbanisation ;
- la propension des émigrés à investir dans le secteur et leur nombre important ainsi que les moyens financiers dont ils disposent sont un atout.

CONTRAINTES

- Faible prise en compte du domaine Aménagement du Territoire par les collectivités locales ;
- Manque de plans d'occupation et d'affectation des sols pour les Communautés Rurales ;
- Problème de délimitation entre les communes et les communautés rurales d'une part et entre les communautés rurales d'autre part ;
- Coût élevé du matériel de construction ;
- Droit de superficie est détenu par moins de 1 % des propriétaires ;
- Marché foncier est soumis à une spéculation ;
- Survivance du droit coutumier là où les terres relèvent du domaine national ;
- Existence d'occupants sans titre de propriété ;
- Occupation irrégulière ;
- Absorption de village par le périmètre urbain.

CHAPITRE XVI : CONCLUSION GENERALE

La population de la région de Tambacounda est jeune. Le département de Tambacounda regroupe 44 % de la population. La région de Tambacounda a une densité de population relativement faible. On note une légère supériorité numérique des hommes par rapport aux femmes. Elle est aussi essentiellement rurale, malgré une légère amorce d'urbanisation. Cette tendance se poursuivra certainement avec le désenclavement de certaines localités et la mise en œuvre de grands projets structurants. La population est inégalement répartie, certains départements ont un poids démographique inégalement réparti par rapport à l'étendue de leurs superficies, par conséquent un habitat dispersé et des densités encore faibles

EDUCATION

L'existence d'une diaspora comme source de développement de partenariats féconds

- L'importance des disponibilités foncières.
- La possibilité de diversifier l'offre éducative avec l'implantation d'écoles franco-arabes.
- La vocation agro-sylvo-pastorale de la zone pour la formation technique et professionnelle et l'enseignement supérieur.
- Le nouveau découpage administratif (encadrement de proximité)
- Début d'installation d'établissements publics du supérieur
- Taux élevé de l'analphabétisme
- Les pesanteurs socioculturelles : mariages précoces et forcés.
- Prépondérance des écoles à cycle incomplet.
- La faiblesse de l'intervention du secteur privé
- L'offre d'éducation peu diversifiée (modèle classique)
- La position de zone carrefour par rapport à certains fléaux.
- L'émigration massive des jeunes.
- L'instabilité en milieu scolaire
- L'étendue de la région
- la dispersion et la faible taille démographique des établissements humains

SANTE

- Soutien actif des autorités administratives
- Accompagnement des partenaires au développement
- Richesse du tissu associatif et communautaire impliqué dans les efforts d'amélioration de la santé
- Bonne collaboration avec les tradipraticiens et les communicateurs traditionnels
- Existence de l'appui des immigrés à travers des dons et des constructions de structures sanitaires
- Etendue du territoire régional (près du tiers du territoire national)
- Inaccessibilité et enclavement saisonniers (hivernage)
- Insuffisance des infrastructures et services sociaux de base (routes, télécommunications, assainissement, accès à l'eau potable, hydraulique, ...)
- Système de croyances et valeurs (MGF, lévirat/sororat, émigration, etc.)
- Disparité de genre (faible accès des femmes aux pouvoirs/décisions notamment pour le recours aux soins)
- L'insuffisance de l'appui des Collectivités locales sur le plan du financement.
- La timidité de l'approche multisectorielle dans la résolution des problèmes de santé.

AGRICULTURE

- La disponibilité d'importantes terres aptes à l'agriculture pluviale (900 000ha) ;
- La disponibilité d'importantes ressources en eau de surface (32 milliards de m³) et en eau souterraine (12 ,5 milliards de m³) ;
- L'existence de terres irrigables (150000 ha) ;
- l'adaptation des variétés aux différents écosystèmes ;
- Une pluviométrie favorable comprise entre 450 et 1200 mm ;
- L'amorce d'une dynamique organisationnelle des producteurs ;
- La disponibilité de la fumure organique.
- L'impact des changements climatiques qui est à noter dans les variations de la pluviométrie (sécheresse ou inondation), le comportement des plantes (photopériodisme).

- Prix élevés de l'engrais, du gasoil pour l'irrigation des bananeraies
- Inondation des champs de banane
- Marché mondial des produits agricoles exigeant
- Manque de compétitivité de nos produits face aux subventions extérieures
- Relief accidenté

ELEVAGE

- Des pâturages encore sous exploités, qui abondent qui représentent 16% du territoire régional
- La disponibilité de vastes pâturages naturels
- L'existence de races animales adaptées aux conditions écologiques et climatiques
- Des sous-produits agricoles et agro industriels non valorisés
- L'existence d'un marché national de la viande et de sous-produits agricoles
- Pression et impact négatif de la mobilité pastorale sur les ressources naturelles
- La faible pratique de collecte, de culture et conservation de fourrages
- Difficulté d'accès à la zone de la Falémé pour les services vétérinaires
- La destruction des pâturages naturels par les feux de brousse
- Vente informelle de produits vétérinaires et pratique illicites de médecine vétérinaire
- Manque d'équipement de conservation, de transformation des productions animales et insuffisance de parcs à vaccination
- Vol de bétail
- Tarsissement précoce des points d'eau et de leur insuffisance

PECHE

- Atouts et potentialités
- La région dispose de ressources en eaux :
- Eau de surface (fleuve Gambie, fleuve Sénégal, les multiples affluents tels que la Falémé, le Niériko et les mares
- La pluviométrie est abondante
- Niveau d'équipement faible des pêcheurs

- Absence d'aménagement des mares et des cours d'eau
- Inexistence de crédits pour appuyer les initiatives locales.
- Inaccessibilité des zones en hivernage
- Absence d'un programme de renforcement de capacités pour les pêcheurs
- Difficultés liées à la commercialisation et à la conservation
- Non délimitation des plans d'eau et des zones de frayère

EAUX ET FORETS

- L'Inspection des Eaux et Forêts de Tambacounda contribue à la préservation et à la conservation durable des ressources forestières. En outre, celle-ci participe à la fourniture régulière de bois énergie (bois de chauffe, charbon de bois) au niveau national à travers les massifs aménagés. L'IREF participe aussi à la résolution de la pauvreté en développant des activités génératrices de revenus (apiculture, pisciculture, aviculture, transformation des produits non ligneux etc.)
- Existence de formations forestières diverses (3.589366 ha soit un taux de 84,19%)
- Existence de 15 forêts classés, le PNNK, la ZIC
- L'importance du domaine forestier confère à la région le titre de centre d'exploitation forestière
- Existence d'une faune riche et diverse allant des grands herbivores à l'avifaune terrestre
- Malgré les résultats de terrain remarquables nous notons une insuffisance d'agents forestiers et de moyens roulants au regard de la superficie de la région de Tambacounda qui est la plus vaste du pays. Depuis que la gestion des ressources naturelles est transférée aux élus locaux, ces derniers ne prennent pas leurs responsabilités pour les activités de lutte contre les feux de brousse, de reboisement des axes routiers et des places publiques.
- Extension des défrichements
- L'envergure de l'exploitation clandestine des ressources
- Les érosions éolienne et hydrique

- La croissance démographique et ses corollaires au niveau des zones d'orpillage traditionnel
- Déficit en ressources humaines
- La sur exploitation des ressources forestières
- Les feux de brousse

ENVIRONNEMENT

- L'existence du code de l'environnement ;
- L'élaboration de la nomenclature des installations classées ;
- L'élaboration des guides sectoriels pour les études d'impact environnemental ;
- L'existence d'un guide de danger ;
- La mise en place du comité régional de validation des évaluations environnementales ;
- L'existence de circulaires primatoriales sur l'application des dispositions du code de l'environnement relative aux études d'impact environnemental ;
- L'existence des normes de rejets des eaux ;
- L'existence de normes sur la qualité de l'air ;
- L'ensoleillement moyen annuel (7 à 8 heures/Jour), peut contribuer à la valorisation de l'énergie solaire ;
- L'élaboration d'un Plan d'action environnemental régional
- Ressources forestières et fauniques très importantes ;
- Ressources en eau en quantité et en qualité pour les eaux de surface et les eaux souterraines ;
- Excellentes potentialités minières dans le département
- Existence d'un système d'informations sur l'environnement (base de données Access) pour le suivi des différentes activités de la DREEC ;
- Niveau de pollution atmosphérique très faible au niveau de la région compte tenu du faible tissu industriel.
- Les contraintes rencontrées sont, entre autre :
- Le manque de personnels d'appui qualifié ;
- La vétusté du véhicule entraînant de lourdes charges d'entretien et de

- réparation. Ceci contribue au frein de la bonne marche du service ;
- La faible implication des collectivités locales dans la mise en œuvre des compétences transférées ;
 - La difficulté pour la régularisation de certaines ICPE (existence de plusieurs Installations classées en situation irrégulière) ;
 - Le problème de recouvrement des droits et taxes sur les installations classées;
 - L'absence d'une zone aménagée pour abriter les scieries et les menuiseries ;
 - La difficulté pour la prise en compte de la dimension environnementale et des changements climatiques dans le développement local par certaines collectivités locales et par certains projets et programmes ;
 - L'absence de projets de la DEEC dans la région ;
 - L'acuité du péril plastique ;
 - Gestion encore défaillante des déchets sur toute la filière (tri, collecte, transport, traitement) ;
 - Faible adoption des solutions alternatives de la prise en charge des déchets ;
 - L'absence de site pour l'élimination des déchets dans la majorité des communes ;
 - Le non-respect des procédures liées à l'évaluation environnementale surtout pour les projets de l'Etat ;
 - Le déversement régulier de matières dangereuses (hydrocarbures, produits chimiques) ;
 - L'absence de Gendarmerie de l'environnement et d'urgence environnement dans la région ;
 - Les problèmes d'érosions hydrique, éolienne et d'excavation du sol accrue ;
 - Le non systématisation de l'évaluation environnementale
 - Déforestation accentuée occasionnant la perte de la biodiversité, la dégradation des sols, l'érosion aérienne et hydrique, la baisse de la fertilité des sols, etc.
 - Forte vulnérabilité des secteurs clés (agriculture, élevage, ressources en eau, pêche, etc.) face aux effets des changements climatiques ;
 - Inexistence de décharge contrôlée et de centre d'enfouissement technique pour la région ;

- Non-respect de la réglementation en matière d'évaluation environnementale par certains projets et programmes ;
- Absence d'équipement approprié (incinérateur, bio digesteur, etc.) dans les structures sanitaires pour une gestion écologique des déchets biomédicaux ;
- Absence d'un domaine industriel aménagé pour abriter les activités artisanales pouvant générer des pollutions et nuisances (scieries, menuiseries,...) ;
- Manque de système d'assainissement adéquat pour une gestion écologiquement rationnelle des eaux usées.
- Implantation des scieries à côté des établissements humains causant ainsi des nuisances et pollutions aux populations riveraines;
- Dégradation très avancée des forêts entraînant ainsi une diminution de la séquestration du carbone ;
- Développement de l'orpaillage (exploitation artisanale) dans la zone de la Falémé causant ainsi beaucoup de problèmes environnementaux et sanitaires ;
- Utilisation non rationnelle des produits chimiques (pesticides et engrais) dans le secteur agricole

COMMERCE ET ARTISANAT

- la région de Tambacounda est riche de ses ressources agricoles
- une bonne production vivrière
- une production laitière importante
- de riches ressources forestières (bois d'œuvre, charbon de bois, produits de cueillette)
- existence de matières premières en quantité (notamment agricoles, forestières) à des prix parfois moins élevés ;
- la route DAKAR – MALI est un atout pour certains corps de métiers (les mécaniciens, les restauratrices) ;
- le dynamisme des structures existantes d'encadrement dont la chambre de métiers.
- l'existence des organisations d'artisans par corps de métiers et par filière.
- La faible densification du réseau électrique surtout en milieu rural

- La faible valorisation des autres sources d'énergie
- La vétusté du parc de production
- La faiblesse du tissu industriel
- La faiblesse du réseau de distribution des produits pétroliers
- La dégradation des ressources forestières
- La cherté du coût de l'électricité
- La dispersion de l'habitat.
- Sous équipement des ateliers de service et de production ;
- Insuffisance de la formation ;
- Accès encore difficile au financement
- Faiblesse des moyens alloués à la chambre de métiers, structure d'encadrement (faiblesse du budget, véhicule vétuste).
- Démarrage du projet d'apprentissage
- Projet d'une convention de partenariat avec le FONGIP pour le financement des projets individuels et de groupements d'artisans ;
- Démarrage à court ou moyen terme du projet des marchés publics
- Emergence de nouveaux centres de formation technique (lycée technique) en plus du CRETEF, du FORAMECA
- Projets de comptoirs d'achat de matières premières.
- Projet de création de zones artisanales dans chaque commune de département ;
- Projet de mutuelle de santé des artisans ;
- Projet de Plan stratégique de développement de l'artisanat de la région

TOURISME

- Une richesse culturelle
- L'existence d'un aéroport et deux pistes d'atterrissage ;
- L'artisanat traditionnel riche et varié
- L'existence de sites historiques (pavillon de René Caillé de Bakel, fort de Séné Dougou)
- Tourisme de vision et de chasse (PNNK, zones amodiées, zone d'intérêt cynégétique (ZIC) et les réserves naturelles)
- Faiblesse de la promotion touristique

- Insuffisance de la desserte de la région.
- Enclavement interne de la région
- Inexistence d'agenda culturel
- Dégradation avancée de certains sites historiques
- Inscription du parc sur la liste des sites en péril
- Coût élevé du transport aérien
- Réhabiliter les édifices du patrimoine classé
- Recenser tous les sites touristiques
- Disposer d'un agenda culturel régional
- Renforcer les capacités du personnel de l'hôtellerie et du tourisme
- Faciliter l'accès aux sites touristiques par l'ouverture de pistes
- Desservir l'aéroport de Tambacounda d'un vol régulier
- Organiser un Eductour pour présenter les potentialités touristiques de la région
- Réhabiliter le PNNK et Aider à la promotion du village artisanal par l'organisation des journées portes ouvertes, la formation des artisans et la collecte quotidienne des ordures du marché

URBANISATION

- la position frontalière de la région ouvre des perspectives en matière d'échanges commerciaux au niveau de la sous-région et par conséquent stimuler le phénomène d'urbanisation ;
- l'existence de plusieurs relais urbains le long des grands axes de communication constituent autant de zones potentielles d'urbanisation future ;
- la mise en valeur des potentialités touristiques et le développement d'activités connexes auront un impact certain sur l'urbanisation ;
- la propension des émigrés à investir dans le secteur et leur nombre important ainsi que les moyens financiers dont ils disposent sont un atout
- Faible prise en compte du domaine Aménagement du Territoire par les collectivités locales ;
- Manque de plans d'occupation et d'affectation des sols pour les Communautés

Rurales ;

- Problème de délimitation entre les communes et les communautés rurales d'une part et entre les communautés rurales d'autre part ;
- Coût élevé du matériel de construction ;
- Droit de superficie est détenu par moins de 1 % des propriétaires ;
- Marché foncier est soumis à une spéculation ;
- Survivance du droit coutumier là où les terres relèvent du domaine national ;
- Existence d'occupants sans titre de propriété
- Occupation irrégulière
- Absorption de village par le périmètre urbain